

# RAPPORT DE L'ECRI SUR CHYPRE

(sixième cycle de monitoring)



**Adopté le 6 décembre 2022**

Publié le 7 mars 2023

European Commission  
against Racism and Intolerance

**ECRI**  
Commission européenne  
contre le racisme et l'intolérance

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE



## TABLE DES MATIERES

---

AVANT-PROPOS.....	4
RÉSUMÉ .....	5
CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS .....	7
<i>I. ÉGALITÉ EFFECTIVE ET ACCÈS EFFECTIF AUX DROITS.....</i>	<i>7</i>
A. ORGANISMES DE PROMOTION DE L'ÉGALITE .....	7
B. ÉDUCATION INCLUSIVE.....	8
C. MIGRANTS EN SITUATION IRREGULIERE .....	12
D. ÉGALITE DES PERSONNES LGBTI.....	13
<i>II. DISCOURS DE HAINE ET VIOLENCE MOTIVÉE PAR LA HAINE.....</i>	<i>16</i>
A. DISCOURS DE HAINE .....	16
B. VIOLENCE MOTIVEE PAR LA HAINE.....	22
<i>III. INTÉGRATION ET INCLUSION .....</i>	<i>23</i>
A. MIGRANTS .....	23
B. LES ROMS .....	30
<i>IV. THÈMES SPÉCIFIQUES À CHYPRE.....</i>	<i>33</i>
RECOMMANDATIONS FAISANT L'OBJET D'UN SUIVI INTERMÉDIAIRE.....	34
LISTE DES RECOMMANDATIONS .....	35
BIBLIOGRAPHIE .....	38
ANNEXE : POINT DE VUE DU GOUVERNEMENT .....	41



## AVANT-PROPOS

---

La Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI), mise en place par le Conseil de l'Europe, est une instance indépendante de monitoring dans le domaine des droits humains spécialisée dans les questions de lutte contre le racisme, la discrimination (au motif de la « race », de l'origine ethnique/nationale, de la couleur, de la citoyenneté, de la religion, de la langue, de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre), la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance. Elle est composée de membres indépendants et impartiaux, désignés sur la base de leur autorité morale et de leur expertise reconnue dans le traitement des questions relatives au racisme, à la xénophobie, à l'antisémitisme et à l'intolérance.

Dans le cadre de ses activités statutaires, l'ECRI mène des travaux de monitoring par pays, qui analysent la situation dans chacun des États membres du Conseil de l'Europe pour ce qui est du racisme et de l'intolérance et formule des suggestions et propositions pour le traitement des problèmes identifiés.

Le monitoring par pays de l'ECRI concerne l'ensemble des États membres, sur un pied d'égalité. Les travaux se déroulent suivant des cycles de 5 ans. Les rapports du premier cycle ont été achevés à la fin de 1998, ceux du deuxième cycle à la fin de 2002, ceux du troisième cycle à la fin de 2007, ceux du quatrième cycle au début de 2014 et ceux du cinquième cycle à la fin de 2019. Les travaux du sixième cycle ont débuté fin 2018.

Les méthodes de travail pour l'élaboration des rapports comprennent des analyses documentaires, une visite dans le pays concerné, puis un dialogue confidentiel avec les autorités nationales.

Les rapports de l'ECRI ne sont pas le résultat d'enquêtes ou de dépositions de témoins, mais d'analyses basées sur un grand nombre d'informations émanant de sources très variées. Les études documentaires reposent sur un nombre important de sources écrites nationales et internationales. La visite sur place permet de rencontrer les milieux directement concernés (gouvernementaux et non gouvernementaux) et de recueillir des informations détaillées. Le dialogue confidentiel avec les autorités nationales permet à celles-ci de fournir, si elles l'estiment nécessaire, des commentaires sur le projet de rapport en vue de corriger d'éventuelles erreurs factuelles qui pourraient être contenues dans le texte. À l'issue de ce dialogue, les autorités nationales peuvent, si elles le souhaitent, demander à ce que leurs points de vue soient reproduits en annexe au rapport définitif de l'ECRI.

Les rapports par pays du sixième cycle sont centrés sur trois thèmes communs à tous les États membres : (1) Égalité effective et accès aux droits, (2) Discours de haine et violence motivée par la haine, et (3) Intégration et inclusion, et sur un certain nombre de thèmes spécifiques à chacun d'entre eux.

Dans le cadre du sixième cycle, une mise en œuvre prioritaire est, à nouveau, requise pour deux recommandations spécifiques choisies parmi celles figurant dans le rapport. Au plus tard deux ans après la publication de ce rapport, l'ECRI mettra en œuvre un processus de suivi intermédiaire concernant ces deux recommandations.

**Le rapport qui suit a été élaboré par l'ECRI sous sa seule et entière responsabilité. Sauf indication contraire, il rend compte de la situation en date du 30 juin 2022. En principe, les développements intervenus après cette date ne sont donc en principe pas couverts par l'analyse qui suit, ni pris en compte dans les conclusions et propositions qui y figurent.**

**Depuis l'adoption du cinquième rapport de l'ECRI sur Chypre, le 17 mars 2016, des progrès ont été réalisés et de bonnes pratiques ont été adoptées dans un certain nombre de domaines.**

Conformément à une recommandation formulée dans le cinquième rapport de l'ECRI, l'institution de l'Ombudsman a été autorisée, en 2019, à organiser ses propres épreuves pour recruter du personnel.

Le ministère de l'Éducation, des Sports et de la Jeunesse (MESJ) a établi une stratégie nationale de prévention et de lutte contre la violence à l'école (2018-2022). Parallèlement, l'Observatoire chypriote de la violence à l'école, qui relève de l'Institut pédagogique de Chypre, a adopté et appliqué des mesures et programmes visant à prévenir et combattre le harcèlement et la violence à l'école tout en promouvant et observant la mise en œuvre des politiques anti-harcèlement du MESJ qui ont été adoptées en 2020.

En février 2021, le code de déontologie et d'éthique des membres du Parlement est entré en vigueur. Il interdit entre autres les propos haineux, l'incitation à la violence et les comportements sexistes et racistes de la part des parlementaires dans l'exercice de leurs fonctions.

D'autres avancées encourageantes ont eu lieu : en août 2019, le ministère de l'Intérieur a facilité le changement de nom et de genre dans les documents officiels, notamment pour les personnes transgenres, tandis que, en avril 2022, toutes les restrictions liées à l'orientation sexuelle dans le cadre du don de sang ont été levées.

En outre, les procédures permettant d'employer des demandeurs d'asile ont été considérablement simplifiées depuis octobre 2021, et la liste des secteurs où ces derniers peuvent travailler avait déjà été élargie en 2019.

L'ECRI a noté avec satisfaction, lors de sa visite à l'école primaire de Aghios Antonios, à Limassol, que les élèves roms paraissent bénéficier d'un soutien considérable dans leur apprentissage de kurbetcha<sup>1</sup>, et que d'importantes mesures ont été prises pour limiter l'impact sur ces élèves des restrictions liées à la crise sanitaire de la Covid-19, notamment grâce au fait que tous les élèves roms qui suivaient un

enseignement en ligne ont reçu des tablettes et un accès à internet.

**L'ECRI se félicite de ces évolutions positives à Chypre. Cependant, malgré les progrès accomplis, certains points demeurent préoccupants.**

L'institution de l'Ombudsman, qui est à Chypre le seul organisme de promotion de l'égalité, n'a toujours pas les compétences requises pour agir en justice ou intervenir dans des procédures judiciaires au nom des victimes de discrimination ou d'intolérance.

L'ECRI s'inquiète du fait que des séances de confession devant un prêtre orthodoxe seraient organisées dans les écoles sans le consentement des élèves ou de leurs parents et au mépris de leurs convictions religieuses, ce qui ne peut en aucun cas être propice à une éducation inclusive.

L'ECRI regrette que des « pare-feu » ne soient pas en place dans tous les grands domaines d'action des pouvoirs publics touchant aux droits humains des migrants en situation irrégulière, et que toute procédure impliquant ces migrants devant les tribunaux du travail risque d'aboutir à leur expulsion.

L'ECRI estime que les pratiques dénoncées consistant à soumettre certaines personnes homosexuelles et lesbiennes à des thérapies dites de conversion sont très préoccupantes.

Le discours de haine ciblant plusieurs groupes relevant du mandat de l'ECRI reste très répandu dans le discours public chypriote. Il n'existe pas de système global de suivi des propos haineux. En outre, les cas de condamnation ferme et rapide et de contre-discours tenus par des personnalités publiques restent sporadiques.

Le fait que les enfants demandeurs de protection internationale en âge d'être scolarisés au primaire soient généralement placés dans le système scolaire classique en fonction de leur âge, sans tenir compte de leurs compétences précédemment acquises dans les principales matières enseignées et sans suivre préalablement de cours préparatoires de grec, est un obstacle majeur à leur intégration et à leurs résultats scolaires.

Malgré le travail méritoire qu'effectuent de nombreuses ONG, notamment mais pas uniquement dans le soutien aux migrants à

---

<sup>1</sup> La langue que parlent les Roms chypriotes turcs.

Chypre, leurs possibilités de poursuivre leur travail ont été compromises par les nouvelles règles d'enregistrement adoptées en 2017.

**Dans le présent rapport, l'ECRI demande aux autorités de prendre des mesures dans un certain nombre de domaines et formule une série de recommandations, dont les suivantes.**

Il conviendrait que des mesures soient prises pour veiller à la mise en œuvre effective par les directions des établissements scolaires des politiques antiracistes en place qui ont été élaborées par le MESJ.

Les autorités chypriotes devraient élaborer une stratégie nationale LGBTI notamment assortie d'un plan d'action et de mesures renforcées de lutte contre le discours de haine visant les personnes LGBTI.\*

Les autorités devraient par ailleurs remédier à un certain nombre de lacunes de longue date dans la mise en œuvre de la législation pénale en matière de lutte contre le discours de haine et contre la violence motivée par la haine. Les autorités devraient entre autres revoir la législation pénale sur le discours de haine et sur la violence motivée par la haine ainsi que les recours dont disposent les victimes, et elles

devraient fournir une formation adéquate aux policiers, aux procureurs et aux juges afin qu'ils appliquent les dispositions pénales appropriées pour combattre le discours de haine et la violence motivée par la haine.

Des mesures devraient être rapidement prises pour aider les enfants demandeurs d'asile et les enfants migrants à maîtriser la langue grecque suffisamment pour pouvoir suivre les cours enseignés en grec dans les écoles primaires classiques ; il faudrait que ces mesures aillent de pair avec l'évaluation des compétences de chaque enfant afin de déterminer son niveau scolaire et quelle classe lui conviendrait le mieux.\*

Il conviendrait d'élaborer des politiques publiques dûment financées pour soutenir les Roms en matière d'éducation, de soins de santé, de logement et d'emploi.

Il faudrait revoir les règles d'enregistrement adoptées à l'égard des ONG pendant la période considérée afin de s'assurer qu'elles ne les empêchent pas d'apporter aux demandeurs d'asile et autres migrants le soutien dont ils ont grandement besoin.

---

\* Les recommandations de ce paragraphe feront l'objet d'un processus de suivi intermédiaire par l'ECRI au plus tard deux ans après la publication du présent rapport.

## CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS

### I. ÉGALITÉ EFFECTIVE ET ACCÈS EFFECTIF AUX DROITS

#### A. Organismes de promotion de l'égalité<sup>2</sup>

1. En application de la loi n° 42(I)/2004, la Commissaire pour l'administration et la protection des droits de l'homme (la médiatrice) a été chargée d'agir en qualité d'organisme de promotion de l'égalité et elle s'est vue confier les compétences exigées pour combattre le racisme et l'intolérance aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public. Il s'agit d'un organisme quasi judiciaire indépendant ayant pour mission de traiter les affaires de discrimination qui lui sont soumises.
2. La Commissaire dispose de la plupart des prérogatives que l'ECRI préconise dans la RPG n° 2, intitulée « Les organismes de promotion de l'égalité chargés de lutter contre le racisme et l'intolérance au niveau national », ainsi qu'au paragraphe 24 de la RPG n° 7, intitulée « Législation nationale pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale », à l'exception notable du fait que l'institution n'a pas le droit d'agir en justice ou d'intervenir dans des procédures judiciaires, bien que l'ECRI ait recommandée dans son rapport précédent que ces compétences lui soient confiées. Le personnel du Bureau de la médiatrice a expliqué à l'ECRI que les interventions *amicus curiae* des personnes ou institutions ne sont pas prévus dans la loi. Les tribunaux sont toutefois compétents pour décider d'accepter ou non les soumissions ou interventions de tiers, notamment de l'organisme de promotion de l'égalité.
3. L'ECRI réitère sa recommandation visant à octroyer à la Commissaire pour l'administration et la protection des droits de l'homme le droit d'agir en justice et de participer de plein droit à des procédures judiciaires, conformément au paragraphe 14.c de la Recommandation de politique générale n° 2 de l'ECRI sur les organismes de promotion de l'égalité chargés de lutter contre le racisme et l'intolérance au niveau national.
4. La Commissaire peut prendre des décisions ayant force contraignante ou formuler des recommandations. Conformément au paragraphe 17.c de la RPG n° 2 de l'ECRI, elle peut imposer des amendes (jusqu'à 598 €) en cas de non-respect de ses décisions, et y ajouter une astreinte de 85 € par jour de retard d'application de ses décisions. Toutefois, comme l'a expliqué le personnel du Bureau de la Commissaire, toutes les décisions ont jusqu'à présent été respectées sans qu'il soit nécessaire d'imposer une amende. Les interlocuteurs de l'ECRI auprès de la société civile ont néanmoins déploré que l'organisme de promotion de l'égalité émette principalement des recommandations au lieu de décisions contraignantes<sup>3</sup>. L'ECRI encourage l'organisme de promotion de l'égalité à faire le meilleur usage possible de sa faculté de prendre des décisions contraignantes suite à des plaintes pour discrimination et pour discours de haine.
5. Le nombre d'agents traitant les questions d'égalité au sein du Bureau de la Commissaire est resté assez stable : ils étaient dix pendant la majeure partie de la période de référence et 12 en 2021<sup>4</sup>. Dans la pratique, toutefois, la répartition des tâches entre les différents mandats et donc les différentes entités du Bureau de la Commissaire paraît être floue et les agents se voient souvent confier des tâches relevant de l'un ou l'autre des différents mandats de l'institution. Le Bureau de la Commissaire a justifié cette pratique en invoquant le nombre insuffisant de plaintes dans certains domaines de compétence, ce qui ne légitimerait pas que

<sup>2</sup> La désignation « organismes nationaux spécialisés » a été remplacée par « organismes de promotion de l'égalité » dans la version révisée de la Recommandation de politique générale (RPG) n° 2 publiée le 27 février 2018.

<sup>3</sup> Le Bureau de la Commissaire a fait référence à certaines décisions contraignantes prises après la visite de l'ECRI, mais aucune d'entre elles ne concernait des groupes relevant du mandat de l'ECRI.

<sup>4</sup> L'effectif total du Bureau de la médiatrice a varié de 26 à 28 agents au cours de la période considérée et s'établissait à 27 agents en mai 2022 ; le Bureau procède actuellement au recrutement de sept autres agents, ce qui durera jusqu'à fin 2022.



des membres du personnel s'occupent exclusivement de ces questions. Néanmoins, l'ECRI estime qu'il faut réexaminer les niveaux d'effectifs et les compétences du personnel du Bureau afin de déterminer si les fonctions de promotion de l'égalité ont un effectif suffisant et si les fonctions de soutien/contentieux et de prise de décision disposent d'unités ou d'effectifs bien distincts. En outre, le personnel du Bureau devrait suivre une formation en matière de lutte contre la discrimination et contre le discours de haine. Il est possible de faire appel au soutien du Conseil de l'Europe si besoin est.

6. Dans ses quatrième et cinquième rapports sur Chypre, l'ECRI a recommandé que la Commissaire soit consultée pour toute nomination de personnel dans son Bureau, dans un souci d'indépendance de l'organisme, et que les autorités lui allouent un budget adéquat pour qu'elle puisse dûment s'acquitter de ses fonctions. L'ECRI se félicite du fait qu'en 2019 le Conseil des ministres et le Parlement chypriotes ont autorisé l'institution de l'Ombudsman à organiser le recrutement de son personnel<sup>5</sup>. Des concours de recrutement sont donc organisés par un comité consultatif mis en place par la Commissaire. L'ECRI note que, selon les informations que lui a fournies le Bureau de la Commissaire, son budget de fonctionnement est resté relativement stable, avec une légère augmentation annuelle en valeur absolue, sauf en 2021<sup>6</sup>. L'ECRI note par ailleurs que le budget de fonctionnement alloué aux activités de promotion de l'égalité s'élevait à € 379 246 en 2020<sup>7</sup>.
7. Selon les informations que le Bureau de la Commissaire a transmises à l'ECRI, celui-ci a reçu 165 plaintes en 2021, 65 en 2020, 71 en 2019, 52 en 2018, 57 en 2017 et 35 en 2016. L'institution a donné raison aux plaignants et formulé une recommandation dans environ un tiers voire plus de la moitié des plaintes. En 2021, un nombre important de ces dernières concernait la religion et les convictions<sup>8</sup>. Compte tenu des constatations qu'elle a formulées dans le présent rapport et dans le souci de déceler toute insuffisance de signalement, l'ECRI encourage la Commissaire à mener des enquêtes sur des incidents potentiels de racisme, d'intolérance et de discrimination à l'égard de divers groupes, notamment les réfugiés, les demandeurs d'asile et les migrants, en s'appuyant sur la législation anti-discrimination.
8. L'ECRI, qui a constaté que les rapports annuels de l'organisme de promotion de l'égalité pour 2017, 2018 et 2019 avaient été publiés dans un document unique seulement en 2020, encourage la publication de rapports chaque année.

## **B. Éducation inclusive**

9. La présente section porte sur les politiques d'éducation<sup>9</sup> qui entendent lutter contre l'exclusion et la marginalisation grâce à une éducation inclusive conçue pour tous les enfants, et à instaurer une société multiculturelle et tolérante, conformément aux sections II et III de la RPG n° 10 de l'ECRI sur la lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans et à travers l'éducation scolaire.

---

<sup>5</sup> Le recrutement des candidats retenus doit être confirmé par la Commission de la fonction publique.

<sup>6</sup> Budget de fonctionnement total en euros par an : 2022 : 2 132 010 ; 2021 : 2 096 182 ; 2020 : 2 137 085 ; 2019 : 1 988 239 ; 2018 : 1 934 261 ; 2017 : 1 896 141 ; 2016 : 1 823 357. La proposition de budget est approuvée par le Parlement, auquel elle est soumise par le ministère des Finances. Une fois son budget approuvé, le Bureau de la médiatrice a un contrôle absolu sur l'utilisation qu'il en fait à condition qu'il respecte le plafond fixé pour chaque catégorie de dépenses.

<sup>7</sup> [Office of the Commissioner for Administration and the Protection of Human Rights – Equinet \(equineteurope.org\)](https://www.equineteurope.org/)

<sup>8</sup> 55 plaintes liées à la religion et aux convictions ont été déposées en 2021, dont 50 concernaient des restrictions liées à la covid-19.

<sup>9</sup> Cette section concerne l'éducation pour tous les enfants et les jeunes. Les mesures spécifiques pour l'éducation des élèves migrants et roms sont traitées sous la rubrique de l'intégration et de l'inclusion.

10. Les dépenses publiques en matière d'éducation restent parmi les plus élevées de l'UE<sup>10</sup>. Le projet DRASE (mesures en faveur de l'inclusion scolaire et sociale), qui est financé par l'UE, soutient les élèves vulnérables à Chypre et finance des cours d'apprentissage renforcé, des cours périscolaires et des activités créatives<sup>11</sup>. Au total, environ 25 000 élèves en bénéficieront entre 2015 et 2023<sup>12</sup>. Les enfants migrants et roms comptent parmi les principaux bénéficiaires du projet. Le ministère de l'Éducation, des Sports et de la Jeunesse et (MESJ) a par ailleurs adopté une série de mesures favorisant l'éducation inclusive des enfants qui appartiennent aux groupes religieux reconnus<sup>13</sup>. Les écoles arméniennes Nareg et l'école primaire Agios Maronas, qui sont entièrement subventionnées par le MESJ, offrent des possibilités d'apprentissage avancées et adaptées aux besoins des enfants arméniens et maronites.
11. Le « Code de conduite pour lutter contre le racisme » et le « Guide pour gérer et signaler les incidents racistes », du MESJ, continuent d'être mis en œuvre depuis l'année scolaire 2014-2015<sup>14</sup>. Le MESJ a établi des lignes directrices détaillées pour la mise en œuvre du code. Depuis 2018, l'Institut pédagogique de Chypre (IPC) a par ailleurs créé un « réseau scolaire de soutien à la mise en œuvre de la politique antiraciste » à l'intention des enseignants des écoles de tous les niveaux qui souhaitent en faire partie. Une ligne d'assistance téléphonique est également à la disposition des enseignants. Les écoles ont pour consigne de transmettre un rapport annuel au MEJS à propos de tous les incidents racistes enregistrés et traités durant chaque année scolaire. L'ECRI a appris que malheureusement, dans la pratique, une majorité des écoles n'appliquent pas ou que rarement le code<sup>15</sup>. Elles signalent en outre rarement les incidents racistes, prétendument de peur d'être stigmatisées, entre autres raisons.
12. L'ECRI recommande aux autorités compétentes de prendre des mesures fermes visant à assurer la mise en œuvre effective du Code de conduite pour lutter contre le racisme et du Guide pour gérer et signaler les incidents racistes dans le secteur de l'éducation, notamment en veillant à ce que le signalement des incidents racistes soit reconnu de manière positive.
13. L'ECRI note qu'à Chypre, l'éducation en matière de droits humains n'a pas été officiellement incorporé au programme scolaire. Toutefois, depuis 2011, l'éducation à la santé, une matière figurant dans les programmes des écoles

<sup>10</sup> À titre indicatif, Chypre a consacré 15,6 % des dépenses publiques totales à l'éducation en 2016, soit plus que tout autre pays de l'UE ([Commission européenne, Direction générale de l'éducation, de la jeunesse, du sport et de la culture, Education and training monitor 2018](#), p. 90). Malgré tout, la faible efficacité et efficacité du système éducatif restent un problème majeur (*ibid.*, p. 96 et seq).

<sup>11</sup> Le Fonds social européen contribue à hauteur de 30 600 000,00 EUR au budget total du projet, qui s'élève à 36 000 000,00 EUR, ce qui inclut des services de soutien psychologique et d'aide sociale pour les élèves et leurs parents.

<sup>12</sup> Pour en savoir plus sur ce projet, [cliquez ici](#).

<sup>13</sup> Pour rappel, les groupes religieux que forment les Arméniens, les Maronites et les Latins (catholiques romains) sont composés de citoyens de la République de Chypre qui, lors de l'instauration de la République en 1960, ont choisi d'appartenir à la communauté chypriote grecque, conformément à la Constitution (article 2, paragraphe 3).

<sup>14</sup> Ministère de l'Éducation et de la Culture, Institut pédagogique de Chypre, Service d'élaboration des programmes (2016), Code de conduite pour lutter contre le racisme et Guide pour gérer et signaler les incidents racistes, consultables [ici](#) ; voir également le cinquième rapport de l'ECRI, paragraphe 50. Le code énonce les principes à suivre pour prendre en charge, enregistrer et signaler les incidents discriminatoires survenant à l'école ainsi que pour y répondre. Il donne de la « diversité » et de la « discrimination » une définition large, énonce les responsabilités de chaque membre de la communauté scolaire et indique les mesures que les écoles doivent prendre face aux incidents racistes et homophobes/transphobes.

<sup>15</sup> Il ressort des constatations faites lors de la visite de l'ECRI que la plupart des administrations scolaires ont refusé de mettre en œuvre le code et/ou ne soumettent pas de rapports annuels sur les incidents racistes/homophobes, partant du principe que de tels incidents ne se produisent pas dans leurs établissements. En même temps, la délégation de l'ECRI a appris que, dans la pratique, les enseignants doivent demander que le code soit appliqué dans leur école, ce que le directeur de l'école est libre d'approuver ou de refuser. Selon l'estimation des interlocuteurs de l'ECRI, sur 475 écoles à Chypre, seule une petite partie met en œuvre le code, alors que selon les autorités chypriotes, le nombre d'écoles ayant soumis des rapports annuels sur les incidents racistes a varié entre 41 et 129 par an au cours de la période 2016-2021. Selon les mêmes données, le nombre total d'incidents racistes signalés par les écoles a varié entre 124 et 357 au cours de la même période.

primaires et secondaires, contient des éléments d'éducation aux droits humains et à la lutte contre le racisme<sup>16</sup>.

14. L'éducation sexuelle est incluse dans le cadre de l'unité thématique intitulée « planification familiale, santé sexuelle et reproductive », mais le programme actuel paraît mettre l'accent sur les aspects anatomiques et biologiques de la sexualité. Les questions telles que l'orientation sexuelle et l'identité de genre (OSIG) ne sont pas abordées au primaire. La possibilité de choisir les priorités éducatives sur lesquelles se focaliser dans cette unité thématique, combinée au fait que le MEJS n'a désigné aucun manuel spécifique à cet effet<sup>17</sup>, signifie que, dans la pratique, les enseignants n'optent pas pour l'enseignement des questions d'OSIG. Au secondaire, la sensibilisation aux questions d'OSIG fait partie des objectifs éducatifs. Ces questions ne sont toutefois presque pas évoquées dans les manuels scolaires concernés.<sup>18</sup>
15. Aucune formation obligatoire n'est à l'heure actuelle dispensée en matière de sensibilisation aux questions LGBTI<sup>19</sup>. Les ONG *Cyprus Family Planning Association* et *ACCEPT-LGBT Cyprus* ont continué d'organiser ensemble une activité intitulée « Bouclier contre l'homophobie », qui consiste en une série de formations facultatives destinées aux enseignants. Dans la pratique, celles-ci sont principalement suivies par des enseignants déjà soucieux de lutter contre l'intolérance et la discrimination à l'égard des personnes LGBTI<sup>20</sup>. Le programme HOMBAT – *Combating HOMophoBic And Transphobic bullying at schools* – de l'UE, qui s'est déroulé sur deux ans, s'est achevé en 2019 et a permis de former plus de 250 enseignants. Un réseau a été créé pour regrouper les acteurs concernés<sup>21</sup> et ceux-ci ont signé l'Accord de coopération et la déclaration de principes découlant du projet ; un Guide des enseignants face à l'homophobie et à la transphobie dans l'éducation a été élaboré pour informer et sensibiliser les administrations des écoles en matière de prévention et de gestion effective de l'homophobie et de la transphobie dans l'éducation.
16. Malgré ces initiatives positives, les interlocuteurs de la délégation de l'ECRI lui ont systématiquement dit durant la visite que les enseignants ne s'estiment pas qualifiés pour traiter des questions de fond en matière d'OSIG en milieu scolaire ou qu'ils ne sont pas disposés à le faire. Selon certaines sources, les enseignants seraient ouvertement dissuadés d'évoquer proactivement les questions d'OSIG<sup>22</sup>, ils recevraient même oralement des consignes le leur interdisant. Aborder des questions liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre ou montrer son soutien à l'égard d'élèves LGBTI a parfois entraîné des répercussions professionnelles pour les enseignants<sup>23</sup>, ou des réactions violentes de parents conservateurs ou de parents appartenant à certaines minorités. Selon certaines sources, des professionnels de l'éducation auraient eux-mêmes tenu des propos homophobes, ce qui est préoccupant<sup>24</sup>.

---

<sup>16</sup> [Service de l'enseignement général secondaire \(moec.gov.cy\)](http://moec.gov.cy).

<sup>17</sup> L'ECRI a appris que les enseignants peuvent choisir leur matériel pédagogique sur une liste de matériel disponible pour cette unité thématique. En revanche, les autorités ont indiqué qu'il existe deux manuels d'enseignement spécifiques portant sur la manière de dispenser l'éducation sexuelle, tandis que des directives pratiques pour aborder les questions LGBTI ont été élaborées dans le cadre du projet iDecide, en coopération avec la société civile.

<sup>18</sup> A l'exception du manuel d'économie domestique de la classe de seconde du lycée, qui constitue néanmoins un module optionnel.

<sup>19</sup> *LGBTQI Inclusive Education Report*, IGLYO — *The International LGBTQI Youth & Student Organisation*, 2022, p. 53. Cela étant, les organisations de la société civile que l'ECRI a rencontrées reconnaissent que les programmes de formations facultatives que propose l'IPC sont d'une grande qualité.

<sup>20</sup> *LGBTQI Inclusive Education Report*, IGLYO — *The International LGBTQI Youth & Student Organisation*, janvier 2018.

<sup>21</sup> Notamment : le MESJ, la Commissaire pour l'administration et la protection des droits de l'homme, la Commissaire pour la protection des droits des enfants, l'Organisation de jeunesse de Chypre, l'université de Nicosie, l'université Frederick, et les ONG *Accept-LGBT Cyprus*, *CARDET* et *Cyprus Family Planning Association*.

<sup>22</sup> *Hombat – Combating HOMophoBic And Transphobic bullying in schools, National Report: Cyprus*, p. 21.

<sup>23</sup> Voir par exemple le rapport d'HOMBAT, p. 21.

<sup>24</sup> Un exemple signalé à l'ECRI est celui d'un inspecteur en biologie qui aurait comparé l'homosexualité à la thalassémie lors d'un événement parents-élèves.

17. L'ECRI recommande que les autorités prennent de mesures supplémentaires pour assurer une plus grande sensibilisation aux questions LGBTI en milieu scolaire i) en dispensant à tous les enseignants et directeurs d'école de l'enseignement primaire et secondaire, lors de la formation initiale et de la formation continue, des formations adéquates sur les questions d'OSIG, et ii) en traitant les questions de fond touchant à l'OSIG dans des manuels désignés sur l'éducation sexuelle. Il faudrait en outre faire passer à tous les professionnels de l'éducation interagissant avec les élèves et les parents un message ferme de tolérance zéro à l'égard des attitudes et comportements LGBTIphobes<sup>25</sup>.
18. Le MESJ a mis au point une Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la violence à l'école (2018-2022)<sup>26</sup>. En parallèle, l'Observatoire chypriote de la violence à l'école (OCVE)<sup>27</sup>, qui relève de l'IPC, a mis en œuvre des mesures et des programmes de lutte contre le harcèlement et la violence à l'école<sup>28</sup>. L'OCVE est par ailleurs chargé de promouvoir et de suivre la mise en œuvre de la politique anti-harcèlement du MESJ, qui a été adoptée en 2020. Les écoles sont obligées de signaler les incidents de harcèlement. Néanmoins, comme pour le code de lutte contre le racisme, les écoles évitent dans la pratique de signaler les incidents de harcèlement. L'ECRI note qu'afin d'y remédier, l'OCVE propose des formations ciblées sur la mise en œuvre de la politique anti-harcèlement<sup>29</sup>. Référence est également faite à la recommandation du paragraphe 12.
19. Entre 2019 et 2023, l'université de Chypre mène des recherches dans toutes les écoles à l'échelon national afin de recueillir des données quantitatives et qualitatives sur les violences dans l'éducation et notamment sur le harcèlement, le racisme et les violences physiques ou sexuelles. À cet effet, il est demandé aux élèves, aux parents et aux enseignants d'enregistrer tous les incidents de ce type sur une plateforme spécifique<sup>30</sup>.
20. L'ECRI a appris que des séances de confession devant un prêtre orthodoxe chrétien étaient dispensées dans l'enceinte scolaire. Il s'est avéré durant la visite qu'il ne s'agit pas d'une politique officielle du MESJ, mais que ce dernier tolère toutefois cette pratique<sup>31</sup>. Bien que la participation à ces séances soit semble-t-il facultative, il n'existerait aucune procédure clairement définie permettant d'obtenir le consentement des parents<sup>32</sup>. Les associations d'enseignants et de défense des droits humains ont dénoncé aussi bien les pressions exercées sur les élèves pour qu'ils participent aux séances de confession<sup>33</sup>, que la stigmatisation dont ils sont victimes s'ils refusent<sup>34</sup>. Il est important de souligner à cet égard que lorsque les écoles publiques délivrent une éducation religieuse de nature confessionnelle, il faudrait que soient mises en place des procédures effectives permettant aux élèves qui le souhaitent d'en être dispensés. L'ECRI invite les autorités à revoir la

<sup>25</sup> Pour la définition de la LGBTIphobie, voir le glossaire de l'ECRI disponible à l'adresse suivante : <https://www.coe.int/fr/web/european-commission-against-racism-and-intolerance/ecri-glossary>.

<sup>26</sup> Voir : Nations Unies, Comité des droits de l'enfant (2020), Réponses de Chypre à la liste de points concernant son rapport valant cinquième et sixième rapports périodiques, CRC/C/CYP/RQ/5-6, paragraphe 8, p. 4.

<sup>27</sup> Composé d'enseignants de l'enseignement primaire et secondaire et d'un conseiller scolaire.

<sup>28</sup> Ces programmes, qui sont axés sur l'école et durent deux ans, s'intitulent « Résolution de conflit – Médiation scolaire » et « Reconnaissance et prise en charge du harcèlement à l'école ». Pour en savoir plus, voir : [Cyprus Observatory on School Violence, Ministry of Education and Culture, septembre 2017](#).

<sup>29</sup> Soixante écoles participent à l'heure actuelle à des programmes de formation d'un ou deux ans.

<sup>30</sup> Il ressort des données non officielles collectées durant l'année scolaire 2020-2021 que sur un échantillon de 500 élèves et de 100 enseignants ayant participé à l'étude en ligne, 90 % ont signalé des formes de violence à l'école. Un quart des élèves participants ont signalé avoir été victimes de harcèlement tandis que seul un dixième se sont reconnus comme auteurs de harcèlement.

<sup>31</sup> [Teacher reports bullying on pupils who do not wish to confess](#), paru sur [alphanews.live](#) le 27 novembre 2018.

<sup>32</sup> [Education ministry urged to stop priest confessions in schools](#), article paru sur [cyprus-mail.com](#) le 21 décembre 2017.

<sup>33</sup> Selon certaines sources, des enseignants de religion exerceraient des pressions sur les élèves en leur disant que c'est un péché de ne pas suivre les séances de confession organisées par l'école (voir l'article susmentionné, [Teacher reports bullying on pupils who do not wish to confess](#)).

<sup>34</sup> À ce propos, voir la lettre envoyée par [Cyprus Humanist Association](#) notamment au MESJ et à la Commissaire de l'administration le 16 décembre 2017, en pièce jointe à cet [article](#).

pratique consistant à délivrer une éducation religieuse de nature confessionnelle dans les écoles publiques, à la lumière de la Section II, paragraphe 2.c de la RPG n° 10 sur la lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans et à travers l'éducation scolaire.

### **C. Migrants en situation irrégulière**

21. Dans sa RPG n° 16, l'ECRI appelle à la création de mesures effectives (« pare-feu ») pour protéger les droits de l'homme fondamentaux des migrants en situation irrégulière dans des domaines comme l'éducation, la santé, le logement, la sécurité et l'assistance sociales, la protection au travail et la justice. Avec ces pare-feu, les activités des autorités publiques chargées de fournir des services sociaux devraient pouvoir être dissociées des obligations de contrôle de l'immigration et d'application de la loi, et ce afin que les migrants en situation irrégulière ne soient pas dissuadés d'accéder à leurs droits de peur d'être expulsés. D'emblée, l'ECRI se félicite qu'à Chypre les autorités locales et régionales ne soient pas juridiquement tenues de vérifier les cartes d'identité ou les permis de séjour avant de prodiguer un service.
22. Très peu de données sont disponibles sur le nombre de migrants en situation irrégulière à Chypre ou sur les conditions dans lesquelles ils vivent. Il s'agirait majoritairement de travailleurs migrants dont le visa est arrivé à expiration ou de demandeurs d'asile dont la demande a été rejetée. Selon la police chypriote, le nombre d'expulsions a considérablement augmenté ces dernières années<sup>35</sup>. Chypre a adopté des mesures incitatives pour pousser les migrants à rentrer chez eux, notamment en leur donnant de l'argent liquide.
23. L'ECRI regrette qu'il n'existe pratiquement aucune manière de régulariser le statut des migrants en situation irrégulière et notamment des enfants qui sont nés à Chypre ou qui y sont arrivés jeunes et y ont vécu la plupart du temps après expiration du visa de leurs parents. Certaines situations ont toutefois été régularisées pour motif humanitaire, conformément au principe de non-refoulement. Ces interventions ponctuelles sont discrétionnaires et il n'existe aucune transparence quant aux critères retenus<sup>36</sup>.
24. Dans le domaine de l'éducation, l'accès à l'enseignement supérieur est souvent limité par des obstacles socio-économiques<sup>37</sup>. Cela étant, en général, les enfants migrants en situation irrégulière bénéficient d'un accès total à l'éducation de base.
25. En matière de soins de santé, selon les autorités rien n'oblige les professionnels à signaler aux services de l'immigration la présence de migrants en situation irrégulière. Les autorités précisent que les migrants en situation irrégulière, qui n'ont pas droit aux prestations de maladie, peuvent toutefois, moyennant la somme de 10 euros, se rendre dans les services des accidents et des urgences des hôpitaux publics. Les femmes enceintes et les enfants y reçoivent des soins de santé gratuits. En outre, le ministre de la Santé peut décider, dans des cas exceptionnels, de prendre en charge les soins des migrants en situation irrégulière qui ont de graves problèmes de santé. En théorie, le ministre peut accorder l'accès à des soins de santé plus généraux pour une durée limitée, mais de telles demandes sont rarement faites et pas toujours accordées<sup>38</sup>. Quoi qu'il en soit, le manque de connaissances des règles applicables et la peur dissuadent les migrants en situation irrégulière de s'adresser aux institutions de santé publique et

---

<sup>35</sup> 2 320 en 2021, 1 272 en 2020 et 417 en 2019. Source : KNEWS (2022, 3 January), [More than two thousand deportations in 2021](#)

<sup>36</sup> Observations conjointes du *Cyprus Refugee Council*, du *Mediterranean Institute of Gender Studies*, de *Caritas Cyprus*, et de *ACCEPT LGBT Cyprus*, dans le cadre du Cycle de l'examen périodique universel, 3<sup>e</sup> cycle, 32<sup>e</sup> session, juin 2018, consultable [ici](#). <sup>37</sup> Observations conjointes du *Cyprus Refugee Council*, du *Mediterranean Institute of Gender Studies*, de *Caritas Cyprus*, et de *ACCEPT LGBT Cyprus*, dans le cadre du Cycle de l'examen périodique universel, 3<sup>e</sup> cycle, 32<sup>e</sup> session, juin 2018.

<sup>38</sup> Conclusions conjointes du *Cyprus Refugee Council*, du *Mediterranean Institute of Gender Studies*, de *Caritas Cyprus*, et de *ACCEPT LGBT Cyprus*, dans le cadre du Cycle de l'examen périodique universel, 3<sup>e</sup> cycle, 32<sup>e</sup> session, juin 2018, consultable [ici](#).

ces derniers ont plutôt tendance, lorsqu'ils le peuvent, à s'adresser à des prestataires de soins de santé privés.

26. La vaccination contre la Covid-19 a été mise à la portée de toute la population du pays, indépendamment du statut de chacun. Selon le ministère de l'Intérieur, tous les ressortissants de pays non membres de l'UE, y compris les personnes en situation irrégulière, pouvaient être vaccinés dans des centres de vaccination sans rendez-vous. L'ECRI estime qu'il s'agit là d'une **bonne pratique**.
27. S'agissant des personnes sans domicile fixe et en situation irrégulière, en ce compris des personnes qui sont arrivées à Chypre après mars 2020 et n'ont pas eu accès aux procédures de demande d'asile, aucune mesure n'a été prise pour les loger même lorsqu'il était signalé que ces personnes présentaient des symptômes de la Covid-19<sup>39</sup>.
28. L'ECRI a appris qu'il était fréquent, en dépit de la pénurie généralisée de logements à Chypre, que les migrants en situation irrégulière ayant un emploi dans le pays louent un logement. Selon les autorités, dans la pratique les propriétaires peuvent louer un logement aux migrants en situation irrégulière car le statut migratoire des locataires ne serait pas vérifié par celles-ci.
29. En matière d'emploi, les migrants en situation irrégulière qui ont un travail ont droit au versement des cotisations sociales et au recouvrement des salaires non versés comme ce serait normalement le cas s'ils étaient légalement employés. L'ECRI a appris que, conformément à la loi sur les étrangers et sur l'immigration et à la loi sur la protection des salaires, l'organisme public chargé des relations de travail s'efforce de veiller à ce que ces droits soient respectés pour les migrants en situation irrégulière (par ex. en cas d'inspection du travail). Les tribunaux du travail peuvent par conséquent examiner des demandes de réparation en cas de non-paiement des salaires et des cotisations sociales<sup>40</sup>. Toutefois, dans de tels cas, les services de l'immigration seraient informés et elles seraient susceptibles d'organiser l'expulsion<sup>41</sup>.
30. Conformément aux paragraphes 7 et 30 de sa Recommandation de politique générale n° 16 sur la protection des migrants en situation irrégulière contre la discrimination, l'ECRI recommande aux autorités de modifier leurs politiques et procédures et, lorsqu'il y a lieu, d'introduire des amendements législatifs, afin de dissocier les plaintes des migrants en matière de travail, quel que soit le statut de résidence de ceux-ci, des compétences des autorités chargées du contrôle de l'immigration.

#### **D. Égalité des personnes LGBTI<sup>42</sup>**

31. Au cours de sa visite, la délégation de l'ECRI a appris que les questions LGBTI sont toujours taboues à de nombreux égards dans la société chypriote, malgré une certaine avancée dans le sens de leur acceptation qui a été accomplie ces dernières années. Selon le classement Rainbow réalisé par ILGA-Europe, Chypre, qui est à la 29<sup>e</sup> place sur les 49 pays européens que l'ONG a évalués, a atteint 31 % des critères indiquant que les droits humains et les libertés des personnes LGBTI sont protégés par la loi et dans la pratique<sup>43</sup>. Il ressort d'une enquête réalisée en 2020 par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) au sujet de l'égalité des personnes LGBTI, qu'à Chypre ces personnes risquent de rencontrer des difficultés et de subir des discriminations dans divers secteurs, par exemple à l'école, au travail et lorsqu'elles signalent à la police des

<sup>39</sup> Asylum Information Database (AIDA), Country Report Cyprus, 2019, page 15, consultable à l'adresse : <https://asylumineurope.org/reports/country/cyprus/>

<sup>40</sup> Voir : article 3 de la loi sur l'assurance sociale (59 (I)/2010).

<sup>41</sup> KISA report on labour rights in Cyprus, décembre 2021, pages 13-14., consultable à l'adresse : <https://kisa.org.cy/wp-content/uploads/2022/04/RP-CY-complaint-mechanisms-EN-070422-Fin.pdf>

<sup>42</sup> Pour la terminologie, voir les définitions figurant dans le glossaire de l'ECRI.

<sup>43</sup> ILGA, [Rainbow Map](#)

infractions motivées par la haine<sup>44</sup>. Par ailleurs, les questions LGBTI continuent de manquer de visibilité ou d'être censurées<sup>45</sup>.

32. Dans une étude de 2021 sur les besoins sociaux et psychologiques des personnes transgenres à Chypre, nombre des personnes interrogées ont signalé avoir vécu des expériences négatives et fait face à des réactions négatives de la part de leurs pairs, des membres de leurs familles et de professionnels, à l'école, chez eux, au travail et lors d'interactions avec des services publics et privés et notamment avec des services de l'État et des prestataires de soins de santé, en particulier lors d'une conversion sexuelle<sup>46</sup>. Pour éviter d'être confrontées à la transphobie, les personnes transgenres demandent souvent à d'autres personnes transgenres de leur recommander des médecins ou d'autres prestataires de services, notamment car nombreux sont les prestataires de santé et d'autres services à ne pas être suffisamment sensibilisés ou formés au sujet des questions LGBTI.
33. L'ECRI se félicite de constater que le service de l'état civil et des migrations du ministère de l'Intérieur a envoyé le 20 août 2019 aux administrations des différents districts chypriotes une directive modifiant la procédure de changement de nom et de genre dans les documents officiels des citoyens chypriotes (par exemple certificat de naissance, carte d'identité et passeport)<sup>47</sup>. Depuis lors, les adultes transsexuels peuvent modifier plus facilement les informations qui figurent sur ces documents. Aucune intervention médicale ni aucun certificat médical ne sont exigés. Il est toutefois arrivé que des personnes qui avaient subi une opération chirurgicale de changement de sexe en dehors de Chypre doivent attendre trois ans avant que les autorités chypriotes ne modifient leurs documents d'identité<sup>48</sup>. Les traitements hormonaux d'affirmation du genre peuvent avoir lieu dans des hôpitaux privés de Chypre. Ils ne sont cependant pas couverts par le système d'assurance maladie public.
34. Les travaux d'élaboration d'un projet de loi plus complet sur la reconnaissance juridique du genre (RJG) ont démarré au début de la période sur laquelle porte le sixième rapport de l'ECRI. En septembre 2018, le projet de loi sur la RJG a été soumis à une consultation publique par le ministère de la Justice et de l'Ordre public. Malgré des retards, le texte devrait être présenté au Parlement en 2022. De nombreux observateurs ont estimé que ce projet de loi était progressif. Il a été proposé d'inclure dans le texte l'interdiction des opérations chirurgicales médicalement inutiles pour les nouveaux nés intersexes.
35. Chypre n'interdit pas expressément dans sa Constitution la discrimination fondée sur des motifs tels que l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou les caractéristiques sexuelles. Néanmoins, l'article 28.2 interdit la discrimination fondée sur l'appartenance à un groupe, la race, la couleur, la religion, la langue, le sexe, l'appartenance politique, l'origine ethnique, le statut social, la prospérité ou tout autre motif<sup>49</sup>. L'ECRI a par ailleurs été informée que l'orientation sexuelle était considérée comme incluse dans l'expression « tout autre motif quel qu'il soit » de l'article 28.2. Il apparaîtrait toutefois qu'aucun tribunal n'en ait jamais tenu compte dans le cadre de l'article 28<sup>50</sup>. L'ECRI encourage les autorités chypriotes à

---

<sup>44</sup> Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA), 2020, *EU-LGBTI II, A long way to go for LGBTI equality*, voir pages 25, 32 et 48. À Chypre, 47 % des personnes interrogées qui étaient âgées de 15 à 17 ans dissimulent à l'école le fait qu'elles sont LGBTI, ce qui est parmi les taux les plus élevés pour cette tranche d'âge dans les pays où l'enquête a eu lieu. Le taux des personnes interrogées qui se sentent victimes de discrimination lorsqu'elles cherchent un emploi à Chypre est le deuxième plus élevé (18 %) et le taux de celles qui se sentent victimes de discrimination au travail est le troisième plus élevé (30 %).

<sup>45</sup> Par exemple, en décembre 2021, une scène montrant deux hommes en train de s'embrasser dans la série télévisée en vogue « Agries Melisses » a été censurée par le service public de radiodiffusion.

<sup>46</sup> Nicos Trimikliniotis et Corina Demetriou, *Franet National contribution to the Fundamental Rights Report 2022*, CHYPRE, p. 12.

<sup>47</sup> Voir sur ce point le cinquième rapport de l'ECRI, paragraphe 112.

<sup>48</sup> Nicos Trimikliniotis et Corina Demetriou, *Franet National contribution to the Fundamental Rights Report 2022*, CHYPRE, p. 12.

<sup>49</sup> *Cyprus Bar Association 2019*, Kamenou N., Ethemer E., Gavrielides C. et Bullici O., *The LGBTI movement in Cyprus. Activism, Law, and Change Across the Divide*, rapport de 2019, p. 12.

<sup>50</sup> Voir *European network of legal experts in gender equality and non-discrimination (2021)*, *Country report Non-Discrimination Cyprus*, p. 6.

introduire des amendements visant à interdire explicitement dans la Constitution la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou les caractéristiques sexuelles.

36. En matière d'emploi, la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle est interdite depuis le 1<sup>er</sup> mai 2004 par la loi de 2004 sur l'égalité de traitement dans l'emploi et le droit du travail (58 (I)/2004)<sup>51</sup> – c'est-à-dire la loi d'harmonisation avec la directive de l'UE 2000/78/CE. Même si cette loi n'interdit pas expressément la discrimination fondée sur l'identité de genre ou les caractéristiques sexuelles, elle est censée couvrir indirectement ces motifs<sup>52</sup>. L'ECRI encourage les autorités chypriotes à introduire des amendements visant à interdire explicitement la discrimination fondée sur ces motifs en matière d'emploi.
37. Les unions civiles entre partenaires du même sexe sont autorisées depuis le 9 décembre 2015 (loi n° 184(I)/2015). L'adoption par un parent célibataire, sans limites liées à l'orientation sexuelle, à l'identité de genre ou aux caractéristiques sexuelles du parent, est autorisée mais rarement accordée car les parents célibataires sont relégués au fond des listes d'attente. La loi sur la Sécurité sociale, qui traite de la pension de survie, a été modifiée en 2019. Toutefois, l'amendement n'a pas abordé la question des pensions de survie/réversion pour les couples de même sexe en union civile<sup>53</sup>.
38. Selon des sources de la société civile, Chypre a accordé une protection temporaire ou l'asile pour appartenance à la communauté LGBTI plus souvent au cours des premières années de l'actuelle période considérée<sup>54</sup>. L'ECRI a néanmoins été informée que la politique chypriote d'octroi de l'asile pour appartenance à la communauté LGBTI est appliquée de façon quelque peu incohérente, ce qui fait qu'il est arrivé que dans un couple homosexuel l'un se voie accorder l'asile mais pas l'autre. L'ECRI encourage les autorités à veiller à ce que leur politique d'octroi de l'asile soit appliquée de façon plus cohérente.
39. Dans son cinquième rapport (paragraphe 122), l'ECRI a recommandé que les autorités adoptent un plan d'action lutter contre l'homophobie et la transphobie dans tous les domaines de la vie quotidienne. En juin 2021, le Conseil des ministres chypriote a adopté une stratégie nationale sur la promotion des droits humains dans laquelle figurent aussi les questions LGBTI<sup>55</sup>. Un plan d'action national contenant des mesures concrètes pour l'application de la stratégie devrait être adopté. La stratégie relative aux droits de l'homme prévoit la création d'une stratégie distincte pour les personnes LGBTI.
40. L'ECRI a appris que des thérapies dites de conversion continuent d'être pratiquées dans certains milieux et notamment au sein de l'Église de Chypre. Un parti politique a proposé de pénaliser de telles pratiques et de les inscrire dans le Code pénal. La proposition a fait l'objet d'un débat au Parlement chypriote le 18 mars 2022, pendant la visite de l'ECRI<sup>56</sup>. L'ECRI s'attend à ce que cette infraction pénale soit incorporée dans la loi et contribuera à l'éradication de ces pratiques.

---

<sup>51</sup> Voir *European network of legal experts in gender equality and non-discrimination (2021), Country report Non-Discrimination Cyprus*, p. 7.

<sup>52</sup> Voir *European network of legal experts in gender equality and non-discrimination (2021), Country report Non-Discrimination Cyprus*.

<sup>53</sup> De plus amples informations sont disponibles [ici](#).

<sup>54</sup> La législation en vigueur en matière de procédure d'asile prend en compte les persécutions fondées sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre parmi les motifs permettant à des migrants de demander l'asile à Chypre (loi de 2000 sur les réfugiés (6 (I) / 2000), 2000).

<sup>55</sup> La stratégie prévoit la création d'un Comité de promotion du multiculturalisme, du respect et de l'acceptation de la diversité, qui sera chargé de promouvoir l'adoption d'un plan d'action concernant les personnes LGBTI. Il faudrait que ce plan d'action comprenne un train de mesures, des programmes et des activités visant la protection, le soutien et l'inclusion professionnelle et sociale des personnes LGBTI et d'autres groupes dans la société chypriote ainsi que l'amélioration de leur condition.

<sup>56</sup> [Priests forcing LGBTI people to undergo conversion therapy. MPs hear | Cyprus Mail \(cyprus-mail.com\)](#)



41. L'ECRI recommande en priorité que les autorités élaborent une stratégie nationale LGBTI qui serait assortie d'un plan d'action national, disposerait de sa propre ligne budgétaire et de crédits suffisants pour sa mise en œuvre, et prévoirait parmi ses principaux éléments des mesures renforcées pour combattre l'intolérance à l'égard des personnes LGBTI.

## II. DISCOURS DE HAINE ET VIOLENCE MOTIVÉE PAR LA HAINE

### A. Discours de haine<sup>57</sup>

#### - Données

42. Selon les données accessibles au public que la police chypriote a recueillies<sup>58</sup>, il y a eu 41 cas en 2020 de ce qui s'intitule « incidents et/ou affaires à caractère raciste et/ou fondés sur un motif racial », contre 40 en 2019, 30 en 2018, 27 en 2017 et 17 en 2016. Sont inclus dans ces données sans distinction les discours de haine et les infractions motivées par la haine<sup>59</sup>. Les autorités de police font une distinction entre les incidents qu'elles se sont contentées d'enregistrer et les incidents pour lesquels elles ont procédé à une enquête pénale<sup>60</sup>. Sept affaires ont donné lieu à une mise en accusation en 2020, contre 6 en 2019, 7 en 2018, 6 en 2017 et 9 en 2016. Une condamnation a été prononcée dans six d'entre elles au total entre 2016 et 2020<sup>61</sup>. Il n'est toutefois pas précisé dans quelle mesure ces condamnations portaient sur des incidents de discours de haine ou de violence motivée par la haine.
43. L'ECRI regrette que ni le parquet ni les tribunaux ne recueillent de données sur les affaires à caractère raciste et homophobe/transphobe. Toutefois, s'agissant des tribunaux, un système provisoire d'enregistrement électronique des affaires ([iJustice](#)) a été mis en place en 2021 et la mise en place du système définitif ([eJustice](#)) est en cours. Ce dernier devrait notamment permettre la collecte de données sur les cas de discours de haine et d'infractions motivées par la haine.
44. Selon des organisations de la société civile, le problème de la sous-déclaration des incidents à caractère haineux reste largement répandu. Les principales raisons en seraient le manque de confiance à l'égard de la police et plus généralement à l'égard du système de justice pénale pour la prise en charge de telles affaires, ainsi que le manque d'information au sujet des droits des victimes<sup>62</sup>. Les autorités de police ont admis qu'il y a un problème de sous-déclaration de ces cas auquel elles s'efforcent de remédier. À ce propos, l'ECRI a appris que le plan stratégique de la police pour 2020-2022 prévoyait d'une part l'établissement d'un questionnaire visant à aider les policiers à repérer les motifs racistes lorsqu'ils interrogent des victimes et qu'ils enregistrent des incidents, et d'autre part la coopération de la police avec les organismes de promotion de l'égalité, à Chypre et ailleurs, et avec les organisations de la société civile (par exemple l'ONG *Accept-LGBT Cyprus*)<sup>63</sup>. En outre, la police a indiqué avoir élaboré un code de conduite pour le traitement des victimes de crimes, et avoir proposé des formations

<sup>57</sup> Voir le Voir les définitions de discours de haine et de crime de haine (infraction pénale motivée par la haine) dans le [glossaire de l'ECRI](#).

<sup>58</sup> Pour consulter les statistiques officielles de la police, cliquez [ici](#) pour l'anglais et [ici](#) pour le grec.

<sup>59</sup> Voir aussi : [OSCE-ODIHR Hate Crime Reporting database](#).

<sup>60</sup> Les premiers étaient au nombre de 22, 27, 19, 16 et 1, et les seconds de 19, 13, 11, 11 et 16 respectivement en 2020, 2019, 2018, 2017 et 2016.

<sup>61</sup> Selon la version grecque des statistiques, mais quatre selon la version anglaise.

<sup>62</sup> KISA, [Hate speech in public discourse- Cyprus](#), juin 2019, p. 9.

<sup>63</sup> Plus précisément, la coopération avec les ONG comprend un protocole de coopération signé avec des organisations de la société civile en 2018 pour favoriser la formation mutuelle et le partage d'informations ; une conférence en ligne sur « les droits des personnes LGBTIQI », tenue en 2021, au cours de laquelle l'ONG *Accept-LGBT Cyprus* a donné des informations aux membres de la police sur les problèmes de portée plus générale que rencontre la communauté LGBTIQI ; et une conférence que la police prévoit d'organiser conjointement avec cette même ONG sur la lutte contre la xénophobie et le racisme, en mettant l'accent sur le respect de la diversité.

pertinentes, ainsi que la diffusion de courriers contenant des instructions pertinentes au sein des forces de police.

45. Le discours public se fait de plus en plus xénophobe à Chypre<sup>64</sup>, en particulier en période électorale. Cette tendance est en partie liée à l'influence de plus en plus négative que le parti politique d'extrême droite ELAM (front populaire national)<sup>65</sup> a sur les partis politiques traditionnels depuis son entrée au Parlement en 2016. Plus généralement, les nouveaux arrivants sont pris pour cible et accusés de priver les Chypriotes grecs de travail et d'utiliser abusivement le système d'asile et de protection sociale<sup>66</sup>. Le sentiment d'hostilité à l'égard des migrants est le plus souvent lié à des récits antiturcs et antimusulmans, les migrants et demandeurs d'asile musulmans étant accusés de modifier la démographie du pays. L'ECRI regrette de constater que les responsables de l'Église orthodoxe de Chypre ont contribué à alimenter un discours public si clivant<sup>67</sup>.
46. Le racisme anti-Noir – qui touche en particulier les migrants originaires d'Afrique et les joueurs de football noirs – est devenu de plus en plus visible ces dernières années<sup>68</sup>. En février 2020, par exemple, un joueur de football noir avait été traité « d'esclave » par les joueurs et les supporters de l'équipe adverse pendant un match.
47. La communauté LGBTI et les personnes qui en font partie continuent d'être stigmatisées mais aussi dépeintes comme une menace pour les valeurs familiales et morales. À cet égard, plusieurs responsables de l'Église orthodoxe ont formulé des commentaires homophobes<sup>69</sup>. C'est ainsi qu'en juin 2019, l'évêque de Morfou a publiquement affirmé dans une école primaire que « les enfants à naître deviennent homosexuels lorsque leur mère pratique la sodomie pendant la grossesse »<sup>70</sup>.
48. Dans un registre plus positif, l'ECRI n'a pas été informée de cas d'antisémitisme ou d'antitsiganisme<sup>71</sup> à Chypre. Néanmoins, cela pourrait être lié à la très petite échelle des communautés juives et roms à Chypre.
49. L'ECRI recommande que les autorités créent un système global de surveillance des incidents de discours de haine et qu'elles y associent la police, le parquet, les tribunaux, l'organisme de promotion de l'égalité et les organisations de la société civile, notamment celles qui apportent un soutien aux réfugiés, aux demandeurs d'asile et aux migrants, aux personnes noires et aux personnes LGBTI. Pour ce faire, les autorités devraient s'inspirer des initiatives positives visant à lutter contre l'insuffisance des signalements à la police, et tenir dûment compte du paragraphe 3, alinéas c et d, de la Recommandation de politique générale n° 15 sur la lutte contre le discours de haine et du paragraphe 58 de la Recommandation

<sup>64</sup> Ce que corroborent les données de la police. En 2020, par exemple, « la nationalité/l'origine ethnique » étaient les motifs les plus fréquemment invoqués dans les « affaires à caractère raciste » (dans 30 incidents sur 61, en ce compris le discours de haine et la violence motivée par la haine).

<sup>65</sup> Pour en savoir plus sur ELAM, voir le cinquième rapport de l'ECRI, paragraphes 21-22. Le parti ELAM a obtenu au total 6,8 % des suffrages aux élections de mai 2021 (contre 3,7 % en 2016). Voir aussi [The remnants of Golden Dawn are winning support in Cyprus](#), article paru dans [opendemocracy.net](#) le 16 avril 2021.

<sup>66</sup> Friedrich Ebert Stiftung, A. Dilmac, O. Kocadal, O. Tringides, *Public discourses of hate speech in Cyprus*, 2021, p. 11-12. Voir aussi : déclaration de la Commissaire pour l'administration et la protection des droits de l'homme au sujet de la rhétorique prônant le racisme et la xénophobie et des répercussions de cette rhétorique lorsqu'elle a lieu sur internet, p. 4-8.

<sup>67</sup> Rapport de KISA, op. cit., p. 23. En 2017, par exemple, dans sa lettre circulaire de Noël, l'archevêque de Chypre a qualifié les réfugiés de « menace pour la nation » car ils sont musulmans, et a exhorté les gens à « combattre » cette menace. Il a ajouté que les musulmans ont été « envoyés à Chypre par la Turquie en tant que soi-disant réfugiés afin de modifier notre identité nationale et culturelle » ([Archbishop's Christmas message with references to the Cyprus problem](#), article publié sur Kathimerini le 25 décembre 2017). Voir aussi : Friedrich Ebert Stiftung, op.cit., p. 10.

<sup>68</sup> Selon les données de la police, la couleur de peau était le deuxième motif le plus souvent invoqué dans les « affaires à caractère raciste » en 2020 (8 incidents sur 61).

<sup>69</sup> Friedrich Ebert Stiftung, op cit., p. 13, et autres références.

<sup>70</sup> [Outrage as bishop says gay people exist because pregnant women have anal sex](#), article paru sur [mirror.co.uk](#) le 27 juillet 2019.

<sup>71</sup> La question de la discrimination structurelle contre les Roms en termes d'accès à l'éducation, aux soins de santé, au logement et à l'emploi est examinée ci-après aux paragraphes 105 et suivants.

50. S'agissant du discours de haine en ligne, la Commissaire pour l'administration et la protection des droits de l'homme a reçu un certain nombre de plaintes pour commentaires racistes en ligne visant des étrangers. L'ECRI prend note de la déclaration qu'elle a faite en juillet 2021, dans laquelle elle a souligné que ce phénomène s'est accentué à Chypre au cours des dernières années<sup>72</sup>.
- *Mesures prises contre le discours de haine*
51. L'ECRI note qu'au cours de la période considérée, le discours de haine n'a été publiquement condamné qu'occasionnellement. Par exemple, en mars 2021, le porte-parole du Gouvernement a condamné le vandalisme d'une mosquée d'Episkopi, dans le district de Limassol<sup>73</sup>. S'agissant des programmes éducatifs, l'ECRI prend note de la campagne « AWARE », un programme de lutte contre la xénophobie qui est cofinancé par le Fonds de l'UE « Asile, migration et intégration » (FAMI) et par la République de Chypre<sup>74</sup>. En outre, depuis 2017, l'IPC et le MESJ ont mis en œuvre le projet de lutte contre le racisme « Imagine »<sup>75</sup>, dont l'objet est de multiplier les contacts entre les élèves et les enseignants des communautés chypriotes grecques et chypriotes turques<sup>76</sup>. Le projet a rassemblé plus de 5 000 élèves et 600 enseignants issus des deux communautés. L'ECRI se félicite de cette initiative, qu'elle considère comme une **bonne pratique**. En outre, depuis 2020, la Commissaire pour l'administration et la protection des droits de l'homme a déployé certains efforts visant à faire face au discours de haine et permettre une meilleure sensibilisation à ce sujet<sup>77</sup>.
52. L'ECRI souligne néanmoins qu'il faut en faire davantage, notamment au plus haut niveau, afin que les incidents de discours de haine soient rapidement et fermement condamnés et que des contre-discours ou des discours alternatifs soient rapidement tenus.
53. L'ECRI recommande que les autorités redoublent d'efforts afin d'encourager les personnalités publiques, et en particulier les hauts responsables et les dignitaires religieux, à condamner fermement et rapidement l'utilisation du discours de haine à caractère raciste ou d'autres formes de discours de haine, à utiliser un contre-discours et un discours alternatif et à promouvoir la compréhension entre les groupes, notamment en exprimant leur solidarité avec les personnes visées par le discours de haine, à la lumière du paragraphe 4, alinéa g, de la Recommandation de politique générale n° 15 sur la lutte contre le discours de haine et du paragraphe 53 et de la Recommandation CM/Rec(2022)16 du Comité des

<sup>72</sup> Déclaration du 14 juillet 2021 de la Commissaire pour l'administration et la protection des droits de l'homme au sujet de la rhétorique prônant le racisme et la xénophobie et des répercussions de cette rhétorique lorsqu'elle a lieu sur internet, p. 18 et suivantes. La Commissaire a recommandé que les organisations médiatiques mettent en place un système pour contrôler les commentaires de leurs lecteurs afin de repérer et de rapidement supprimer ceux qui constituent un discours de haine.

<sup>73</sup> Les murs de la mosquée avaient été recouverts de graffitis représentant des slogans nationalistes, des drapeaux grecs et des croix. Dans sa [déclaration](#), le porte-parole a dit que le Gouvernement « condamnait fermement et sans réserve les actes de quelques idiots qui, sous prétexte d'un soi-disant patriotisme, profanent des sites religieux et des idéaux patriotiques ».

<sup>74</sup> La campagne, qui a duré 18 mois et s'est achevée en 2020, a donné à des groupes de réfugiés et de migrants la possibilité de raconter directement aux gens du pays hôte leurs expériences, leurs problèmes et les difficultés auxquelles ils sont confrontés ; ces rencontres ont eu lieu lors d'événements tels que des séminaires, des conférences, des ateliers et des festivals.

<sup>75</sup> [Association for Historical Dialogue and Research, Education for a Culture of Peace – 'IMAGINE'](#)

<sup>76</sup> Notamment grâce à des initiatives de jumelage (c'est-à-dire d'organisation des classes mixtes), qui sont axées sur l'éducation à la paix et d'autres activités communes ([Question des droits de l'homme à Chypre - Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, 31 janvier 2020, paragraphe 55](#)). Les activités rassemblant les deux communautés consistent notamment à organiser des réunions dans un « Foyer de coopération », c'est-à-dire une maison de quartier située en plein milieu de la zone tampon gérée par les Nations Unies à Nicosie. Pour en savoir plus sur le Foyer de coopération, cliquer [ici](#).

<sup>77</sup> À titre indicatif, depuis 2020, la Commissaire mène une campagne d'information sur le discours de haine et la liberté d'expression. Dans ce contexte, une page spécialement créée sur le site Web du Bureau présente les plus importantes interventions de la Commissaire sur des questions liées au discours de haine et à la liberté d'expression. En outre, en avril 2019, la Commissaire a organisé une campagne d'information intitulée : "Combattre la discrimination et le discours de haine dans le cadre des campagnes électorales", en amont des élections du Parlement européen de mai 2019.

54. L'ECRI se félicite de l'entrée en vigueur, en février 2021, du Code de déontologie et d'éthique des parlementaires<sup>78</sup>. Il interdit entre autres les propos haineux, l'incitation à la violence et les comportements sexistes et racistes de la part des parlementaires dans l'exercice de leurs fonctions<sup>79</sup>. Le respect du code, qui ne prévoit que des sanctions politiques<sup>80</sup>, est surveillé par une commission parlementaire spéciale sur l'éthique<sup>81</sup>. L'ECRI a appris que la possibilité de modifier le code pour interdire le discours de haine en ligne est actuellement examiné au Parlement. À cet égard, l'ECRI s'attend à ce qu'il soit dûment tenu compte de la Charte des partis politiques européens pour une société non raciste et inclusive<sup>82</sup>.
55. Dans le domaine des médias, l'ECRI note que la loi n° 197(I)/2021, qui a modifié la loi de 1998 sur les organismes de radio et de télévision<sup>83</sup>, interdit notamment les programmes et les publicités contenant une incitation à la violence ou à la haine à l'égard de groupes vulnérables<sup>84</sup>. L'Autorité chypriote de la radio et de la télévision (ACRT)<sup>85</sup> est une entité réglementaire indépendante chargée d'examiner les cas de violation de cette législation. Ses décisions revêtent un caractère directement exécutoire et sont uniquement soumises à un contrôle judiciaire. Il a toutefois été expliqué à l'ECRI que seules quelques-unes des affaires examinées par l'ACRT portaient sur des contenus à caractère haineux à l'égard de groupes vulnérables. En outre, dans l'ensemble, les amendes imposées sont faibles<sup>86</sup>.
56. En matière d'autorégulation, c'est la Commission chypriote des plaintes contre les médias (CCPM) qui est chargée de superviser les médias, qu'ils soient issus de la presse écrite ou électroniques. Elle examine les violations du Code de déontologie des journalistes<sup>87</sup> et notamment les garanties contre les reportages et articles discriminatoires. La CCPM procède actuellement à une mise à jour de ce code afin d'y inclure des dispositions portant spécifiquement sur le discours de haine. En cas de violation du code, la CCPM n'est pas habilitée à accorder une réparation ou à imposer une quelconque sanction autre que l'obligation pour l'organisme concerné de publier la décision de la CCPM établissant la violation du Code<sup>88</sup>. Les interlocuteurs de l'ECRI étaient donc dans leur vaste majorité favorables à ce que des sanctions plus effectives soient adoptées, telles que la possibilité d'imposer des amendes en cas de violations récurrentes des règles anti-discrimination. L'ECRI encourage les autorités à soutenir la formation des professionnels des médias en matière de lutte contre le discours de haine, et elle s'attend à ce que des mesures soient prises pour renforcer les sanctions applicable en cas d'utilisation d'un discours de haine dans les médias.
57. Dans le domaine du sport, l'ECRI note que l'article 11 des Règles disciplinaires de l'Association chypriote de football (ACF)<sup>89</sup> interdit les comportements racistes et intolérants de la part des joueurs, des clubs et des supporters pendant les

<sup>78</sup> Le Code de déontologie et d'éthique des parlementaires est consultable [ici](#).

<sup>79</sup> Code de déontologie et d'éthique des parlementaires, Section II, paragraphes 4 à 6.

<sup>80</sup> Section V, paragraphe 15. Il s'agit notamment des sanctions suivantes : rappel à l'ordre oral ou écrit, censure et injonction de présenter des excuses orales ou écrites. Selon certaines sources, la proposition d'imposer une saisie sur salaire aux députés qui ne respectent pas le code n'a en fin de compte pas été retenue (source : [Cyprus Parliament approves Code of Conduct for MPs](#), article paru sur [in-cyprus.philenews.com](#) le 19 février 2021).

<sup>81</sup> La commission est compétente pour examiner les plaintes déposées par des parlementaires et/ou par des citoyens, voire pour agir d'office si elle estime qu'il y a eu violation du code (Section V, paragraphe 1).

<sup>82</sup> Le texte de la Charte est disponible sur le site internet de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe [ici](#).

<sup>83</sup> Il s'agissait de transposer la [directive sur les services de médias audiovisuels 2018/1808/UE](#) dans la législation chypriote.

<sup>84</sup> Loi 197(I)/2021, articles 30.1.a et 32.f.

<sup>85</sup> De plus amples informations sur l'ACRT sont disponibles [ici](#).

<sup>86</sup> Les amendes imposées aux organismes médiatiques en 2020 et en 2021 allaient de 500 à 3000 EUR.

<sup>87</sup> Le Code de déontologie des journalistes est consultable [ici](#).

<sup>88</sup> En outre, la CCPM n'est pas investie du pouvoir d'imposer la publication de ses décisions.

<sup>89</sup> Version en vigueur à partir de juin 2021.

matches. Le juge sportif<sup>90</sup> peut imposer des amendes mais aussi des sanctions liées au sport lui-même et prononcer notamment une suspension de matches ou la tenue de matches à huis clos. En cas de récidive, des amendes allant de 50 000 à 500 000 EUR et des interdictions de participer aux tournois peuvent être imposées.<sup>91</sup>

58. S'agissant de l'incident susmentionné, dans lequel un joueur de football avait été traité « d'esclave » (paragraphe 46), l'arbitre a interrompu le match non pas à cause des insultes racistes mais du fait que les coéquipiers de la victime avaient quitté le terrain. Par ailleurs, la police avait d'abord nié que l'incident indiquait un motif raciste<sup>92</sup>. Ces réactions ont été critiquées par la Commissaire pour l'administration et la protection des droits de l'homme<sup>93</sup>. L'ECRI encourage les autorités à favoriser l'organisation de formations appropriées, à l'intention des responsables sportifs et d'autres responsables, sur la signification et sur les répercussions négatives du discours de haine ainsi que sur les manières dont le recours à un tel discours peut être contesté dans le sport.
59. L'article 148 du Code civil interdit la diffamation. L'ECRI n'a pas réussi à obtenir de données sur l'application de cet article mais elle a appris qu'il était rarement invoqué en lien avec le discours de haine contre des groupes vulnérables, et ce principalement en raison de la durée excessive des procédures civiles<sup>94</sup>.
60. L'ECRI note qu'un certain nombre de dispositions de droit pénal réglementent le discours de haine à Chypre. L'article 51A du Code pénal énonce une disposition générale qui érige le discours de haine en infraction pénale<sup>95</sup>. La loi 134(I)/2011<sup>96</sup> sur la lutte contre certaines formes et manifestations de racisme et de xénophobie au moyen du droit pénal (principale législation pénale contre le discours de haine, visant à transposer dans la législation chypriote la Décision-cadre 2008/913/JAI du Conseil sur la lutte contre certaines formes et manifestations de racisme et de xénophobie au moyen du droit pénal) et la loi 26(III)/2004 (par laquelle Chypre a ratifié le protocole additionnel à la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité)<sup>97</sup>, donnent des outils juridiques permettant de combattre le discours de haine à caractère raciste, dont celui prononcé en ligne. Par ailleurs, l'article 99A du Code pénal sanctionne l'incitation publique à la violence ou à la haine fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. Enfin, la loi 12/1967 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale est également pertinente.
61. Dans son cinquième rapport, l'ECRI avait recommandé d'ériger en infraction l'expression publique, dans un but raciste, d'une idéologie qui prône la supériorité d'un ensemble de personnes en raison de leur « race », de leur couleur, de leur langue, de leur religion, de leur nationalité ou origine nationale ou ethnique, ou qui calomnie ou dénigre un tel ensemble de personnes (paragraphe 8), et elle avait recommandé aux autorités de renforcer les sanctions applicables au discours de haine homophobe/transphobe au titre des nouvelles dispositions du Code pénal afin de les aligner sur celles s'appliquant au discours de haine raciste dans la loi 134(I)2011 (paragraphe 28). L'ECRI regrette qu'aucune mesure n'ait été prise en ce sens.

---

<sup>90</sup> Organe disciplinaire de première instance de l'ACF (règles disciplinaires de l'ACF, articles 22 et 26, paragraphe 1).

<sup>91</sup> Règles disciplinaires de l'ACF, articles 11.c et 14.

<sup>92</sup> [Racist incidents in sports](#), article paru sur dialogos.com le 24 février 2020.

<sup>93</sup> *Déclaration de la Commissaire pour l'administration et la protection des droits de l'homme*, publiée le 5 mars 2020, paragraphes 19-20.

<sup>94</sup> L'ECRI a néanmoins été informée qu'une réforme du système de droit civil était en cours pour remédier en particulier au problème de la durée excessive des procédures et qu'elle avait bien avancé.

<sup>95</sup> Selon cette disposition, favoriser l'instauration d'un climat d'intolérance est un délit passible de 12 mois de prison et/ou d'une amende d'un millier de livres.

<sup>96</sup> Dans sa version actuellement en vigueur depuis son dernier amendement par la loi 30(I)/2017.

<sup>97</sup> Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques ([STE n° 189](#))

62. Au niveau de la mise en œuvre, les enquêtes sur les incidents à caractère haineux sont menées par le Département des enquêtes criminelles et les commissariats de police de district<sup>98</sup>. L'unité de cybercriminalité de la police est chargée d'enquêter sur le discours de haine qui a lieu en ligne. Par l'intermédiaire du Département pour la lutte contre les infractions pénales, les dossiers des affaires pénales sont envoyés au procureur général, qui instruit ensuite chaque affaire. Nombreux ont été les interlocuteurs que la délégation de l'ECRI a rencontrés pendant la visite à estimer que le manque de compétences des policiers dans la prise en charge de ces affaires était l'une des raisons de l'ineffectivité du mécanisme de réponse. L'ECRI a aussi appris que les procureurs et les juges ne bénéficient d'aucune formation portant précisément sur la lutte contre le discours de haine, les infractions motivées par la haine et la discrimination<sup>99</sup>. En outre, le parquet dispose de pouvoirs discrétionnaires illimités lorsqu'il décide de procéder à une inculpation ou non suite à une plainte pour infraction à caractère haineux, et il n'est pas obligé de motiver sa décision. Les victimes ne disposent d'aucun recours contre cette décision. L'ECRI a également appris que les plateformes en ligne signalent fréquemment des commentaires haineux au parquet, mais ne reçoivent aucune information sur la suite donnée à leurs signalements.
63. Parmi les six condamnations imposées suite à des incidents à caractère haineux pendant la période considérée, deux arrêts phares sont à noter en matière de lutte contre le discours de haine. En janvier 2019, le tribunal régional de Nicosie a jugé une femme chypriote coupable d'avoir prononcé de commentaires racistes sur les médias sociaux à propos d'un couple qui avait adopté un enfant d'origine asiatique<sup>100</sup>. Elle a écopé d'une amende de 800 EUR en application des dispositions de la loi 26(III)/2004. En juillet 2021, un arrêt du tribunal régional de Larnaca, qui avait imposé une amende de 750 EUR à deux femmes chypriotes qui avaient verbalement insulté une femme russe, a été infirmé. La cour d'appel a imposé des sanctions plus sévères en vertu de la loi 134(I)/2011 (une amende de 3 000 EUR et des peines de prison avec sursis)<sup>101</sup>.
64. Il n'en demeure pas moins que ces affaires sont de rares exemples de discours de haine à caractère raciste qui ont finalement été sanctionnés. Par ailleurs, aucune procédure juridique n'a été engagée suite à un discours de haine LGBTIphobe pendant la période considérée. L'ECRI est préoccupée par ce qui a été décrit à sa délégation comme un climat prédominant d'impunité pour les auteurs de discours de haine, climat que d'autres organisations internationales<sup>102</sup> ont mis en avant et dont les autorités ont reconnu l'existence dans leur Stratégie nationale sur la protection et la promotion des droits humains<sup>103</sup>.
65. L'ECRI recommande que les autorités i) révisent la législation pénale concernant le discours de haine et notamment les recours dont disposent les victimes ; ii) dispensent sans attendre des formations adaptées afin que les policiers, les procureurs et les juges sachent utiliser au mieux les dispositions juridiques en vigueur sur la lutte contre le discours de haine et les infractions motivées par la haine ; iii) élaborent des mesures de sensibilisation à l'intention des personnes et groupes visés par un discours de haine afin de les informer de leurs droits et de la possibilité d'obtenir réparation en engageant une procédure pénale ou d'autres

<sup>98</sup> Par ailleurs, deux policiers chevronnés par district (douze en tout) ont été désignés pour assurer la liaison avec le service juridique et le bureau de la police chargé des droits humains et de la lutte contre la discrimination. Ils sont chargés de coordonner et de superviser les enquêtes sur les incidents motivés par la haine, de veiller à la bonne collecte de données, de collaborer avec les ONG et d'apporter un soutien aux victimes.

<sup>99</sup> Des séminaires ciblés sont organisés en fonction des besoins des tribunaux mais la participation y est facultative. À ce jour, aucun séminaire n'a eu lieu sur le discours de haine, ni sur les infractions motivées par la haine ou sur la lutte contre la discrimination.

<sup>100</sup> Affaire n° 775/2018.

<sup>101</sup> Au motif que le tribunal régional n'avait pas tenu compte dans l'acte d'accusation de l'article 35A du Code pénal, qui prévoit que les préjugés racistes sont une circonstance aggravante de l'infraction, qui est donc passible de peines plus lourdes.

<sup>102</sup> Voir en particulier les Observations finales du Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination raciale concernant le rapport de Chypre valant vingt-troisième et vingt-quatrième rapports périodiques, [CERD/C/CYP/CO/23-24](#).

<sup>103</sup> Adoptée en juin 2021.

procédures juridiques ; à cet effet, les autorités devraient tenir compte des principes et lignes directrices que contiennent la Recommandation de politique générale n°15 de l'ECRI sur la lutte contre le discours de haine et la Recommandation CM/Rec(2022)16 du Comité des Ministres sur la lutte contre le discours de haine.

## **B. Violence motivée par la haine**

66. Dans un développement salué par l'ECRI, le Code pénal a été modifié par la loi 31(I)/2017 afin que les motifs d'homophobie et de transphobie soient inclus dans la liste des circonstances aggravantes d'une infraction<sup>104</sup>. L'ECRI regrette toutefois qu'un amendement à la loi 134(I)/2011<sup>105</sup> ait aboli l'obligation pour les tribunaux de prendre en compte les motifs racistes et xénophobes en tant que circonstances aggravantes<sup>106</sup>. L'ECRI encourage vivement les autorités à revenir au *statu quo ante* en ce qui concerne l'article 8 de la loi 134(I)/2011.
67. Selon les données de la police, entre 2016 et 2020, 37 et 23 cas ont été enregistrés comme des « agressions contre la personne » et des « agressions contre les biens » respectivement, tandis qu'une troisième catégorie comprend un nombre non précisé « d'actes de haine » commis au cours de la même période. Selon les divers interlocuteurs de l'ECRI, la violence motivée par la haine n'est pas un problème aussi aigu que le discours de haine<sup>107</sup>. Certaines affaires étaient toutefois graves. Par exemple, en 2019, Chypre a été secouée par les meurtres de sept femmes migrantes et de leurs enfants, commis par un tueur en série chypriote grec dans ce qui a été considéré comme une démonstration du « racisme structurel régnant à Chypre à l'égard des travailleurs étrangers »<sup>108</sup>. Le phénomène de sous-déclaration, qui pose aussi problème, peut être en partie attribué au manque de confiance à l'égard de la police et de l'ensemble du système de justice pénale. Un acte d'agression commis en décembre 2018 peut être cité en guise d'illustration : cinq personnes portant des cagoules blanches ont empoigné une personne d'origine africaine devant son domicile, à Larnaca, l'ont sévèrement battue puis lui ont arraché quatre dents avec des pinces. La victime a expliqué qu'elle avait choisi de ne pas signaler l'incident à la police à cause de « la manière raciste dont des policiers l'avaient traitée par le passé »<sup>109</sup>. Par ailleurs, au cours de la visite de l'ECRI, plusieurs interlocuteurs issus de la société civile ont souligné que les procureurs et les juges ne recherchent pas les motifs racistes ou LGBTIphobes dans des affaires d'infractions potentiellement motivées par la haine raciste ou LGBTIphobe.
68. Compte tenu de ce qui précède, l'ECRI prend note des efforts qui ont été déployés pour venir à bout du manque de confiance qu'éprouvent à l'égard des services de police les victimes d'incidents à caractère haineux (voir paragraphe 44 ci-dessus). Elle encourage vivement les autorités à continuer d'œuvrer à renforcer les cadres dans lesquels s'inscrivent le dialogue et la coopération entre la police et les différents groupes minoritaires, et à recruter dans la police des personnes issues de groupes minoritaires sous-représentés afin que la composition des effectifs de la police témoigne de la diversité de la population.<sup>110</sup> S'agissant de la formation des policiers, des procureurs et des juges en matière de lutte contre les infractions

<sup>104</sup> Les autres circonstances aggravantes énoncées dans l'article 35A du Code pénal sont la race, la couleur, l'origine nationale ou ethnique, les convictions religieuses ou autres convictions et l'origine généalogique.

<sup>105</sup> Par la loi 30(I)/2017.

<sup>106</sup> Il s'ensuit que la portée de l'article 35A est maintenant élargie mais les juges ne sont plus obligés d'aggraver la peine lorsque la présence d'un tel motif est établie.

<sup>107</sup> En ce qui concerne les incidents xénophobes en particulier, les interlocuteurs consultés convergent, par exemple, sur le fait qu'il n'y a pas eu d'incidents violents lors de manifestations de soutien ou de protestation contre les migrants au cours des dernières années. En outre, il paraît qu'il n'y a pas eu non plus d'attaques contre des centres d'accueil ou d'hébergement des migrants.

<sup>108</sup> [BBC: "Cyprus serial killer case exposes abuse of migrant women"](#), article paru sur in-cyprus.philenews.com le 2 mai 2019.

<sup>109</sup> [Cyprus: Racist attack on African man – his teeth were pulled out with pliers](#), article paru sur athenvoice.gr le 28 décembre 2018.

<sup>110</sup> RPG n° 11 sur la lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans les activités de la police, paragraphes 18, 17 et 7.

motivées par la haine, il convient de se reporter à la recommandation faite au paragraphe 65.

### III. INTÉGRATION ET INCLUSION

#### A. Migrants

69. Dans son cinquième rapport sur Chypre, l'ECRI a recommandé vivement aux autorités d'élaborer dans les meilleurs délais un nouveau plan d'intégration des non-ressortissants, notamment les employés de maison étrangers, les réfugiés, les bénéficiaires de la protection subsidiaire et les autres migrants. Le plan précédent était arrivé à expiration à la fin de 2012. Lorsque l'ECRI a publié, en juin 2019, ses conclusions quant à la mise en œuvre par Chypre de cette recommandation prioritaire, elle avait conclu que celle-ci n'avait pas été mise en œuvre. Depuis lors, un nouveau plan d'intégration a été élaboré pour 2020-2022<sup>111</sup>. La version finale de ce projet de plan a été adoptée par le Conseil consultatif sur l'intégration des migrants<sup>112</sup> puis sa mise en œuvre a démarré alors que le texte n'a jamais été transmis au Conseil des ministres pour adoption officielle. Parmi les résultats attendus du plan figurent la réduction du taux de chômage des migrants, l'augmentation d'un niveau de leur formation et de leur éducation, et la réduction des incidents xénophobes. Les ONG ont critiqué le processus de consultation qui a précédé l'adoption du plan par le Conseil consultatif car le délai fixé pour transmettre des observations était excessivement court. L'ECRI encourage les autorités à associer les organisations de la société civile à l'élaboration et à l'application des futures mesures d'intégration.
70. Ces dernières années, le nombre de demandeurs d'asile a nettement augmenté à Chypre. Entre 2002 et fin septembre 2021, 15 322 personnes étaient inscrites sur la liste des personnes bénéficiant d'une protection internationale. Il s'agit en grande majorité de personnes bénéficiant de la protection subsidiaire. En 2021, 13 773 nouvelles demandes d'asile ont été déposées<sup>113</sup>, classant Chypre au premier rang des pays membres de l'UE en termes de nombre de demandes d'asile reçues par personne<sup>114</sup>. Le taux global de rejet des demandes était de 81,4 %<sup>115</sup>. Les personnes ayant demandé l'asile à Chypre entre janvier et fin septembre 2021 venaient majoritairement des dix pays suivants : Syrie, Nigéria, République démocratique du Congo, Inde, Pakistan, Bangladesh, Cameroun, Népal, Somalie et Sierra Leone. Environ 80 % de tous les demandeurs d'asile sont arrivés du nord de l'île via la zone tampon de la République de Chypre<sup>116</sup>.

<sup>111</sup> Le plan a été établi et en parti financé au titre du programme national pour 2014-2020 relevant du FAMI.

<sup>112</sup> Le Conseil consultatif, qui a été créé en 2007, comprend des représentants du ministère de l'Intérieur, du ministère du Travail et des Assurances sociales, du ministère de l'Éducation, de la Culture, de la Jeunesse et des Sports, du ministère de la Santé, de l'Union chypriote des municipalités, de l'Union des communautés chypriotes, de la Commissaire pour l'administration et la protection des droits de l'homme (médiatrice), de la Fédération panchypriote du travail, de la Confédération chypriote des travailleurs-SEK, de la Fédération chypriote démocratique du travail, de la Fédération chypriote des employeurs et industriels et de la Chambre de commerce et d'industrie de Chypre.

<sup>113</sup> AIDA country report 2021 updated, page 7, consultable à l'adresse : [Cyprus - Asylum Information Database | European Council on Refugees and Exiles \(asylumineurope.org\)](https://asylumineurope.org/reports/country/cyprus)

<sup>114</sup> Au cours de la période considérée, de nombreux organismes internationaux se sont dits préoccupés par les allégations de refoulements et de violations du droit d'asile (voir [Rapport du Secrétaire Général](#) des Nations Unies, du 31 décembre 2021 sur l'opération à Chypre, et [lettre](#) du 10 mars 2021 adressée par la Commissaire aux droits de l'homme auprès du Conseil de l'Europe au ministre chypriote de l'Intérieur). L'ECRI a toutefois conscience que si ces prétendus refoulements ont bien eu lieu, ils auront entraîné une diminution du nombre de demandeurs d'asile ayant réussi à entrer en République de Chypre ces dernières années, ce qui se sera répercuté sur le nombre de réfugiés, de bénéficiaires de la protection subsidiaire et de demandeurs d'asile séjournant dans le pays, ainsi que sur le déploiement des politiques d'intégration les concernant.

<sup>115</sup> AIDA country report 2021 updated, page 7, consultable ici : [Cyprus - Asylum Information Database | European Council on Refugees and Exiles \(asylumineurope.org\)](https://asylumineurope.org/reports/country/cyprus)

<sup>116</sup> S/2021/1110, Secrétaire Général des Nations Unies, paragraphes 40-41.



71. La pandémie de Covid-19 a amené Chypre à suspendre l'accès aux procédures de demande d'asile début mars 2020. Celui-ci a été rétabli en juillet 2020, mais des difficultés ont perduré<sup>117</sup>.
72. Au début de la pandémie de Covid-19, le centre d'accueil d'urgence de Kokkinotrimithia (Pournara) a été transformé en Centre de premier accueil qui a commencé à servir de structure d'accueil à long terme<sup>118</sup>. En 2020, à partir d'un certain moment, les nouveaux arrivants n'ont plus été autorisés à quitter le centre en raison des mesures de lutte contre la Covid-19, ce qui a entraîné une importante hausse du nombre de personnes susceptibles de nécessiter une protection internationale hébergées au centre alors que les infrastructures en place ne permettaient pas d'accueillir autant de monde, surtout pour de longs séjours<sup>119</sup>. Les résidents ont dû rester cinq à six mois, ce qui a entraîné une importante surpopulation, des conditions de vie déplorables et, implicitement, une privation de liberté. De plus, les enfants partageaient initialement les locaux d'hébergement avec des adultes<sup>120</sup>, ce qui a donné lieu à certaines allégations d'abus sexuels, ce dont les femmes étaient également menacées. Par la suite, les demandeurs d'asile syriens ont été autorisés à partir à condition d'avoir de la famille ou des amis susceptibles de les héberger<sup>121</sup>. Devant les vives réactions d'autres demandeurs d'asile du centre, le Service de l'asile a commencé à autoriser dix personnes par jour à partir, en priorité des personnes vulnérables et des femmes, mais uniquement si elles pouvaient présenter une adresse valable, exigence difficile à respecter à moins d'avoir déjà des contacts dans la communauté.
73. Après une période, en 2021, où il avait diminué, le taux d'occupation du camp de Pournara, dont la capacité est de mille personnes maximum<sup>122</sup>, a recommencé à augmenter rapidement pour atteindre 2 700 personnes au moment où l'ECRI a visité le camp en mars 2022<sup>123</sup>. L'ECRI a constaté que les conditions de vie dans le camp étaient difficiles pendant une vague de froid où, les alors que les températures avoisinaient zéro degré Celsius la nuit, de nombreux demandeurs d'asile étaient encore hébergés dans des tentes non chauffées<sup>124</sup>. En 2022, les demandeurs d'asile adultes ont été de plus en plus nombreux à être invités à accepter d'être transférés dans un centre situé à Limnes<sup>125</sup>, moins surpeuplé mais

---

<sup>117</sup> En novembre 2021, Chypre a demandé à la Commission européenne, qui a refusé, d'être autorisée à suspendre la prise en charge des demandes d'asile déposées par des migrants entrés illégalement à Chypre.

<sup>118</sup> AIDA, *Country Report Cyprus*, 2020, p. 68.

<sup>119</sup> En 2020, les demandeurs d'asile n'étaient pas autorisés à se servir du système de SMS en place qui permettait aux Chypriotes de demander la permission de sortir faire des courses nécessaires pendant le confinement. Cette politique s'est poursuivie tout au long de 2020 et au début de 2021.

<sup>120</sup> Selon les autorités chypriotes, aucun enfant non accompagné n'a été hébergé avec des adultes après le quatrième trimestre de 2020.

<sup>121</sup> Si, dans l'ensemble, aucune différence de traitement des demandeurs d'asile n'a été observée sur base de leur nationalité, il a été constaté que les personnes venant des pays d'Afrique étaient soit interdites de sortie du centre, soit confrontées à des restrictions soudaines pour en sortir. En revanche, les familles syriennes ont pu quitter le centre plus facilement. En 2020 et 2021, cette tendance s'est poursuivie, principalement grâce aux relations étroites que les Syriens entretenaient avec des amis et de la famille dans la communauté, ce qui leur a permis de trouver un hébergement et de réunir les documents requis plus facilement que les résidents originaires de pays d'Afrique. *AIDA country report 2021 updated*, page 115, consultable à l'adresse : [Cyprus - Asylum Information Database | European Council on Refugees and Exiles \(asylumineurope.org\)](https://asylumineurope.org/information-database)

<sup>122</sup> *Analysing key fundamental rights concerns for EU preparedness and crisis management*, 10 janvier 2022, Corina Demetriou, Corina Drousiotou et Nicos Trimikliniotis, *Cyprus Migration Bulletin*.

<sup>123</sup> Ce nombre paraît avoir encore augmenté trois semaines après la visite de l'ECRI et atteint près de 3 000 personnes.

<sup>124</sup> Les résidents du centre de Pournara sont logés dans des espaces restreints, que ce soit des structures préfabriquées, des tentes ou des maisons en kit conçues pour les réfugiés et fournies par le HCR pour remplacer les tentes par des solutions plus appropriées. Pour en savoir plus, voir : *AIDA country report 2021 updated*, page 91, consultable à l'adresse : [Cyprus - Asylum Information Database | European Council on Refugees and Exiles \(asylumineurope.org\)](https://asylumineurope.org/information-database)

<sup>125</sup> Fin 2021, le nouveau centre d'hébergement de Limnes est entré en fonction. Il comporte des sections ouvertes et des sections fermées ainsi qu'une zone sécurisée. Depuis son ouverture et encore en 2022, les personnes dont la demande d'asile a été rejetée, la plupart ressortissantes du Pakistan et du Bangladesh, sont transférées du camp de Pournara, où elles ont toutes appris que leurs demandes d'asile avaient été rejetées en première instance, vers le centre de Limnes. Elles ont alors le choix entre résider dans les sections ouvertes du centre ou quitter le centre et vivre dans la communauté. Celles qui optent pour la deuxième option sont obligées de renoncer aux conditions matérielles d'accueil auxquelles elles ont droit. Celles qui choisissent de résider dans le centre reçoivent à la fin de chaque mois une allocation de 100 EUR en argent liquide. La majorité des personnes transférées à Limnes choisissent de quitter le centre, et donc de ne plus bénéficier des conditions matérielles d'accueil, et ce principalement pour pouvoir

où les conditions de vie étaient semble-t-il encore pires. S'ils refusaient, ils pouvaient perdre l'accès aux services de réception.

74. L'Office chypriote de l'aide sociale est une institution qui assure la tutelle de tous les enfants susceptibles de nécessiter une protection internationale<sup>126</sup>. L'ECRI a appris au moment de sa visite que l'Office ne comptait que deux personnes chargées d'assurer la tutelle d'environ 250 enfants non accompagnés<sup>127</sup>. En juin 2022, le nombre de tuteurs a été porté à quatre. Certains parmi ces enfants auraient dû rester jusqu'à huit mois au centre d'accueil de Pournara à cause de l'obligation de déterminer l'âge des enfants plus grands et du fait que le tuteur qui leur a été désigné doit être présent à tous les stades de la procédure de demande d'asile. Depuis la visite de l'ECRI, diverses tentatives ont été menées pour transférer les enfants du camp de Pournara vers des structures plus appropriées, notamment des hôtels. Néanmoins, pour diverses raisons ces tentatives ont toujours échoué. L'ECRI encourage vivement les autorités chypriotes à redoubler d'efforts afin de trouver des structures d'hébergement appropriées, en particulier pour les enfants non accompagnés, et de toute façon afin de réduire au strict minimum la durée du séjour de ces enfants au centre d'accueil de Pournara.
75. S'il n'y a aucune raison de douter que le personnel de l'Office de l'aide sociale fasse de son mieux pour répondre aux défis auxquelles sont confrontés les demandeurs d'asile et notamment les enfants non accompagnés, cet organe semble toutefois souffrir d'un sérieux manque de ressources, entre autres humaines, pour faire face à cette situation. C'est pourquoi l'intervention des acteurs de la société civile dans l'aide aux demandeurs d'asile et aux autres migrants est devenue d'autant plus indispensable. Les services d'orientation les services pratiques qui leur sont proposés, par exemple par les centres d'information MiHub qui sont destinés aux migrants<sup>128</sup> et sont gérés par l'université de Nicosie et par des ONG avec un financement de l'Union européenne à hauteur de 90 %, sont devenus indispensables aux migrants, tout comme ceux que propose *Caritas Cyprus*<sup>129</sup>. L'ECRI a visité le centre MiHub de Paphos. Les services d'orientation concernent en règle générale l'inscription auprès de l'Office du travail, l'obtention d'une carte d'assurance maladie et d'un hébergement ainsi que l'établissement d'un CV destiné à trouver du travail sur le marché local, autant d'activités qui, outre la connaissance des procédures, font appel à des compétences linguistiques que ne possèdent pas la plupart des demandeurs d'asile. L'ECRI a par ailleurs appris de plusieurs sources issues de la société civile que les informations données sur les services publics contiennent souvent des erreurs, par exemple de mauvais numéros de téléphone ou encore de mauvaises heures d'ouverture. Une autre difficulté tient au fait que la plupart des services publics dont ont besoin les migrants sont de plus en plus souvent disponibles uniquement en ligne et en grec, ou, au mieux, en anglais.
76. L'ECRI recommande que les autorités mettent à la disposition des migrants, en davantage de langues et en multipliant les canaux, les informations et services essentiels qui concernent notamment l'éducation, la santé, le logement et l'emploi.
77. Outre les ONG qui fournissent des informations ou des services de soutien matériel tangibles, la délégation de l'ECRI a été particulièrement satisfaite d'assister à la répétition d'un concert de Sistema Chypre, une ONG d'action sociale par la musique d'orchestre qui s'adresse aux enfants vulnérables, dont beaucoup sont issus du milieu de la migration, qu'il s'agisse de demandeurs d'asile, de

travailler à Chypre. *AIDA country report 2021 updated*, page 95, consultable à l'adresse : [Cyprus - Asylum Information Database | European Council on Refugees and Exiles \(asylumineurope.org\)](https://www.asylumineurope.org/reports/country/cyprus)

<sup>126</sup> Selon la loi sur les réfugiés, seul le personnel des services sociaux peut jouer le rôle de tuteur.

<sup>127</sup> Pour en savoir plus, voir : *AIDA country report 2021 updated*, page 67, consultable à l'adresse : [Cyprus - Asylum Information Database | European Council on Refugees and Exiles \(asylumineurope.org\)](https://www.asylumineurope.org/reports/country/cyprus).

<sup>128</sup> [MiHub - Centre d'information pour les migrants](https://www.mihub.org/)

<sup>129</sup> [Caritas Cyprus – Ending poverty. promoting justice. restoring dignity.](https://www.caritas.org.cy/)

réfugiés ou d'enfants venus d'autres pays tiers. L'ECRI considère ce type d'activités, qui favorisent l'intégration et l'inclusion par la musique, comme **une bonne pratique**.

78. En revanche, l'ECRI note avec regret qu'alors qu'encourager la participation à des clubs sportifs serait en règle générale un bon moyen de favoriser l'intégration, certaines associations sportives chypriotes, parmi lesquelles l'Association de gymnastique panchypriote, n'autorise que les citoyens chypriotes grecs à s'affilier<sup>130</sup>. L'ECRI se réfère à ce propos au paragraphe 2 de sa RPG n° 12 sur la lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans le domaine du sport, qui appelle notamment aux autorités à adopter une législation antidiscriminatoire adéquate afin de prévenir la discrimination dans l'accès au sport<sup>131</sup>.
79. L'ECRI recommande que des mesures soient prises, notamment sur le plan législatif, pour éviter que l'affiliation à des associations sportives soit refusée aux personnes qui ne sont pas citoyennes de Chypre.

### *Éducation*

80. Selon la loi chypriote de 2000 sur les réfugiés<sup>132</sup>, les enfants demandeurs de protection internationale et les enfants des demandeurs de protection internationale doivent être scolarisés au plus tard trois mois à compter de la date du dépôt de leur demande d'asile. La grande majorité des enfants migrants ont accès à l'éducation et sont scolarisés. Selon des données fournies par les autorités chypriotes, environ 22% des enfants inscrits dans les écoles maternelles sont issus de l'immigration, tandis que cette proportion est d'environ 19% dans les écoles primaires, d'environ 18 % dans les écoles du premier cycle du secondaire et d'environ 14 % dans les écoles du deuxième cycle du secondaire.
81. Font exception à ces chiffres globalement satisfaisants sur la scolarisation des enfants issus de l'immigration, les enfants qui sont hébergés au Centre de premier accueil de Pournara (paragraphe 72). Ils ne sont pas scolarisés, et ce quel que soit le nombre de mois où ils restent au centre. En avril 2022, le centre comptait 354 enfants dont 302 non accompagnés<sup>133</sup>.
82. En 2016, un document d'orientation relatif à l'éducation des enfants issus de l'immigration a été initialement adopté, et sur cette base, un plan d'action a été élaboré. Il vise à coordonner les mesures prises par les différentes écoles afin d'en tirer une politique éducative unique sur l'intégration des enfants migrants (réfugiés compris). Cinq priorités sous-tendent ce plan d'action : 1. l'apprentissage de la langue grecque ; 2. l'accueil des enfants issus du milieu de la migration nouvellement arrivés ; 3. la formation des enseignants et leur perfectionnement professionnel continu ; 4. la collecte et l'analyse de données sur les besoins des élèves issus du milieu de la migration ; 5. une approche interculturelle avec de nouveaux programmes. La plupart des enfants réfugiés suivent un enseignement général. Le programme DRASE a assuré le soutien à leur intégration éducative<sup>134</sup>. Au cours de sa visite, la délégation de l'ECRI a appris que l'approche globalement suivie consiste à mélanger les enfants migrants avec les enfants locuteurs du grec, dès la maternelle, en tablant sur le fait que les enfants étrangers apprendront le grec de cette manière.

<sup>130</sup> <https://kisa.org.cy/wp-content/uploads/2021/10/CY-NHRI-Shadow-Rep-May-2021.pdf>

<sup>131</sup> RPG n° 12, chapitre I, point 2a. Voir également les paragraphes correspondants, 16 et 17, de l'exposé des motifs de cette RPG, consultables ici : [RPG n°12 de l'ECRI \(coe.int\)](#)

<sup>132</sup> Disponible en grec sur le lien suivant : [Ο περί Προσφύγων Νόμος του 2000 - 6\(Ι\)/2000 \(cylaw.org\)](#) ; et traduit en anglais au lien suivant : <https://www.refworld.org/docid/4a71aac22.html>.

<sup>133</sup> AIDA country report 2021 updated, page 106, consultable à l'adresse : [Cyprus - Asylum Information Database | European Council on Refugees and Exiles \(asylumineurope.org\)](#)

<sup>134</sup> Le programme DRASE est un programme financé par l'UE et cofinancé par le Fonds social européen à hauteur de 24 650 000 EUR, qui se déroule sur la période 2015-2023. Pour plus d'informations, veuillez cliquer [ici](#).

83. De nombreux interlocuteurs ont appelé l'attention de l'ECRI sur les difficultés auxquelles sont confrontés les enfants demandeurs d'asile ou les autres enfants migrants nouvellement arrivés lorsqu'ils sont intégrés dans des classes d'écoles primaires classiques, où ils ne sont pas en mesure de suivre les matières enseignées en grec<sup>135</sup>. Par ailleurs, le plus souvent, les compétences de chacun des enfants étrangers dans les principales matières enseignées ne sont pas évaluées au moment de décider dans quelle classe les intégrer.
84. L'ECRI recommande en priorité aux autorités chypriotes de prendre immédiatement des mesures afin d'aider les enfants demandeurs d'asile et les autres enfants migrants à maîtriser la langue grecque suffisamment pour pouvoir suivre les cours enseignés en grec dans les écoles primaires classiques. Il faudrait que ces mesures aillent de pair avec l'évaluation des compétences de chaque enfant, qui permettrait de déterminer son niveau scolaire et quelle classe leur conviendrait le mieux.
85. Afin que les élèves migrants puissent surmonter la barrière de la langue, le MESJ a développé des cours transitoires, qui sont proposés au secondaire aux non-hellénophones. Les cours de grec qui sont adaptés aux besoins des non-hellénophones, y compris les élèves demandeurs d'asile, sont surtout proposés séparément, tandis qu'ils suivent les cours ordinaires à tout autre moment<sup>136</sup>. Le MESJ met par ailleurs en œuvre une politique éducative améliorée dont l'objet est d'intégrer sans heurts dans le système éducatif les élèves issus du milieu de la migration. Selon les autorités, cinq programmes différents sont appliqués au secondaire pour l'enseignement du grec en tant que seconde langue, dont deux s'adressent spécifiquement aux enfants non accompagnés et notamment aux demandeurs d'asile.
86. Les Instituts nationaux d'éducation continue (INEC)<sup>137</sup> du MESJ propose divers types de cours du soir pour les migrants adultes, qui incluent des cours de langues étrangères pour un coût de 280-385 € par an. En outre, les INEC proposent des cours de grec aux Chypriotes turcs, aux Roms turcs et aux non Chypriotes qui vivent à Chypre contre des frais d'inscription d'un montant de 10 €<sup>138</sup>.

#### Logement

87. Loger les demandeurs d'asile pose de sérieux problèmes à Chypre<sup>139</sup>, où les centres d'accueil sont surpeuplés, où il y a une pénurie de logements locatifs et où les aides au logement destinées aux demandeurs d'asile qui tentent de passer par le marché privé n'ont pas augmenté depuis 2013 et sont insuffisantes par rapport au coût actuel des loyers<sup>140</sup>. Les aides au logement sont nettement inférieures aux montants que touchent les personnes bénéficiant du revenu minimum garanti. L'ECRI apprécie que l'Office de l'aide sociale, dans le cadre de ses efforts visant à apporter des solutions de logement, tente de donner la priorité aux familles de

<sup>135</sup> En théorie, tous les enfants non hellénophones qui sont en âge d'être scolarisés au primaire, quelles que soient les circonstances de leur arrivée, sont placés dans une école grecque classique puis bénéficient en parallèle de cours de langue grecque. Cela signifie qu'ils ratent certains cours/leçons pour assister aux cours de grec. Ces derniers sont financés par l'UE et assurés par des enseignants dont beaucoup ne sont pas des employés permanents mais doivent être recrutés. Pour ce motif, ainsi qu'en raison de la pénurie générale de personnel enseignant, les cours de grec commencent en retard voire ne sont pas assurés.

<sup>136</sup> AIDA country report 2021 updated, page 106, consultable à l'adresse : [Cyprus - Asylum Information Database | European Council on Refugees and Exiles \(asylumineurope.org\)](https://asylumineurope.org/reports/country/cyprus)

<sup>137</sup> Pour en savoir plus sur les Instituts nationaux d'éducation continue, cliquez [ici](#)

<sup>138</sup> Les réfugiés ukrainiens ont accès à ces cours de langue gratuitement.

<sup>139</sup> Dans le cadre du plan d'action 2020 pour gérer les flux migratoires, la location par l'État de certains locaux, par exemple des chambres d'hôtel, pour y loger des demandeurs d'asile a considérablement diminué en 2020. Vu le manque de capacité des centres d'accueil, le nombre de personnes sans domicile ou ayant des conditions de logement déplorables a considérablement augmenté. Des personnes ont par ailleurs été retirées des hôtels et auberges sans préavis pour être transférées vers le centre d'accueil de Pournara. AIDA country report 2021 updated, page 13, consultable à l'adresse : [Cyprus - Asylum Information Database | European Council on Refugees and Exiles \(asylumineurope.org\)](https://asylumineurope.org/reports/country/cyprus)

<sup>140</sup> AIDA country report 2021 updated, page 139, consultable à l'adresse : [Cyprus - Asylum Information Database | European Council on Refugees and Exiles \(asylumineurope.org\)](https://asylumineurope.org/reports/country/cyprus)

demandeurs d'asile ayant des enfants en bas âge, ainsi qu'aux demandeurs d'asile particulièrement vulnérables. Néanmoins, l'ECRI encourage les autorités à augmenter les aides au logement destinées aux demandeurs d'asile.

88. Dans un registre plus positif, le Centre d'information pour les migrants, qui est géré par l'université de Nicosie, CARDET et l'université chypriote de technologie, a créé en 2020 à Nicosie un centre d'hébergement temporaire destiné aux migrants. Celui-ci a été créé à cause des difficultés de logement de plus en plus importantes que rencontrent les migrants<sup>141</sup>.

### *Emploi*

89. Les employeurs chypriotes qui souhaitent embaucher un ressortissant de pays tiers doivent d'abord publier l'offre d'emploi dans au moins deux journaux chypriotes, ainsi qu'auprès du réseau européen de services de l'emploi (EURES) pour toucher tous les demandeurs d'emploi de l'UE.
90. Lorsqu'ils viennent à Chypre pour un emploi, les ressortissants de pays tiers doivent demander un permis de travail et un permis de séjour aux autorités de l'immigration et ils doivent avoir signé leur contrat de travail avant de se rendre à Chypre. Lors de leur enregistrement auprès des autorités, ils reçoivent un permis d'entrée. Les permis de travail et les permis de séjour temporaires sont renouvelables<sup>142</sup>.
91. Les ressortissants de pays tiers ne sont pas assujettis à la même procédure que les citoyens chypriotes ou les ressortissants de l'UE pour déposer une plainte en matière de droit du travail. Si un travailleur ressortissant d'un pays tiers souhaite déposer une plainte contre son employeur, il doit d'abord la déposer auprès du service de la police chargé des étrangers et de l'immigration, après quoi sa plainte pourra être déposée auprès du service des relations de travail du ministère du Travail et des Assurances sociales. Selon des sources parmi la société civile, les plaintes doivent être déposées dans les 15 jours suivant la violation alléguée du droit du travail par l'employeur. Si ce délai n'est pas respecté et qu'une plainte est déposée ultérieurement par un/une travailleur/travailleuse ressortissant(e) d'un pays tiers, celui-ci/celle-ci sera considéré(e) comme étant en situation irrégulière et son permis de séjour sera annulé, ce qui pourra se solder par son éventuelle expulsion du pays<sup>143</sup>. L'ECRI encourage les autorités à revoir les procédures que les migrants doivent suivre pour déposer une plainte en droit du travail afin de veiller à ce que ces derniers disposent d'un délai raisonnable pour déposer une plainte.
92. Selon la loi sur les réfugiés, les demandeurs d'asile sont autorisés à avoir accès au marché du travail un mois après avoir déposé une demande d'asile<sup>144</sup>. S'ils sont au chômage, ils peuvent alors s'enregistrer en tant que chômeurs. S'ils remplissent les conditions requises pour bénéficier de la couverture d'assurance, ce qui est loin d'être toujours le cas, ils ont le droit de toucher des prestations de chômage. Depuis 2021, l'enregistrement (et son renouvellement) des personnes au chômage doit se faire en ligne sur le site web du service public pour l'emploi, ce qui a créé des difficultés pour les demandeurs moins à l'aise avec le numérique<sup>145</sup>.
93. Les demandeurs d'asile ne sont autorisés à travailler que dans des secteurs d'emploi spécifiques. En 2019, le ministre du Travail et des Assurances sociales a élargi l'accès des demandeurs d'asile à d'autres secteurs du marché du travail. À l'heure actuelle, l'agriculture et le secteur de l'alimentation (restaurants, hôtels,

<sup>141</sup> Commission européenne, *New, temporary accommodation for migrants in Cyprus*, 3 avril 2020, consultable [ici](#).

<sup>142</sup> <https://mihub.eu/en/>

<sup>143</sup> KISA, *Mapping of Labour Complaint Mechanisms in Cyprus*, décembre 2021, page 13, consultable à l'adresse : <https://kisa.org.cy/wp-content/uploads/2022/04/RP-CY-complaint-mechanisms-EN-070422-Fin.pdf>

<sup>144</sup> Article 90.1.b de la loi sur les réfugiés ; décision ministérielle 308/2018, du 26 octobre 2018.

<sup>145</sup> AIDA country report 2021 updated, pages 101-103, consultables à l'adresse : [Cyprus - Asylum Information Database | European Council on Refugees and Exiles \(asylumineurope.org\)](#)

services de livraison) figurent parmi les domaines d'emploi autorisés aux demandeurs d'asile<sup>146</sup>. Si le nombre d'emplois est assez élevé dans ces secteurs, l'offre est insuffisante par rapport au nombre de demandeurs d'asile alors que d'autres secteurs, comme la construction et la santé, dans lesquels ces derniers ne sont pas autorisés à travailler, sont en sous-effectif. L'ECRI encourage les autorités à réfléchir à la possibilité d'élargir à des secteurs en sous-effectif les possibilités d'accès à l'emploi dont disposent les demandeurs d'asile.

94. Le ministre du Travail et des Assurances sociales a annoncé par décret qu'à partir d'octobre 2021, les employeurs pourraient embaucher immédiatement des demandeurs d'asile, sur simple dépôt d'une déclaration d'emploi temporaire. Il s'agit là d'un développement positif.
95. Même si les procédures que les demandeurs d'asile doivent suivre pour être embauchés ont été allégées depuis fin 2021, ces derniers sont confrontés à d'autres obstacles majeurs dans l'accès au marché du travail : la barrière de la langue, l'éloignement du lieu de travail et parfois l'absence de solutions de transport public convenables. Selon Caritas, les demandeurs d'asile sont en outre souvent aiguillés par les autorités du travail vers des emplois qui ne leur conviennent pas, par exemple car ils ne peuvent pas faire garder leurs enfants. S'ils refusent des emplois à plusieurs reprises, ils peuvent perdre leurs allocations. Les demandeurs d'asile n'ont pas la possibilité d'expliquer pourquoi ils ne sont pas en mesure d'accepter certaines offres d'emploi : ils risqueront d'être alors considérés comme étant volontairement au chômage et de perdre leurs allocations.

#### *Soins de santé*

96. Les ressortissants de pays tiers qui souhaitent étudier ou travailler à Chypre doivent souscrire à une assurance maladie privée qui leur donnera accès à des services de santé privés ou, dans certains cas, à des services de santé publics.
97. Tous les demandeurs d'asile n'ayant pas des revenus suffisants peuvent bénéficier de soins de santé gratuits, en ce compris les soins urgents et le traitement essentiel des maladies et des troubles mentaux graves, dans des établissements publics. Ils doivent déposer une demande pour confirmer leur statut de résident, après quoi ils reçoivent une carte médicale par la poste<sup>147</sup>.
98. Les demandeurs d'asile qui séjournent au centre d'accueil de Pournara ont un accès limité aux consultations ordinaires. Les demandeurs d'asile qui ont trouvé un logement en dehors du centre d'accueil de Pournara et qui ont réussi à obtenir un emploi doivent cotiser au système de santé national GESY, qui a été créé en 2019 ; le montant de leur cotisation est proportionnel à leur salaire et déduit chaque mois<sup>148</sup>.

#### *Naturalisation*

99. Selon des responsables chypriotes 354 demandes de naturalisation ont été acceptées en 2021, 350 en 2020, 961 en 2019, 1 960 en 2018, 1 415 en 2017 et 995 en 2016.
100. Dans l'ensemble, il est devenu plus difficile d'être naturalisé pour la majorité des réfugiés, y compris pour ceux qui vivent à Chypre depuis bien plus de dix ans et pour ceux qui y sont nés ou qui y sont arrivés à un très jeune âge<sup>149</sup>. Dans de nombreux cas, les demandes sont rejetées au motif que les réfugiés n'ont pas de liens suffisants avec le pays ou qu'ils sont un fardeau pour l'État. De tels motifs paraissent dénoter une attitude globalement stricte et négative à l'égard de l'octroi

<sup>146</sup> Asylum Information Database (AIDA), *Country Report Cyprus*, 2020, p. 87.

<sup>147</sup> [Mihub](#)

<sup>148</sup> Pour en savoir plus, voir : *Analysing fundamental rights concerns for the migration and preparedness mechanism in selected EU Member States: Cyprus*

<sup>149</sup> Depuis 2018, le nombre de personnes bénéficiant d'une protection internationale à se voir accorder la nationalité a diminué.

de la citoyenneté aux réfugiés. Ces derniers n'ont en outre quasiment pas accès aux permis de séjour de longue durée ni aux autres statuts de résident permanent<sup>150</sup>.

101. Selon la loi sur l'état civil, les conditions à remplir pour pouvoir être naturalisé sont les suivantes : résider dans le pays depuis cinq ou sept ans consécutifs<sup>151</sup> ; n'avoir pas quitté Chypre au cours des douze derniers mois ; avoir trois ressortissants de Chypre qui se portent garants ; avoir un casier judiciaire vierge ; et être de « bonne moralité ». Même si la situation financière des candidats à la naturalisation ne fait pas officiellement parti des critères, elle constitue dans la pratique une considération primordiale. L'ECRI a appris qu'un projet de loi sur la naturalisation y ajoutant des critères supplémentaires était à l'examen au Parlement.

102. L'ECRI recommande que les autorités réexaminent la législation à la lumière des dispositions applicables de la Convention européenne sur la nationalité (STE n° 166), puis qu'elles signent et ratifient cet instrument juridique du Conseil de l'Europe. Cela étant, les autorités concernées devraient veiller à ce que les décisions concernant la naturalisation soient toujours suffisamment motivées<sup>152</sup>.

#### *Regroupement familial*

103. En 2014, des amendements à la loi de 2000 sur les réfugiés ont supprimé le droit au regroupement familial pour les bénéficiaires de la protection subsidiaire, ce qui fait qu'il ne reste possible que pour les réfugiés dont le statut a été reconnu. Les autorités ont déclaré, pour justifier cette évolution, que la directive de 2003 de l'UE sur le regroupement familial excluait les bénéficiaires de la protection subsidiaire de son champ d'application, ce qui est inexact. Le regroupement familial n'a été accordé aux bénéficiaires de cette protection que dans des cas extrêmement rares et exceptionnels et seulement pour raisons humanitaires. En 2019, 2020 et 2021, aucun n'en a bénéficié<sup>153</sup>.

104. L'ECRI recommande au Gouvernement d'amender la loi sur les réfugiés afin que les personnes bénéficiant de la protection subsidiaire puissent avoir accès au regroupement familial.

## **B. Les Roms**

105. En vertu de la Constitution de 1960 de la République de Chypre, les Roms vivant dans la République sont considérés comme des citoyens appartenant à la communauté turque<sup>154</sup>. Les Roms seraient entre 650 et 1 250, ce qui ne représente que 0,11 % de la population<sup>155</sup>. Comme le Gouvernement ne reconnaît pas les Roms en tant que groupe distinct, les statistiques officielles ne donnent de chiffres que pour la catégorie plus large des « turcophones ». Le dernier

<sup>150</sup> AIDA country report 2021 updated, page 16, consultable à l'adresse : [Cyprus - Asylum Information Database | European Council on Refugees and Exiles \(asylumineurope.org\)](https://asylumineurope.org/country-reports/cyprus)

<sup>151</sup> Le nombre d'années requises dépend de la situation au regard du séjour. Les personnes bénéficiant d'une protection internationale font partie de la catégorie pour laquelle cinq ans sont exigés.

<sup>152</sup> À ce propos, voir : AIDA country report 2021 updated, page 148, consultable à l'adresse : [Cyprus - Asylum Information Database | European Council on Refugees and Exiles \(asylumineurope.org\)](https://asylumineurope.org/country-reports/cyprus)

<sup>153</sup> En avril 2019, la Commissaire aux droits de l'enfant a diffusé un rapport sur l'accès au regroupement familial pour les bénéficiaires de la protection subsidiaire, dans lequel il concluait que la législation chypriote imposant aux titulaires de la protection subsidiaire une interdiction totale du droit au regroupement familial ne respecte pas l'esprit de la Directive 2003/86/CE relative au droit au regroupement familial telle que l'a interprétée la Commission. En outre, elle est incompatible avec les obligations découlant de la CEDH, en particulier avec les articles 8 et 14, ainsi qu'avec la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant. La Commissaire a recommandé de modifier la loi mais ça n'a pas été fait. AIDA country report 2021 updated, page 151, consultable à l'adresse : [Cyprus - Asylum Information Database | European Council on Refugees and Exiles \(asylumineurope.org\)](https://asylumineurope.org/country-reports/cyprus)

<sup>154</sup> Les Roms relèvent de la définition de l'article 2, paragraphe 2 de la Constitution : « Aux fins de la présente Constitution – (2) la communauté turque comprend tous les citoyens de la République qui sont d'origine turque et dont la langue maternelle est le turc ou qui partagent les traditions culturelles turques ou sont musulmans ».

<sup>155</sup> Pelekani C & Symeou L. (2018), 'Εκθεση παρακολούθησης της κοινωνίας των πολιτών σχετικά με την εφαρμογή των εθνικών στρατηγικών ένταξης των Ρομά' (rapport de la société civile concernant la mise en œuvre des stratégies nationales d'inclusion des Roms), Roma Civil Monitor, consultable (en grec) à l'adresse : <https://cps.ceu.edu/sites/cps.ceu.edu/files/attachment/basicpage/3034/rcm-civil-society-monitoring-report-1-cyprus-2017-eprint-fin-cy.pdf>.

recensement de la population a eu lieu en octobre 2021. Cependant, ses résultats n'avaient pas été rendus publics au moment de la visite. À la question de l'appartenance à un groupe ethnique ou religieux, il était possible de répondre « Rom chypriote ».

106. En ce qui concerne l'éducation, depuis 2010, les taux de scolarisation, d'assiduité scolaire et d'achèvement de la scolarité ont augmenté chez les Roms à tous les niveaux scolaires. Toutefois, chez les Roms, le taux de sorties précoces du système éducatif reste élevé et ils ne sont que quelques-uns à suivre un enseignement au secondaire et encore moins à aller jusqu'au bout. Aucun Rom n'a suivi un enseignement universitaire<sup>156</sup>. Les taux élevés de déscolarisation sont illustrés par des recherches de terrain concernant la situation des Roms qui vivent dans le quartier turc abandonné de Limassol : sur un échantillon de 52 % de la population rom installée à cet endroit, soit 31 familles (156 personnes), seuls cinq enfants sur 87 étaient scolarisés à la maternelle et seuls 30 l'étaient au primaire. Les autres enfants avaient quitté le système éducatif<sup>157</sup>.
107. L'ECRI a appris que la pratique consistant à déterminer l'école des enfants en fonction de l'adresse de leur domicile est rigoureusement suivie même si elle entraîne dans certains quartiers une forte concentration d'élèves roms dans une seule école. Toutefois, selon les autorités chypriotes, il n'y a aucune école ou classe n'accueillant que des enfants roms. Il semble dans la réalité que les parents qui ne sont pas roms tentent de changer leurs enfants d'école si l'école dans laquelle ils sont scolarisés accueille une forte concentration d'élèves migrants ou roms. L'ECRI encourage les autorités à revoir les modalités de répartition des élèves entre les écoles afin d'éviter la ségrégation de fait des élèves roms dans certains quartiers.
108. Dans l'école primaire Agios Antonios de Limassol, que l'ECRI a visitée, les élèves roms chypriotes sont assez nombreux. L'administration de l'école applique un programme intitulé « École et mesures d'inclusion sociale » qui prévoit a) un soutien renforcé des élèves en langue<sup>158</sup> et en mathématiques ; b) des auxiliaires d'enseignement dans toutes les classes ; c) des activités périscolaires (sport et danse par exemple). De plus, le MESJ a mis en œuvre un projet ciblant les parents roms et consistant à organiser des séminaires pour leur présenter les avantages de la scolarisation mais aussi les répercussions de la non-scolarisation tout au long de la vie. C'était une façon de convaincre les parents de scolariser leurs enfants<sup>159</sup>. En outre, les parents et les tuteurs d'enfants roms se voient proposer des cours de grec gratuits. Les élèves roms semblent bénéficier d'importants moyens pour l'apprentissage du kurbetcha (la langue des Roms chypriotes turcs) et chaque jour un petit-déjeuner et un déjeuner leur sont servis. Des efforts non négligeables ont été déployés pour réduire l'impact sur les élèves roms des restrictions liées à la crise sanitaire de la Covid-19. À cet égard, il est louable que tous les élèves roms suivant un enseignement en ligne ont reçu une tablette et que des mesures ont été prises pour qu'ils aient une connexion internet.
109. Selon les autorités chypriotes, certains logements sont mis à la disposition des Roms par le service de gestion des biens immobiliers chypriotes turcs du ministère de l'Intérieur. Cela se fait pour des raisons humanitaires plutôt que sur la base de la législation. Leur sont proposés soit des logements préfabriqués en forme de containers dans des campements roms ségrégués éloignés, soit des maisons dans les districts de Limassol et de Paphos, appartenant à des Chypriotes turcs

---

<sup>156</sup> SYMEOU, L. (2020). *Practice, policy and change in the school education of Roma in Cyprus*. In W. Pink (Ed.), *Oxford Encyclopedia of School Reform*. New York: Oxford University Press : <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190264093.013.1481>

<sup>157</sup> Panagiotopoulos C. & Zachariades A. (2016), « *Exploring the unknown aspects of Roma community in Cyprus and the role of social work practice* », *European Journal of Social Work*, DOI: 10.1080/13691457.2016.1188773, publié en ligne le 19 juin 2016. Pour en consulter un extrait (en anglais) : [www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13691457.2016.1188773](http://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13691457.2016.1188773)

<sup>158</sup> Six cours de grec et de turc respectivement par semaine.

<sup>159</sup> Réponse des autorités chypriotes à la liste des questions de l'ECRI.



qui ont fui les hostilités entre 1964 et 1974. Le ministère de l'Intérieur dispose de quelques ressources budgétaires pour effectuer des réparations, ce qu'il réalise par ailleurs<sup>160</sup>. Certaines de ces maisons n'auraient ni eau ni électricité.

110. Les Roms chypriotes connaissent un taux élevé de chômage car ils maîtrisent mal le grec, ils ont un faible niveau éducatif et rien ne les incite à accepter un emploi formel : on leur propose par exemple des emplois trop éloignés de chez eux et mal payés<sup>161</sup>. Les mesures prises par les autorités ciblent tous les groupes socialement vulnérables et tous les chômeurs chypriotes. Même si l'office public de l'emploi fournit un certain soutien, par exemple des services d'orientation professionnelle, des conseils et des programmes de formation, il semble que les Roms chypriotes n'en profitent pas, soit parce qu'ils ne sont pas au courant soit pour d'autres raisons<sup>162</sup>.
111. L'ECRI note qu'un cadre stratégique national sur les Roms a été établi pour 2021-2030. Le cadre évoque les priorités sociales des autorités pour la période 2021-2030, présente les programmes des secteurs publics concernés, fixe les objectifs nationaux et énonce les mesures destinées à renforcer l'égalité, l'inclusion et la participation des Roms qui vivent dans les zones placées sous le contrôle effectif du Gouvernement chypriote. Cela signifie que, dans l'ensemble, les politiques générales des pouvoirs publics visant la promotion et l'inclusion sociales des Roms ne s'adressent pas spécifiquement aux Roms<sup>163</sup>. Le cadre stratégique sera actualisé tous les cinq ans pour tenir compte de toute nouvelle question susceptible de se poser, ou plus tôt si nécessaire<sup>164</sup>. Il n'est toutefois assorti d'aucun plan d'action et aucun budget distinct n'a été alloué aux mesures générales qui ciblent spécifiquement les Roms.
112. L'ECRI recommande que le Cadre stratégique national 2021-2030 sur les Roms soit assorti d'un plan d'action spécifiquement axé sur les Roms et que ce dernier soit élaboré en étroite consultation avec les représentants des Roms. Afin de faciliter la mise en œuvre effective de ce Cadre, il faudrait allouer un budget aux mesures ciblant les Roms, et il faudrait former suffisamment de médiateurs des Roms pour les divers domaines de l'action publique concernés, notamment l'éducation, la santé, l'emploi et le logement.

---

<sup>160</sup> Des représentants du ministère ont par exemple fait savoir à l'ECRI que 105 000 EUR avaient été dépensés pour des réparations en 2020.

<sup>161</sup> [Civil society monitoring report on implementation of the national Roma integration strategy in Cyprus: Assessing the progress in four key policy areas of the strategy](#), Commission européenne, Direction générale de la justice et des consommateurs, 2019.

<sup>162</sup> Ibid

<sup>163</sup> Pelekani, C. & Symeou, L. (2019), *Civil society monitoring report on implementation of the national Roma integration strategy in Cyprus: Assessing the progress in four key policy areas of the strategy*. Commission européenne et Université d'Europe centrale.

<sup>164</sup> Cadre stratégique national 2021-2030 sur les Roms à Chypre. Pour en savoir plus, voir : [https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/cyprus\\_roma\\_strategic\\_framework\\_final\\_10.12.2021.docx](https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/cyprus_roma_strategic_framework_final_10.12.2021.docx).

#### IV. THÈMES SPÉCIFIQUES À CHYPRE

*Les organisations de la société civile qui soutiennent les groupes relevant du mandat de l'ECRI*

113. Malgré le travail louable et indispensable qu'effectuent de nombreuses ONG, en particulier, mais pas uniquement, pour venir en aide aux migrants, leurs conditions de travail sont devenues plus contraignantes depuis l'entrée en vigueur d'une nouvelle législation en 2017. Si l'intention affichée dudit texte est de rendre le travail des ONG plus transparent tout en accroissant leur responsabilité financière, il a toutefois causé la radiation de certaines d'entre elles, notamment KISA, qui est considérée comme l'une des plus dynamiques dans la défense des droits humains des migrants et la lutte contre le racisme et la discrimination<sup>165</sup>.
114. Plusieurs grandes institutions internationales de défense des droits humains se sont dites préoccupées par les contraintes imposées aux ONG, notamment la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe<sup>166</sup> et cinq Rapporteurs spéciaux des Nations Unies<sup>167</sup>.
115. L'ECRI recommande que les autorités chypriotes veillent à ce que les ONG soient toujours en mesure de fournir des services de soutien aux personnes relevant de son mandat et notamment aux réfugiés, aux demandeurs d'asile et aux migrants ainsi qu'aux Roms. À ce propos, les autorités devraient revoir la législation relative à l'enregistrement des ONG et faire tout leur possible pour que le financement de ces ONG leur permette de fournir des services essentiels tels que ceux que délivrent les centres d'information MiHub.

---

<sup>165</sup> Le 14 décembre 2020, le ministère de l'Intérieur a publié une liste des ONG – parmi lesquelles figurait KISA, une ONG qui vient en aide aux migrants, aux demandeurs d'asile, aux victimes et victimes potentielles de traite des êtres humains, et qui lutte contre la discrimination raciale et la xénophobie à Chypre – qui ont été radiées du Registre des associations et fondations pour non-respect des formalités requises. KISA a contesté la décision le 17 décembre 2020 en déposant, auprès du Registre général des associations, un recours qui a été rejeté le 7 janvier 2021. KISA a ensuite déposé un autre recours auprès de la Cour administrative, qui a été rejeté le 10 juin 2021. Dans l'intervalle, KISA a demandé et obtenu le statut d'organisation sans but lucratif, qui lui permet de continuer à fonctionner mais avec des capacités limitées et dans une situation extrêmement précaire, à mi-chemin entre légalité et illégalité.

<sup>166</sup> [Les autorités chypriotes devraient enquêter sur les allégations de refoulements et de mauvais traitements de migrants, améliorer les conditions d'accueil et créer un environnement favorable aux ONG – View \(coe.int\)](#)

<sup>167</sup> Communication commune du Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association, de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants, et de la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, consultable [ici](#).

## RECOMMANDATIONS FAISANT L'OBJET D'UN SUIVI INTERMÉDIAIRE

---

Les deux recommandations spécifiques pour lesquelles l'ECRI demande aux autorités chypriote une mise en œuvre prioritaire sont les suivantes :

- (§41) L'ECRI recommande que les autorités élaborent une stratégie nationale LGBTI qui serait assortie d'un plan d'action national, disposerait de sa propre ligne budgétaire et de crédits suffisants pour sa mise en œuvre, et prévoirait parmi ses principaux éléments des mesures renforcées pour combattre l'intolérance à l'égard des personnes LGBTI.
- (§84) L'ECRI recommande aux autorités chypriotes de prendre immédiatement des mesures afin d'aider les enfants demandeurs d'asile et les autres enfants migrants à maîtriser la langue grecque suffisamment pour pouvoir suivre les cours enseignés en grec dans les écoles primaires classiques. Il faudrait que ces mesures aillent de pair avec l'évaluation des compétences de chaque enfant, qui permettrait de déterminer son niveau scolaire et quelle classe leur conviendrait le mieux.

Au plus tard deux ans après la publication du présent rapport, l'ECRI mettra en œuvre un processus de suivi intermédiaire concernant ces deux recommandations.

## LISTE DES RECOMMANDATIONS

---

L'emplacement des recommandations dans le texte du rapport est indiqué entre parenthèses.

1. (paragraphe 3) L'ECRI réitère sa recommandation visant à octroyer à la Commissaire pour l'administration et la protection des droits de l'homme le droit d'agir en justice et de participer de plein droit à des procédures judiciaires, conformément au paragraphe 14.c de la Recommandation de politique générale n° 2 de l'ECRI sur les organismes de promotion de l'égalité chargés de lutter contre le racisme et l'intolérance au niveau national.
2. (paragraphe 12) L'ECRI recommande aux autorités compétentes de prendre des mesures fermes visant à assurer la mise en œuvre effective du Code de conduite pour lutter contre le racisme et du Guide pour gérer et signaler les incidents racistes dans le secteur de l'éducation, notamment en veillant à ce que le signalement des incidents racistes soit reconnu de manière positive.
3. (paragraphe 17) L'ECRI recommande que les autorités prennent de mesures supplémentaires pour assurer une plus grande sensibilisation aux questions LGBTI en milieu scolaire i) en dispensant à tous les enseignants et directeurs d'école de l'enseignement primaire et secondaire, lors de la formation initiale et de la formation continue, des formations adéquates sur les questions d'OSIG, et ii) en traitant les questions de fond touchant à l'OSIG dans des manuels désignés sur l'éducation sexuelle. Il faudrait en outre faire passer à tous les professionnels de l'éducation interagissant avec les élèves et les parents un message ferme de tolérance zéro à l'égard des attitudes et comportements LGBTIphobes.
4. (paragraphe 30) Conformément aux paragraphes 7 et 30 de sa Recommandation de politique générale n° 16 sur la protection des migrants en situation irrégulière contre la discrimination, l'ECRI recommande aux autorités de modifier leurs politiques et procédures et, lorsqu'il y a lieu, d'introduire des amendements législatifs, afin de dissocier les plaintes des migrants en matière de travail, quel que soit le statut de résidence de ceux-ci, des compétences des autorités chargées du contrôle de l'immigration.
5. (paragraphe 41) L'ECRI recommande en priorité que les autorités élaborent une stratégie nationale LGBTI qui serait assortie d'un plan d'action national, disposerait de sa propre ligne budgétaire et de crédits suffisants pour sa mise en œuvre, et prévoirait parmi ses principaux éléments des mesures renforcées pour combattre l'intolérance à l'égard des personnes LGBTI.
6. (paragraphe 49) L'ECRI recommande que les autorités créent un système global de surveillance des incidents de discours de haine et qu'elles y associent la police, le parquet, les tribunaux, l'organisme de promotion de l'égalité et les organisations de la société civile, notamment celles qui apportent un soutien aux réfugiés, aux demandeurs d'asile et aux migrants, aux personnes noires et aux personnes LGBTI. Pour ce faire, les autorités devraient s'inspirer des initiatives positives visant à lutter contre l'insuffisance des signalements à la police, et tenir dûment compte du paragraphe 3, alinéas c et d, de la Recommandation de politique générale n° 15 sur la lutte contre le discours de haine et du paragraphe 58 de la Recommandation CM/Rec(2022)16 du Comité des Ministres aux États membres du Conseil de l'Europe sur la lutte contre le discours de haine.
7. (paragraphe 53) L'ECRI recommande que les autorités redoublent d'efforts afin d'encourager les personnalités publiques, et en particulier les hauts responsables

et les dignitaires religieux, à condamner fermement et rapidement l'utilisation du discours de haine à caractère raciste ou d'autres formes de discours de haine, à utiliser un contre-discours et un discours alternatif et à promouvoir la compréhension entre les groupes, notamment en exprimant leur solidarité avec les personnes visées par le discours de haine, à la lumière du paragraphe 4, alinéa g, de la Recommandation de politique générale n° 15 sur la lutte contre le discours de haine, et du paragraphe 53 de la Recommandation CM/Rec(2022)16 du Comité des Ministres aux États membres du Conseil de l'Europe sur la lutte contre le discours de haine.

8. (paragraphe 65) L'ECRI recommande que les autorités i) révisent la législation pénale concernant le discours de haine et notamment les recours dont disposent les victimes ; ii) dispensent sans attendre des formations adaptées afin que les policiers, les procureurs et les juges sachent utiliser au mieux les dispositions juridiques en vigueur sur la lutte contre le discours de haine et les infractions motivées par la haine ; iii) élaborent des mesures de sensibilisation à l'intention des personnes et groupes visés par un discours de haine afin de les informer de leurs droits et de la possibilité d'obtenir réparation en engageant une procédure pénale ou d'autres procédures juridiques ; à cet effet, les autorités devraient tenir compte des principes et lignes directrices que contiennent la Recommandation de politique générale n°15 de l'ECRI sur la lutte contre le discours de haine et la Recommandation CM/Rec(2022)16 du Comité des Ministres sur la lutte contre le discours de haine.
9. (paragraphe 76) L'ECRI recommande que des mesures soient prises, notamment sur le plan législatif, pour éviter que l'affiliation à des associations sportives soit refusée aux personnes qui ne sont pas citoyennes de Chypre.
10. (paragraphe 79) L'ECRI recommande que des mesures soient prises, notamment sur le plan législatif, pour éviter que l'affiliation à des associations sportives soit refusée aux personnes qui ne sont pas citoyennes de Chypre.
11. (paragraphe 84) L'ECRI recommande en priorité aux autorités chypriotes de prendre immédiatement des mesures afin d'aider les enfants demandeurs d'asile et les autres enfants migrants à maîtriser la langue grecque suffisamment pour pouvoir suivre les cours enseignés en grec dans les écoles primaires classiques. Il faudrait que ces mesures aillent de pair avec l'évaluation des compétences de chaque enfant, qui permettrait de déterminer son niveau scolaire et quelle classe leur conviendrait le mieux.
12. (paragraphe 102) L'ECRI recommande que les autorités réexaminent la législation à la lumière des dispositions applicables de la Convention européenne sur la nationalité (STE n° 166), puis qu'elles signent et ratifient cet instrument juridique du Conseil de l'Europe. Cela étant, les autorités concernées devraient veiller à ce que les décisions concernant la naturalisation soient toujours suffisamment motivées.
13. (paragraphe 104) L'ECRI recommande au Gouvernement d'amender la loi sur les réfugiés afin que les personnes bénéficiant de la protection subsidiaire puissent avoir accès au regroupement familial.
14. (paragraphe 112) L'ECRI recommande que le Cadre stratégique national 2021-2030 sur les Roms soit assorti d'un plan d'action spécifiquement axé sur les Roms et que ce dernier soit élaboré en étroite consultation avec les représentants des Roms. Afin de faciliter la mise en œuvre effective de ce Cadre, il faudrait allouer un budget aux mesures ciblant les Roms, et il faudrait former suffisamment de

médiateurs des Roms pour les divers domaines de l'action publique concernés, notamment l'éducation, la santé, l'emploi et le logement.

15. (paragraphe 115) L'ECRI recommande que les autorités chypriotes veillent à ce que les ONG soient toujours en mesure de fournir des services de soutien aux personnes relevant de son mandat et notamment aux réfugiés, aux demandeurs d'asile et aux migrants ainsi qu'aux Roms. À ce propos, les autorités devraient revoir la législation relative à l'enregistrement des ONG et faire tout leur possible pour que le financement de ces ONG leur permette de fournir des services essentiels tels que ceux que délivrent les centres d'information MiHub.

## BIBLIOGRAPHIE

---

Cette bibliographie fournit la liste des principales sources d'informations publiques ayant été utilisées lors de l'examen de la situation à Chypre: elle ne doit pas être considérée comme une liste exhaustive de toutes les sources d'informations mises à la disposition de l'ECRI durant la préparation du rapport.

### Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI)

1. ECRI (2019a), Conclusions de l'ECRI sur la mise en œuvre des recommandations faisant l'objet d'un suivi intermédiaire adressées à Chypre, CRI(2019)23.
2. ECRI (2016), Cinquième rapport sur Chypre, CRI(2016)18.
3. ECRI (2014), Conclusions de l'ECRI sur la mise en œuvre des recommandations faisant l'objet d'un suivi intermédiaire adressées à Chypre, CRI(2014)21.
4. ECRI (2011a), Quatrième rapport sur Chypre, CRI(2011)20.
5. ECRI (2006), Troisième rapport sur Chypre, CRI(2006)17.
6. ECRI (2001a), Second rapport sur Chypre, CRI(2001)35.
7. ECRI (1999), Rapport sur Chypre, CRI(99)50.
8. ECRI (1996), [Recommandation de politique générale n° 1](#): La lutte contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance, CRI(96)43.
9. ECRI (2018), [Recommandation de politique générale n° 2 \(révisée\)](#): Les organismes de promotion de l'égalité chargés de lutter contre le racisme et l'intolérance au niveau national, CRI(2018)6.
10. ECRI (1998a), [Recommandation de politique générale n° 3](#): La lutte contre le racisme et l'intolérance envers les Roms/Tsiganes, CRI(98)29.
11. ECRI (1998b), [Recommandation de politique générale n° 4](#): Enquêtes nationales sur l'expérience et la perception de la discrimination et du racisme par les victimes potentielles, CRI(98)30.
12. ECRI (2022), [Recommandation de politique générale n° 5 \(révisée\)](#): La prévention et la lutte contre le racisme et la discrimination envers les musulmans, CRI(2022)6.
13. ECRI (2000b), [Recommandation de politique générale n° 6](#): La lutte contre la diffusion de matériels racistes, xénophobes et antisémites par l'Internet, CRI(2001)1.
14. ECRI (2003), [Recommandation de politique générale n° 7](#): La législation nationale pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale, CRI(2003)8rev, telle qu'amendée en 2017.
15. ECRI (2004a), [Recommandation de politique générale n° 8](#): Lutter contre le racisme tout en combattant le terrorisme, CRI(2004)26.
16. ECRI (2021), [Recommandation de politique générale n° 9 \(révisée\)](#): La prévention et la lutte contre l'antisémitisme, CRI(2021)28.
17. ECRI (2007a), [Recommandation de politique générale n° 10](#): Lutter contre le racisme et la discrimination raciale dans et à travers l'éducation scolaire, CRI(2007)6.
18. ECRI (2007b), [Recommandation de politique générale n° 11](#): La lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans les activités de la police, CRI(2007)39.
19. ECRI (2009), [Recommandation de politique générale n° 12](#): La lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans le domaine du sport, CRI(2009)5.
20. ECRI (2011), [Recommandation de politique générale n° 13](#): La lutte contre l'antitsiganisme et les discriminations envers les Roms, CRI(2011) 37rev, telle qu'amendée en 2020.
21. ECRI (2012), [Recommandation de politique générale n° 14](#): La lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans le monde du travail, CRI(2012)48.
22. ECRI (2016a), [Recommandation de politique générale n°15](#): La lutte contre le discours de haine, CRI(2016)15.
23. ECRI (2016b), [Recommandation de politique générale n°16](#): La protection des migrants en situation irrégulière contre la discrimination, CRI(2016)16.
24. ECRI (2022), [Glossaire de l'ECRI](#)

### Autres sources (listées par ordre alphabétique)

25. Apostolidou, Z. (2018), Combating homophobic and transphobic bullying in schools, National Report: Cyprus.

26. Association for historical dialogue and research, Education for a Culture of Peace – 'IMAGINE', <https://www.ahdr.info/peace-education/58-education-for-a-culture-of-peace-imagine>.
27. Asylum Information Database (AIDA) (2021), Country Report: Cyprus 2021 Update, available at [Cyprus - Asylum Information Database | European Council on Refugees and Exiles \(asylumineurope.org\)](https://asyluminformationdatabase.org/cyprus).
28. Asylum Information Database (AIDA) (2020), Country Report Cyprus.
29. Asylum Information Database (AIDA) (2019), Country Report Cyprus, available at <https://asylumineurope.org/reports/country/cyprus/>.
30. Asylum Migration & Integration Fund and the Republic of Cyprus (2019), National Plan on the Integration of Migrants, S/2021/1110, <https://tcnintegration.com.cy/>.
31. BBC (2019, May 2), Cyprus serial killer case exposes abuse of migrant women, <https://www.bbc.com/news/world-europe-48110874>.
32. Commissioner for Administration and the Protection of Human Rights (Cyprus Ombudsman) (2021, July 14), Summary of the Statement regarding the speech that promotes racism and xenophobia and the specific implications of this speech when it is developed on the internet, C/N: 62/2017, 161/2019, 557/2019, 588/2019, 1798/2019, 1803/2019, 271/2020, 1252/2020, <https://equineteurope.org/cyprus-the-dangers-of-hate-speech/>.
33. Conseil de l'Europe, Comité des Ministres (2010), Recommandation CM/Rec(2010)5 sur des mesures visant à combattre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.
34. Conseil de l'Europe, Comité des Ministres (2022), Recommandation CM/Rec(2022)16 sur la lutte contre le discours de haine.
35. Conseil de l'Europe, Commissaire aux droits de l'homme (2011), Combattre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre - Les normes du Conseil de l'Europe, 2<sup>e</sup> édition.
36. Conseil de l'Europe, Commissaire aux droits de l'homme (2015), Droits de l'homme et personnes intersexuées - Document thématique.
37. Conseil de l'Europe, Commissaire aux droits de l'homme (2020, avril 7), [Les gouvernements doivent garantir l'égalité d'accès à la protection et aux soins pour les Roms et les Gens du voyage durant la pandémie de COVID-19 - View \(coe.int\)](https://www.coe.int/en/web/comodocs/les-gouvernements-doivent-garantir-l-egalite-d-acces-a-la-protection-et-aux-soins-pour-les-roms-et-les-gens-du-voyage-durant-la-pandemie-de-covid-19).
38. Conseil de l'Europe, Commissaire aux droits de l'homme (2021, mars 10), [Les autorités chypriotes devraient enquêter sur les allégations de refoulements et de mauvais traitements de migrants, améliorer les conditions d'accueil et créer un environnement favorable aux ONG - View \(coe.int\)](https://www.coe.int/en/web/comodocs/les-autorites-chypristes-devraient-enqueter-sur-les-allégations-de-refoulements-et-de-mauvais-traitements-de-migrants-améliorer-les-conditions-d'accueil-et-créer-un-environnement-favorable-aux-ong).
39. Cyprus Mail (2022, March 18), [Priests 'forcing LGBTI people to undergo conversion therapy', MPs hear](https://www.cypmail.com/news/priests-forcing-lgbti-people-to-undergo-conversion-therapy-mps-hear).
40. Cyprus Mail (2017, December 21), [Education ministry urged to stop priest confessions in schools](https://www.cypmail.com/news/education-ministry-urged-to-stop-priest-confessions-in-schools).
41. Cyprus Police, Statistical Data, [https://www.police.gov.cy/police/police.nsf/dmlstatistical\\_en/dmlstatistical\\_en?opendocument](https://www.police.gov.cy/police/police.nsf/dmlstatistical_en/dmlstatistical_en?opendocument).
42. Cyprus Refugee Council, Mediterranean Institute of Gender Studies, Caritas Cyprus, ACCEPT LGBT Cyprus (2018), Joint Submission for the Universal Periodic Review: 3rd Cycle, 32nd Session, in June 2018, available at [OHCHR | Cycles of the Universal Periodic Review](https://www.ohchr.org/en/hrindex/indiv/accept-lgbt-cyprus).
43. Daily Mirror (2019, July 27), [Outrage as bishop says gay people exist because pregnant women have anal sex - World News - Mirror Online](https://www.mirror.co.uk/news/world-news/outrage-as-bishop-says-gay-people-exist-because-pregnant-women-have-anal-sex-10057187).
44. Demetriou, C., Drousiotou, C. and Trimikliniotis, N. (2022, January 10), Analysing key fundamental rights concerns for EU preparedness and crisis management, Cyprus Migration Bulletin.
45. Dilmaç, J. A., Kocadal, Ö and Tringides, O. (2021), Democracy and Human Rights, Public discourses of hate speech in Cyprus: awareness, policies and prevention, Friedrich-Ebert-Stiftung (FES).
46. European Commission, European Website on Integration (2020, April 3), New temporary accommodation for migrants in Cyprus.
47. European Commission, Directorate-General for Education, Youth, Sport and Culture, (2018), Education and training, MONITOR 2018, [Education and training monitor 2018 - Publications Office of the EU \(europa.eu\)](https://ec.europa.eu/education-and-training/monitor-2018).
48. European network of legal experts in non-discrimination and gender equality (2021), Country report non-discrimination Cyprus.
49. European Network of Equality Bodies (Equinet), [Office of the Commissioner for Administration and the Protection of Human Rights – Equinet \(equineteurope.org\)](https://equineteurope.org/en/office-of-the-commissioner-for-administration-and-the-protection-of-human-rights).
50. European Union Agency for Fundamental Rights (FRA) (2020), EU-LGBTI II, A long way to go for LGBTI equality.



51. Hombat – Combating Homophobic and transphobic bullying in schools, National Report: Cyprus.
52. IGLYO The International LGBTQI Youth & Student Organisation (2022), LGBTQI Inclusive Education Report.
53. ILGA-Europe – the European Region of the International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association, Rainbow Europe Country Ranking, [Country Ranking | Rainbow Europe \(rainbow-europe.org\)](https://rainbow-europe.org/country-ranking/).
54. Kamenou, N. and others (2019), The LGBTI Movement in Cyprus: Activism, Law, and Change Across the Divide, Friedrich Ebert Stiftung.
55. KISA (2021), Mapping of labour complaint mechanisms in Cyprus, available at <https://kisa.org.cy/wp-content/uploads/2022/04/RP-CY-complaint-mechanisms-EN-070422-Fin.pdf>.
56. KISA (2021), The Commissioner of Administration and Human Rights in Cyprus (CAHR) – shadow report, <https://kisa.org.cy/wp-content/uploads/2021/10/CY-NHRI-Shadow-Rep-May-2021.pdf>.
57. KISA (2019), Hate speech in public discourse, Cyprus.
58. Ministry of Education and Culture, Cyprus Pedagogical Institute, Curriculum Development Unit (2016), Code of Conduct Against Racism and Guide for Managing and Recording Racist Incidents.
59. Ministry of Education and Culture (2017, September), [Cyprus Observatory on School Violence](https://www.mec.gov.cy/observatory/).
60. NewsinCyprus (2021, March 26), Cyprus government condemns mosque vandalism at Episkopi, <http://www.newsincyprus.com/news/304906/cyprus-government-condemns-mosque-vandalism-at-episkopi>.
61. Nations Unies, Assemblée Générale, Conseil des droits de l'homme (2021), Question des droits de l'homme à Chypre, Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, A/HRC/46/23.
62. Nations Unies, Comité des droits de l'enfant (2020), Réponses de Chypre à la liste de points concernant son rapport valant cinquième et sixième rapports périodiques CRC/C/CYP/RQ/5-6.
63. Nations Unies, Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) (2017), Observations finales concernant le rapport de Chypre valant vingt-troisième et vingt-quatrième rapports périodiques, CERD/C/CYP/CO/23-24.
64. Nations Unies Conseil de sécurité (2021), Opération des Nations Unies à Chypre, Rapport du Secrétaire general, S/2021/1110.
65. Open Democracy (2021, April 16), The remnants of Golden Dawn are winning support in Cyprus, [The remnants of Golden Dawn are winning support in Cyprus | openDemocracy](https://www.opendemocracy.net/en/our-common-interest/the-remnants-of-golden-dawn-are-winning-support-in-cyprus/).
66. OSCE/ODIHR (2020), Hate crime reporting – Cyprus, <https://hatecrime.osce.org/cyprus>.
67. Panagiotopoulos C. & Zachariades A. (2016), 'Exploring the unknown aspects of Roma community in Cyprus and the role of social work practice', European Journal of Social Work, DOI: 10.1080/13691457.2016.1188773, published online on 19 June 2016. The abstract is available at [www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13691457.2016.1188773](http://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13691457.2016.1188773).
68. Pelekani, C. & Symeou, L. (2019), [Civil society monitoring report on implementation of the national Roma integration strategy in Cyprus: Assessing the progress in four key policy areas of the strategy](https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/cyprus_roma_strategic_framework_final_10.12.2021.docx), European Commission, Directorate-General for Justice and Consumers and Central European University.
69. Republic of Cyprus (2021), Cyprus National Roma Strategic Framework 2021-2030, [https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/cyprus\\_roma\\_strategic\\_framework\\_final\\_10.12.2021.docx](https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/cyprus_roma_strategic_framework_final_10.12.2021.docx).
70. Symeou, L. (2020), Practice, policy and change in the school education of Roma in Cyprus. In W. Pink (Ed.), Oxford Encyclopedia of School Reform. New York: Oxford University Press.: <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190264093.013.1481>.
71. Trimikliniotis, N. and Demetriou, C. (2022), Franet National contribution to the Fundamental Rights Report 2022, CYPRUS.
72. United Nations, Special Rapporteur on the rights to freedom of peaceful assembly and of association; the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression; the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders; the Special Rapporteur on the human rights of migrants; and the Special Rapporteur on trafficking in persons, especially women and children (2021, March 31), Joint Communication, AL CYP 1/2021, available [here](https://www.unhcr.org/refugees/cyprus/).

## **ANNEXE : POINT DE VUE DU GOUVERNEMENT**

---

**L'annexe qui suit (en anglais uniquement) ne fait pas partie de l'analyse et des propositions de l'ECRI concernant la situation à Chypre**

Conformément à la procédure pays-par-pays, l'ECRI a ouvert un dialogue confidentiel avec les autorités de Chypre sur une première version du rapport. Un certain nombre des remarques des autorités ont été prises en compte et ont été intégrées à la version finale du rapport (qui, selon la pratique habituelle de l'ECRI et sauf indication contraire, ne pouvait tenir compte que de développements jusqu'au 30 juin 2022, date de l'examen de la première version).

Les autorités ont demandé à ce que le point de vue suivant soit reproduit en annexe du rapport de l'ECRI.

## **OMBUDSMAN**

### **SUMMARY (page 5):**

***“The Ombudsman institution, which is the only equality body in Cyprus, still does not have the competence to initiate or participate in court proceedings on behalf of victims of discrimination or intolerance.”***

#### **Note 1:**

*In spite of the lack of specific procedural rules, dealing with amicus curiae issue, the Supreme Court, established guidelines upon its jurisprudence on how a person/Institution, acting as an expert for a specific subject matter, such the Attorney General of the Republic, or the Commissioner for Administration and Protection of Human Rights, as Equality Body can be a part of the trial, after the submission of a relevant application before the Competent Court.*

*The above-mentioned following procedure occurs, because of the fact that the Judicial Power has exclusively jurisdiction to regulate the proceedings before it, including the power to ensure the right of representation of any expert on the matter in the dispute, as amicus curiae.*

*Furthermore, the Court has the discretion to decide whether to allow a person who is not a party to the proceedings to be heard in a judicial proceeding as amicus curiae, provided that the person in question has no interest in the proceedings and cannot be characterised as an interested party in the outcome of the case.*

*The primary purpose for which the Court may allow such third-party intervention is to enable the third party to assist the Court in a case of legal doubt or legal error.*

*Even in the case of the Attorney General, as is the case for a Equality Body, there is no provision for his/her own initiative to intervene before the Court, unless the Court itself requests his/her intervention in the course of the proceedings or the Attorney General him/herself submits an application in order to be allowed to intervene provided, however, that the Attorney General ,is not directly involved or has no direct interest in the outcome of the case.*

*In the same way, when there is a specialised matter relating to Commissioner's mandate as an Equality Body, the Court may, on its own initiative to, request him/her to intervene during the proceedings, or the Commissioner him/herself submits an application in order to intervene as an expert on specific issues.*

### **FINDINGS AND RECOMMENDATIONS (pages 7 & 8)**

#### **I. EFFECTIVE EQUALITY AND ACCESS TO RIGHTS**

##### **A. Equality Bodies**

**2. [...] However, courts are competent to decide whether to accept third party submissions or interventions, including by the equality body.**

**3. ECRI reiterates its recommendation that the Commissioner for Administration and Human Rights be granted the right to initiate and participate ex officio in court proceedings, in line with § 14c of ECRI's General Policy Recommendation No. 2 on equality bodies to combat racism and intolerance at national level.**

#### **Note 2:**

*See Note 1*

**4. [...] ECRI's civil society interlocutors have nevertheless regretted that the equality body predominantly issues recommendations instead of binding decisions. ECRI encourages the equality body to make the best use of its power to issue binding decisions on discrimination and hate speech complaints.**

*(footnote 3: The Office of the Commissioner made reference to some binding decisions it had issued after ECRI's visit, but none of these concerned groups of concern to ECRI.)*

### Note 3:

*In recent months at least five reports have been submitted to the competent authorities with binding decisions. In all cases, relevant binding decisions were fully implemented after the consultations, and, therefore, no further action was required (e.g. imposition of fines).*

*Furthermore, given that, under the relevant legal framework that gives the Commissioner the power and competence to act as an Equality Body [Combating of Racism and Other Discrimination (Commissioner) Law of 2004 (L.42(I)/2004)], in his/her Reports as Equality Body, the Commissioner states his/her intention to impose a binding decision, following the consultations, which are also provided for by the legislation, the Commissioner's preliminary decisions are usually implemented and thus there is no need to proceed with imposition of a fine.*

*Indicatively, the Commissioner have submitted Reports with binding decisions/recommendations that were fully implemented by the concerned Authorities, in the following cases:*

- [Report regarding Cyprus' Technological University protocol for the way of conducting courses during the autumn semester of 2021 \(December 16, 2021\).](#)
- [Report regarding gender discrimination in workplace against female non-commissioned officers \(December 17, 2021\).](#)
- [Report regarding the provision of reasonable accommodation to a student with disabilities during Pancyprian Entrance Examinations \(March 21, 2022\).](#)
- [Report regarding gender discrimination in workplace against female non-commissioned officers \(September 12, 2022\)](#)
- [Report on discriminatory treatment of retired regular members of the Cyprus Union of Journalists due to the deprivation of the right to vote \(November 18, 2022\)](#)
- *Commissioner's recommendations in a case concerning various verbal insults to a person of different ethnic origin, were implemented. Specifically, Police persecuted the perpetrators were persecuted under the Law which provides for "combating certain forms and expressions of racism and xenophobia by means of criminal law". Additionally, the Police referred the case to the Attorney General of the Republic, who initiated criminal proceedings for the specific racist incident and the Court imposed the sentence of imprisonment (with suspension) on those involved.*
- *Commissioner's recommendations in a case concerning assaults with racist motives to migrants who worked in businesses that deliver food at homes, were implemented. Specifically, Police investigated the incidents and are awaiting instructions from the Legal Service on how to handle them, as the offenders were minors. Further, to prevent delinquency, the Police have increased patrols in the area and will proceed with the preparation of audio-visual material to raise awareness on such issues, as well as an information triptych in different languages to encourage persons belonging to vulnerable groups to make complaints.*
- *Commissioner's recommendations in a case concerning a man violently attacking and beating an African woman holding a baby in her arms, were implemented. Specifically, the suspect in the racist incident was arrested and the case is now pending before Court.*
- *Commissioner's recommendations in a case concerning racist verbal attacks to a footballer by opponent footballers, as well as other persons on and off the field, based on his color and racial origin, were implemented. Specifically, the Police appealed to the Attorney General of the of the Republic, who filed a criminal case in the Court for the specific racist incident.*
- *Commissioner submitted a systematic Report regarding online hate speech that promotes racism and xenophobia and recommended that specific measures should be taken to address the issue. The relevant recommendations of the Commissioner have already been implemented, e.g. the Police issued circulars on issues of preventing and combating racism and discrimination, is about to issue a new Police Ordinance to*

*define the management of anti-discrimination issues, has been committed to participate in the Working Group on Hate Crimes undertaken by the Commissioner in collaboration with ODIHR-OSCE, has set up a Sub-Directorate for Cybercrime to combat offences committed online, will upgrade the training provided to its members on how to investigate such incidents, etc.*

**5. [...] In practice, however, the division of tasks between the different mandates and thus entities of the Commissioner's Office appears blurred, with staff often assigned to carry out specific tasks across the lines of the different mandates of the institution. The Office of the Commissioner has justified this practice by an insufficient amount of complaints in some policy areas to justify staff dealing exclusively with those. ECRI nonetheless considers that the staffing levels and competences of the Office staff need to be reviewed in order to determine whether sufficient staff are assigned to equality body functions and whether any support/litigation and decision-making functions are carried out by clearly distinct staff or units. Moreover, the relevant staff of the Office should receive appropriate training in the area of combating discrimination and hate speech. If necessary, Council of Europe support may be sought.**

**Note 4:**

*Based on the organizational chart of Commissioner's Institution, for all the mandates of the Commissioner, there is a supervisor/responsible/head (Officer A, Senior Officer or First Officer) under whose supervision there is a certain number of Officers. Some of these Officers are involved in more than one fields, due to the small amount of complaints received in some fields so they don't work exclusively under one competence.*

*Additionally, and depending on the type of discrimination that arises in each case that comes before the Commissioner, its handling is assigned on, to an Officer who has the appropriate knowledge and expertise for the specific issue and belongs to the team that working on discrimination issues.*

*As regards to the provision of training in issues relating to combat discrimination and hate speech, it is noted that Officers of Commissioner's Office who deal with issues of the Equality Body, systematically participate in relevant seminars/trainings/meetings organized for this purpose by international bodies, such as Equinet, FRA etc. and are also members of relevant working groups on the subject.*

*Additionally, in 2021, in cooperation with the Office for Democratic Institutions and Human Rights (ODIHR) of the Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), the Commissioner launched a joint initiative to explore the possibilities that exist for the development and promotion of interagency co-operation between competent public authorities and civil society bodies, in order to more effectively address hate crimes in Cyprus. In the framework of this cooperation, a Working Group has been set up, with the responsibility to define and promote specific actions that will strengthen and improve the national framework which deals with racist crimes and support of the victims.*

*Furthermore, the Commissioner, under her mandate as a NHRI, and Equality Body, has been carrying out since 2020 an [information campaign on hatred/hate speech and the freedom of expression](#). The purpose of this campaign is to guide the public as to the concept of hate speech and the freedom of expression, both for the purposes of information and awareness about specific issues.*

*Among others, a special page was created on the Office's website which gathers the most important interventions made by the Commissioner regarding to issues related to hate speech and the freedom of expression.*

*Specifically:*

- [Own Initiative Intervention regarding the publication and immediate retransmission of videos with offensive content regarding the reputation of third parties](#)
- [Own Initiative Intervention on the occasion of comments by the Metropolitan of Morphou](#)

- [Intervention regarding financing of Product from the Business Innovation Plan and possible violation of the Gender Equality Legislation](#)
- [Public Position regarding the decision of the Municipal Council Sotira for cancellation of the THOC's theatrical performance "Cock"](#)
- [Intervention regarding rhetoric that promotes racism and xenophobia and the specific implications of this rhetoric when it is developed on the internet](#)
- [Ex-officio Intervention regarding the elimination of racist incidents from football and the wider field of sports](#)

Furthermore, in April 2019, and in view of the forthcoming elections to the European Parliament on 26 May, the Commissioner organized [an information campaign on Combating Discrimination and Hate Speech in Election Campaigns](#).

**6. [...] ECRI notes that, according to the data provided by the Commissioner's Office, its operational budget has remained relatively stable, with a slight annual increase in absolute terms, except in 2021. ECRI also notes that the budget for the operations of the equality body proper was of € 379,246 in 2020.**

**Note 5:**

*Every year, Commissioner's budget is prepared by his/her Institution upon their needs and also upon its strategic plan. The proposed budget is approved as a whole by the Parliament via its submission by the Ministry of Finance. This way, the Commissioner is provided with the necessary financial, technical and human resources to fulfil his/her broad mandate. Following the approval of its budget, the Institution has absolute management and control of the appropriated funds.*

*The amount included in the budget is every year more than enough to meet the needs of the Institution, since it is prepared by our Institution upon our needs and the strategic plan. For this reason, in the last 10 years (at least), the entire amount included in the approved budget has never been spent, but by the end of each year, part of it remains unused.*

*Commissioner's Institution's operating budget for 2022 amounted to 2.132.010 euros, compared to 2016 which amounted to 1.823.357 euros.*

*At the same time, the corresponding budget of the Equality Body has also been increased. Specifically, the Officers dealing with Equality Body issues have increased from 10 to 12 and will be further increased after the recruitment of seven (7) new Officers.*

**7. According to data submitted to ECRI by the Commissioner's Office, 165 complaints were received in 2021; 65 in 2020; 71 on 2019; 52 in 2018; 57 in 2017 and 35 in 2016. The institution upheld the complaints and issued a recommendation in about one third to more than half of the cases. A significant number of these complaints related to religion and beliefs in 2021. In the light of ECRI's findings in the present report and in order to detect any underreporting, ECRI encourages the Commissioner to conduct inquiries into potential racism, intolerance and discrimination towards various groups, including refugees, asylum seekers and migrants, on the basis of the anti-discrimination legislation.**

**Note 6:**

*In all cases of complaints regarding racism, intolerance and discrimination, at which is found that there is discrimination and the competent authorities/services do not ensure its removal during the investigation of the complaints, a relevant report is submitted with specific recommendations and suggestions.*

*Indicative, many Reports/Interventions have been submitted regarding vulnerable groups of people, such as domestic workers, migrants, asylum seekers, Roma, persons with disabilities, pregnant women, prisoners etc.*

*However, because in some cases the competent authorities/services involved may remove discrimination against the vulnerable persons who apply to the Commissioner, there is no need to proceed with the submission of a Report about their cases.*

*Also, some times the relevant complaints submitted to the Commissioner are not justified and/or the claims of the complainants are not true, and therefore the Commissioner does not proceed to submission of a Report.*

*However, in all cases where the complaints are justified and discriminatory treatment exists, relevant reports are submitted, based on the provisions of the relevant anti-discrimination legislation [Combating of Racism and Other Discrimination (Commissioner) Law of 2004 (L.42(I)/2004)], as well as in the corresponding cases where a discrimination issue is examined by the Commissioner ex-officio.*

**8. *ECRI noted that the annual report of the equality body for the years 2017, 2018 and 2019 were published in a single document only in 2020 and encourages annual reporting.***

**Note 7:**

*The Annual Report of the Equality Body was issued uniformly for the years 2017, 2018 and 2019, purely for practical reasons. However, at the same time, Commissioner's Annual Reports that were issued consistently every year, they included separate chapters on the work and actions under all the mandates of the Commissioner, including his/her mandate as an Equality Body.*

*However, in addition and over and above to the Annual Reports in which separate chapters are included regarding all the mandates of the Commissioner, since 2017 separate Annual/Activity Reports are published for all the mandates of the Commissioner.*

*Specifically:*

- *Annual Report of the Commissioner acting as Equality Body, 2017 - 2018 – 2019*
- *Annual Report for the year 2020, under Commissioner's mandate to act as Equality Body*
- *Action Review 2017 - 2020 for the National Human Rights Institution*
- *Activity Report under Commissioner's mandate as an Independent Mechanism for the Promotion, Protection and Monitoring of the UNCRPD, 2017 - 2018 – 2019*
- *Activity Report for the year 2020, under Commissioner's mandate as an Independent Mechanism for the Promotion, Protection and Monitoring of the UN CRPD*
- *Action Review of National Preventing Mechanism for the years 2018 & 2019*
- *Action Review of National Preventing Mechanism for the year 2020*
- *Action Report 2018 - 2019 - 2020: Forced Returns Monitoring Mechanism*

*The Annual Report for the year 2021, as well as separate Annual Reports for the year 2021 for all the mandates of the Commissioner, including a separate Annual Report regarding Commissioner's mandate to act as Equality Body, have been prepared and soon will be submitted to the President of the Republic and then been published.*

*At the same time, Annual Reports for the year 2022, are under preparation.*

***LIST OF RECOMMENDATIONS (page 35)***

***1. (§3) ECRI reiterates its recommendation that the Commissioner for Administration and Human Rights be granted the right to initiate and participate ex officio in court proceedings, in line with § 14c of ECRI's General Policy Recommendation No. 2 on equality bodies to combat racism and intolerance at national level.***

**Note 8:**

*See Note 1*

## **Ministry of Education, Culture, Sport and Youth (MOECSY)**

### **COMMITMENT TO DEMOCRACY AND HUMAN RIGHTS THROUGH THE CURRICULUM FOR PUBLIC SCHOOLS**

The “Curriculum for Public Schools of the Republic of Cyprus” (2010), aims to create a democratic school - a common school environment for all children where all children achieve the goals of education and a human school with respect for human dignity and to the right of childhood and youth. According to the Curriculum, "Democratic school" means a school in which all children attend together – independently of any particularity they may have - to prepare for their common future. It also means a school in which no child is excluded from having everything that characterizes an educated person. Unlike the traditional school, which focuses on providing equal opportunities to all children and rejects responsibility for inequality in results, the democratic school is organized in a way that provides all children with the opportunity to achieve all the goals of education, without any discounts on the quantity and quality of educational goods. "Human school" is defined as the school in which no child is excluded, marginalized, stigmatized, despised or is unhappy due to any particularity. It is a school of absolute respect for human dignity and a school in which students have the right and the opportunity not to experience childhood and adolescence exclusively as periods of particularly arduous preparation for adult human life (as in the traditional school) but as the most creative and happy periods of human life. Certain subject matters, such as Health Education contain specific learning objectives related to human rights education.

### **INCLUSION IN PRE-PRIMARY AND PRIMARY EDUCATION**

Education in public schools is focused on the acceptance of difference, tolerance as well as the respect for other cultures, in order to prepare tomorrow’s citizens for living in a multicultural environment. Towards this end, the Ministry of Education, Culture, Sport and Youth (MOECSY) gives great emphasis on ensuring equal access to education for all children living on the island, taking into account that the right to education is safeguarded in the Republic’s Constitution. Free and accessible education is offered to all pupils without prejudice based on gender, abilities, language, color, religion, political beliefs or ethnic background. All necessary measures are taken so that effective access to basic and inclusive education for all is guaranteed. During the period under review, a systematic effort has been made to increase access to education for all children and strengthen the quality of the education provided. Through its three-year strategic plan for the period 2022-2024, the MOECSY is aiming to ensure the provision of learning opportunities to all learners, through the implementation of an educational policy which embodies the values of equality, inclusiveness, creativity and innovation. Our basic goal is to increase access to quality education and provide opportunities for all learners to become successful in their learning, through modernising teaching methods and approaches, designing and implementing modern developmental programmes and creating the infrastructure that can facilitate high quality education. The vision of the MOECSY is to form literate citizens with skills, responsibility, democratic ethos, historical identity as well as respect for diversity.

### **INCLUSION IN SECONDARY EDUCATION**

The right of education for all children is safeguarded by Article 20 of the Constitution of the Republic of Cyprus<sup>1</sup>. Moreover, the equality of all the children enrolled in schools is guaranteed by the legislation. The new regulations for the operation of public secondary schools that were

---

<sup>1</sup> Available at [http://www.law.gov.cy/law/lawoffice.nsf/all/2C728033C2E52985C225742B003229FC/\\$file/Constitution%20of%20the%20Republic%20of%20Cyprus.doc](http://www.law.gov.cy/law/lawoffice.nsf/all/2C728033C2E52985C225742B003229FC/$file/Constitution%20of%20the%20Republic%20of%20Cyprus.doc)



issued in February 2017<sup>2</sup> clearly state that any person or public authority involved in the interpretation or implementation of the regulations is obliged to refrain from “*any discrimination based on race, colour, gender, language, religion, political and other beliefs of the child or his/her parents or guardians, citizenship, ethnic or social origin, economic situation, disability, birth, sexual orientation or any other situation*”. Thus, any discriminatory attitudes against all children are strictly forbidden.

The inclusion of children with special needs is a matter of major policy for the MOECSY in Cyprus, that is in line with current international conventions and philosophical thought. The adoption of this policy has been accompanied by a change in perceptions, beliefs, and attitudes of society towards children with special needs, whether they are in the educational system or in the community.

The policy is expressed within the Special Education Law 113(1) of 1999, the Regulations for the Early Detection of Children with Special Needs 185(1)/2001, and the Regulations for the Training and Education of Children with Special Needs 186(1)/2001. These last two regulate the implementation of the new law as from September 2001.

The legislative framework secures the children’s right to education, regulates the procedures regarding the identification of children with special needs and their placement in the most appropriate setting as well as the facilities and resources needed to be provided in each case.

The MOECSY has been working for three years on a new legislative framework under the umbrella of the Structural Reform Support Service (SRSS) of the European Commission in cooperation with the European Agency for Special Needs and Inclusive Education, in order to make the educational system more inclusive and ensure that mainstream schools are accessible to all pupils. The draft of the new legislation and regulations is under study by the competent authority and will be sent to the Legal Service for approval. The new law will provide better quality education and therefore all pupils regardless of their age, disability, race, language or religion will have equal opportunities to reach their full learning potential along with their peers.

Moreover, the Secondary General Education has undertaken a project for seeking comprehensive strategies and policies to combat the issue of dropouts and student disengagement. The project was also undertaken by Technical Support Instrument (TSI) of the European Commission. After studying thoroughly international and European literature and good practices, the support program considering situational characteristics and the views of many stakeholders in Cyprus and relevant policy measures already in action has ended last April by suggesting a comprehensive and holistic action plan consisting of five interwoven building blocks. The suggested measures were designed to benefit both General Secondary Schools and Vocational Educational Training (VET schools). The measures also provide answers to the existing gap between education and the labour market, and it is designed according to the principles of inclusive education.

The MOECSY has asked for a follow-up TSI support which will focus on the determinants of and barriers for the successful implementation of the proposed policy measures and provide a governance framework and an implementation roadmap. Moreover, the new TSI support will prepare the ground for the necessary legislative changes. The European Commission has agreed to provide this support to Cyprus. The new TSI project will be kicked-off early next year.

## **ACCESS TO HIGHER EDUCATION FOR ALL**

The Strategic Plan of the MOECSY sets as a main goal the “Access to Higher Education for All”. In order to achieve this goal, several actions have been taken place, deriving from either the national laws/policies or the policies of the Institutions of Higher Education (IHE). For example,

---

<sup>2</sup> Available at

[http://www.moec.gov.cy/dme/nomothesia/mesi/b\\_peri\\_leitourgias\\_dimosion\\_scholeion\\_mesis\\_ekpaidefsis\\_kanonismoi\\_kdp\\_60\\_2\\_017.pdf](http://www.moec.gov.cy/dme/nomothesia/mesi/b_peri_leitourgias_dimosion_scholeion_mesis_ekpaidefsis_kanonismoi_kdp_60_2_017.pdf), Part 2: 3.-(1) (α)

under the National Law of the Conduct of the Pancyprian Examinations for Entry at the Public Higher Education Institutions of Cyprus and Greece all secondary education graduates are entitled to participate in the Pancyprian (National) Exams, without exclusion. Additionally, a number of candidates from vulnerable groups who pass the Pancyprian Examinations can be admitted to Public Institutes of Higher Education (IHE) based on Special Criteria (including that of disadvantaged socio-economic background), provided that they satisfy the minimum entry requirements already set in the relevant law. Financial support is also provided to students (especially those from disadvantaged backgrounds), in several ways. Indicatively, a 'student grant' can be awarded to undergraduate and graduate students studying at the accredited programmes of study in order to support their studies in Cyprus and/or abroad. The amount of the grant is based on the family income. The 'student allowance' is a targeted need-based grant to cover living expenses, books, rental and computer expenses of undergraduate students based on their socioeconomic status. The grant provider is the Student Welfare Service, established under the MOECSY, which is responsible for both the 'student grant' and the 'student allowance'. At an institutional level, several IHE have set policies to address exclusion and marginalization. For example, the University of Cyprus has established the Office for Diversity, Equality and Inclusivity which aims to create a fair, safe and pleasant environment, where all students and staff members, within and beyond their multiple identities, will be supported, both in their professional and personal development.

### **SPECIAL EDUCATION REFORM**

Special education and training is provided in public schools to children with special needs from the age of three until the completion of their studies. Within the current legal framework, the necessary assistance and support is provided to children with special needs, of all levels of education (Primary, Primary, Secondary and Higher). The aim is the development of children in all areas (social, emotional, educational) and their pre-vocational and vocational training, where possible.

Children with special needs, for whom the District Committees of Special Education and Training decide to provide special education and training or any other facilities, are entitled to free attendance at a public school. Following a decision of the District Committees of Special Education and Training, Special Education and Speech Therapy is provided to children attending ordinary public school (primary or kindergarten) classes, in which the appropriate infrastructure has been created. An Individual Education Program is prepared for each child, adapted to his own educational needs.

The MOECSY has as its primary goal, both the development of human resources, which staffs the various services of Special Education, as well as the information and awareness of inspectors, school principals, class teachers and Special Education teachers regarding basic provisions of the legislation and the obligations of each member of the school unit, towards the children with special needs, who attend their school. This is achieved through in-service conferences and meetings, optional seminars of the Cyprus Pedagogical Institute (CPI), conferences and seminars organized by specialized experts invited from abroad.

The European Agency for Special Education and Inclusive Education is, as it has already been mentioned, currently assisting the MOECSY in the framework of the reform of Special Education in Cyprus. This assistance is provided through the actions of the first and second phases of the EU Structural Change Support Program (SRSP). The Second Phase focused on the completion of the Special Education Reform in Cyprus. The recommendations propose various structures and bodies that are considered a key element for the successful implementation of the new law and the accompanying regulations. The work for the second phase of the reform is currently taking place.

## ANTIRACIST POLICY

The MOECSY's antiracist policy «Code of Conduct against Racism & Guide for Managing and Recording Racist Incidents» is being implemented with the support of the CPI since the school year 2014-2015. The antiracist policy was developed based on the Follow-up Report of Cyprus for Recommendation No 20[1] and a recommendation by the Anti-Discrimination Body. The development and implementation of the policy responds to the European Commission's against Racism and Intolerance guideline No 10[2] and is also in line with various international and European conventions that Cyprus has ratified, such as the Convention on the Rights of the Child[3], the Council of Europe's Recommendation CM/Rec(2010)5 of the Committee of Ministers to member states[4], the Convention on the Elimination of All Forms of Violence Against Women[5], and the European Social Charter[6].

The policy conceptualizes racism in a broad manner, including all sorts of discrimination. It includes definitions of basic concepts which form the theoretical background (e.g. racism, racist incident, discrimination, stereotypes, diversity, etc.), outlines the responsibilities and commitments, expected by each member of the school community, and provides the steps to be followed by schools for dealing with racist incidents in a practical rubric. It provides schools and teachers with a detailed plan on how to deal with and prevent racist incidents. As the antiracist views diversity as a multidimensional phenomenon, involving various aspects of people's identities, it is expected to contribute to the decrease of bullying and discrimination based on any form of diversity in schools, including religion, beliefs, ethnicity, language, appearance, disability, gender, sexual orientation, etc.

The anti-racist policy includes homophobia and transphobia within the types of racist incidents that may be identified, managed and recorded. Homophobia in the "Code of Conduct against Racism and Guide for Managing and Recording Racist Incidents" is defined as *"The fear, aversion or discrimination against homosexuality or homosexuals. Homophobia may also include hatred, hostility or disapproval of homosexual people and behaviour, which could ultimately lead to the manifestation of intolerance. It may also manifest in a dangerous manner such as through verbal abuse or homophobic hate crimes like assaults, beating and even murders"* and transphobia as *"The aversion, hostility or discrimination against people who may identify with a sex other than that which they were assigned to at birth through e.g. their wardrobe, use of cosmetics, hormone treatment or gender reassignment surgery"*. Based on the antiracist policy of the MOECSY, the steps for managing racist incidents at school (including sexist, homophobic or transphobic) are as follows:

1. The incident is observed by children or teachers and is reported to the teacher responsible for the policy at the school or another teacher who is closer, if necessary.
2. The teacher who is a witness or is the first to be informed about the incident:
  - intervenes to stop it
  - provides immediate support and safety to the victim
  - immediately informs the Responsible Teacher.
3. The Responsible Teacher:
  - confirms that the victim / victims who were the target of the racist incident are safe
  - informs the Director
  - discusses the incident in separate and joint meetings with all the children and teachers involved (victims, perpetrators, spectators)
  - notes the details in the racism report form.

4. The management of the school proceeds to the imposition of the appropriate sanctions based on the provisions of the Operating Regulations of the school. If the persons involved are monitored by an Educational Psychologist, then the process of imposing sanctions is done in collaboration with the Educational Psychology Service.

5. The school, where needed, will cooperate with the Educational Psychology Service for the incident management, which concerns all the children involved, victims / perpetrators / spectators. The cases, known to the Service, will be dealt with by the educational psychologist of the school, in order to manage the situation, serving mainly individual needs of students and at the same time, reducing tensions in the school environment, with targeted interventions. For cases where there was no prior cooperation and there is a need for intervention or evaluation, referrals will be sent to the Service, with an urgent nature, always in consultation with the educational psychologist of the school. Some incidents, which lurk further risk, the educational psychologist of the school will refer to the Department of Mental Health Services for Children and Adolescents - Ministry of Health, for further evaluation and possible intervention by a child psychiatrist. Emergencies can also be referred by the School Counselor, in consultation with the relevant educational psychologist, with a special, joint referral form of the two specialized services of the Ministry. It is also mentioned that some cases are served by Clinical Psychologists and Child Psychiatrists, through the European Program DRASE of the Ministry. All the schools that belong to this institution, are served by these two specialties by purchasing services, in the school area, as further reinforcement and support of the needs of the students.

6. The management of the school informs the Observatory for Violence by sending and inviting the Educational Psychology Service for their own actions and the OAP, if necessary, if the incident is considered very serious or if it is caused by the same person for the umpteenth time.

7. The Responsible Teacher submits electronically aggregated data on the racist incidents at the end of each year.

Since 2018, the CPI continues to organize and facilitate a “School Network for the Support of Antiracist Policy Implementation”, which supports teachers from schools of all levels wishing to participate in the network while their school implements the MOECSY antiracist policy<sup>3</sup>.

The network for the current school year, 2021-2022, consists of 33 schools of all levels. Several online (due to the pandemic) meetings are conducted each year, aiming to empower and train these teachers in relation to the theoretical and practical aspects of the antiracist policy. Specifically, in relation to the conceptualization of racism in a broad manner, including all sorts of discrimination on a local and global level, the definitions of basic concepts which form the theoretical background (e.g. racism, homophobia, transphobia, sexism, antigypsyism, racist incident, discrimination, stereotypes, diversity, etc.), the responsibilities and commitments, expected by each member of the school community, and the steps to be followed by schools for dealing with racist incidents. The theoretical concept of intersectionality permeates all trainings conducted, as the antiracist policy views diversity as a multidimensional phenomenon, involving various aspects of people’s identities and contributes to the decrease of discrimination based on any form of diversity in schools, including religion, beliefs, ethnicity, language, appearance, disability, gender, sexual orientation, etc. In addition to the trainings, every year, the CPI offers support to the Network schools in the following ways:

---

<sup>3</sup>. The antiracist policy «Code of Conduct against Racism & Guide for Managing and Recording Racist Incidents», implemented since 2014, was developed based on the Follow-up Report of Cyprus for Recommendation No 20 and a recommendation by the Anti-Discrimination Body. The development and implementation of the policy responds to the European Commission’s against Racism and Intolerance guideline No 10 and is also in line with various international and European conventions that Cyprus has ratified, such as the Convention on the Rights of the Child, the Council of Europe’s Recommendation CM/Rec(2010)5 of the Committee of Ministers to member states, the Convention on the Elimination of All Forms of Violence Against Women, and the European Social Charter.

- Continuous update of website (presentations, FAQs, supportive material etc)
- Support helpline (phone and email)
- Parents information leaflet about the policy in 7 languages (Greek, English, Arabic, Turkish, Russian, Romanian, Bulgarian)
- Focused training opportunities (school based seminars, optional afternoon seminars, network meetings, conferences in collaboration with relevant NGOs and Bodies, e.g. UNHCR, Commissioner for Children’s Rights etc).

Overall, the Network, employing an intersectional approach, identifies and aims to empower teachers and schools in dealing with challenges that relate to the implementation of antiracist policies not only in Cyprus but across the world: the under-reporting of racist incidents, the need for accountability on behalf of organizations and individuals, the development of contextually appropriate pedagogical interventions based on the racisms operating in each context and, the constant awareness of the continually changing and evolving racisms across the globe.

During the school year 2020-2021, 124 out of 475 schools across Cyprus have sent the annual report of racist incidents in June 2021. Out of the 124 schools, 86 did not record any racist incidents, while 38 schools recorded 124 racist incidents:

<b>RACIST INCIDENT BASED ON</b>	<b>NUMBER OF INCIDENTS</b>
AGE	59
ETHNICITY	28
ABILITY	23
COLOUR	13
LANGUAGE	5
GENDER	9
COMMUNITY	9
OTHER CHARACTERISTIC	5
SEXUAL ORIENTATION	5
RELIGION	3
GENDER IDENTITY	3
DISABILITY	3
POLITICAL OR OTHER BELIEFS	1
CITIZENSHIP STATUS	1

The victims and perpetrators were mostly students and, in fewer cases, teachers or other school community members, as the following table shows:

	<b>VICTIMS</b>	<b>PERPETRATORS</b>
STUDENTS	120	135
TEACHERS	9	10
OTHER SCHOOL COMMUNITY MEMBERS	2	4
<b>TOTAL</b>	<b>131</b>	<b>149</b>

Most racist incidents that were recorded took place in the school yard and in the classroom, while fewer took place in the football court and the school corridors. At the same time, fewer racist incidents were recorded having taken place outside the school and in other spaces (eg. online):

<b>SPACE</b>	<b>NUMER OF INCIDENTS</b>
SCHOOL YARD	69
CLASSROOM	32
FOOTBALL COURT	17
CORRIDORS	1
ONLINE	7
OUTSIDE THE SCHOOL	6

Most racist incidents were reported to the teachers responsible for the recording by the victims, as the following table indicates:

<b>REPORTS FROM</b>	<b>NUMBER OF CASES</b>
VICTIM	100
TEACHER WITNESS	43
STUDENT WITNESS	42
STUDENT WHO HEARD ABOUT IT	9
TEACHER WHO HEARD ABOUT IT	9
OTHER INDIVIDUAL	5

Based on the antiracist policy guidelines, the recording and managing of racist incidents is accompanied by consequences, based on the school regulations. The schools which recorded racist incidents, reported the following consequences for students who were involved in racist behaviours:

CONSEQUENCE	NUMBER OF CASES
REMARK	111
COMMUNICATION WITH HOME	78
REFLECTION SHEET	68
DISCUSSION	64
DEPRIVATION OF PARTICIPATION	23
WRITTEN REMARK	18
COMMUNITY SERVICE	10
OTHER	4
COMPENSATION	1

The creation of the school network appears to be the most effective support strategy for schools implementing the policy. The school teams created in the various districts had the opportunity to exchange experiences and views on policy implementation processes and reflect on their role and ways of managing the behaviours of colleagues, children and parents. The support of schools and teachers for the implementation of antiracist policy by the CPI has been multi-dimensional and ongoing throughout the year (eg. educational activities in various contexts and lines of communication).

#### **NATIONAL STRATEGY FOR DISABILITY**

The National Disability Strategy sets out the vision, values, strategic aspirations and goals of the Republic of Cyprus for the realization of the rights of citizens with disabilities and directs state actors to actions that will add value and further improve its quality. life of people with disabilities. The strategic aspirations and objectives of the MOECSY in the framework of the National Strategy for Disability are:

- Development, training and quality upgrade of the human resources of education
- Modernization of administrative structures of the educational system and school units
- Providing training and upgrading its content, evaluation and effectiveness
- Support and reinforcement of each student, with recognition of diversity
- Early diagnosis of disability, with the operation of appropriate structures and services to which the child will have access
- Early child intervention with services of the required specialties, which will prevent or treat or address the effects of disability and environmental barriers on the child
- Promoting access to education for all
- Promoting actions to remove stereotypes in education against women and girls with disabilities

The three-year National Action Plans for Disability are the main tool for achieving the strategic goals and objectives set with the First National Strategy for Disability 2018-2028 (Decision of the Ministry of Health 19.12.2017). The Third National Disability Action Plan (2021-2023) is now being implemented. The strategies, aspirations, goals and actions of the MOECSY for the third National Action Plan for Disability 2021-2023 respond to the following:

- Articles 1-4, 5, 7, 9, 24 of the UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities

- Recommendations 10, 12, 18, 20, 22, 40, 46, 50 of the UN Committee on the Rights of Persons with Disabilities issued on 8.5.2017
- Proposals 8, 17, 37, 38, 39, 49, 58, 138-140, 142, 144, 147, 149, 151 of the Pancyprian Alliance for Disability, Strategic Action Plan for Civil Society Disability, December 2020.

In this context and based on its capabilities in relation to its human resources and budget, the CPI organizes various training activities for teachers in the field of Education for the Disabled, as the institutional body of professional learning of teachers in the MOECSY. The actions of PI in the last 3 years are part of the National Action Plans for Disability, utilizing its existing structures for the training, empowerment and support of teachers and parents. Conferences and Workshops and Specialized Seminars are also organized on the basis of diagnosed needs in collaboration with the Special Education offices of the School Education Directorates.

## **NATIONAL STRATEGY FOR PREVENTING AND ADDRESSING SCHOOL VIOLENCE**

The MOECSY has designed and developed the National Strategy for Preventing and addressing School Violence, which has a four-year timeframe of implementation (2018 -2022). According to its role and responsibilities, and based on the aforementioned Strategy, the Cyprus Observatory on School Violence (COSV) of the CPI has developed and implemented actions that aim to prevent and address bullying and violence in schools. COSV provides support to school units for the implementation of actions and programs aimed at improving the school climate, with the ultimate aim of reducing violence in schools. These programs, which are school-based and they have a two-year duration, are the “Conflict Resolution - School Mediation” and the “Recognition and Management of School Bullying”. The COSV supports schools in the implementation of anti-bullying programmes, which deal with recognizing, preventing and combating bullying. With the “Conflict Resolution - School Mediation” schools are encouraged to find effective way of resolving student conflicts as well as alternative way of managing conflict situations at school. During the school year 2019-2020, 64 schools (3 nursery schools, 52 primary schools and 9 secondary schools) received such training and support. Guidelines on how to handle conflicts or bullying were produced and disseminated at the training courses. Also, educational material to assist teachers on how to undertake activities with children to enhance their competences needed for prevention and management of school violence was produced and disseminated. The curriculum of this material includes activities to enhance anger management, team-building, empathy, emotional intelligence, social and communicative skills, tolerance, acceptance of diversity, mediation skills, anti-bullying skills, conflict management etc. It must also be noted that, the MOECSY in the framework of the implementation of the National Strategy for the Prevention and Management of School Violence, in June 2018, announced an Open Tender for services by a researcher to conduct a long-term research on the phenomenon of school violence. The responsibility for monitoring the implementation of the Convention was assigned to the Observatory for Violence at School (COSV), within the terms of its mandate. The project is part of the first section of this National Strategy, which provides for the creation of mechanisms for data collection, coding and analysis and reporting of key outcomes around the phenomenon, extent and forms of violence at school. The Ministry of Culture, through the creation of these mechanisms, seeks to monitor the phenomenon of violence at school, identify needs and evaluate the effectiveness of existing interventions / programs in order to make research-based decisions and, in general, to formulate effective policy. This research is the first step in the effort to reduce violence in the Cypriot population and is the first to be addressed to all schools in Cyprus. It will be completed in four (4) school years, from the date of signing the Contract and includes data collection for three (3) consecutive years (2020-2023) from all Public and Private schools in Cyprus, of all levels (Pre-primary, Primary, Secondary General, Secondary technical and Vocational. Moreover, the COSV collects data concerning good practices for the prevention of violence in schools, it evaluates these practices and it organizes an annual conference where the best practices are awarded, thus receiving visibility and outreach. Finally, COSV collaborates with other stakeholders involved in preventing and responding to school violence. In addition, COSV participates as a partner in the following European projects:



- Erasmus+ KA3 project entitled “SeBI: Securing the Best Interest of the Child in Educational School Administration” (November 2019 – November 2022). The SEBI project, aims at providing valuable advice and suggestions which can be adopted across Europe regarding the assuring of the best interest of the child in Educational School Administration. It particularly aims to safeguard the best interests of children with migrant background.
- Erasmus+ KA3 project entitled “SAFER: SociAl competences and FundamEntal Rights for preventing bullying (including on-line bullying)” (1/12/20 – 30/11/23). This project aims to experiment the innovative method of “Whole School & Community Approach” in preventing and combating bullying.
- Erasmus+ KA2 project entitled “CICADA: Children’s life quality: participation, recreation and play” (October 2019 – October 2021). This project aims to map children’s and young people’s quality of life and to inform policy about existing and emerging good practices, challenges and opportunities across the partner countries.

## **GENDER EQUALITY**

The MOECSY is focused on ensuring equal opportunities in education for all genders on a non-discriminatory basis at all levels of education. The Ministry has formed an Interdepartmental Committee with representatives from all its departments and services. This Committee oversees and coordinates all gender equality issues related to actions taken. The work of the Committee focuses on the development of an Action Plan, every three years, which promotes gender equality which is targeting to the inclusion of gender equality in matters related to the structures of the educational system and to the teacher in-service training. Examples of the implementation of the action plan are given below:

- Training of teachers and parents on issues related to gender, through school-based training seminars, training programmes and conferences (CPI).
- Creative writing – Short story Competition regarding gender equality and mental empowerment during the pandemic of COVID-19 (school year 2020-2021)
- CPI website dedicated to Gender Equality with useful information, bibliography and teaching material for promoting equal opportunities of both genders and gender mainstreaming in the educational process.

## **HUMAN RIGHTS EDUCATION THROUGH THE HEALTH EDUCATION CURRICULUM**

The MOECSY invests into the task of promoting human rights education through the cross-curriculum and extra-curriculum dimensions. Active citizenship education is integrated into all subjects, is reinforced with teacher training and assessed through the work of the inspectors. The Health Education Curriculum and learning objectives include clearly defined success indicators related to human rights and further strengthen capacity building for human rights. The MOECSY implements human rights, antiracist and intercultural education through the Health Education Curriculum (HEC) since 2011. The HEC and the learning objectives include clearly defined success indicators related to issues concerning human rights education. More particularly, the success indicators of HEC include indicators associated with intimidating behavior ( such as ... “perceive intimidating behavior, to recognize and resist this”, “to propose solutions for addressing the phenomenon of bullying in the school”) violence (such as “distinguish the negative consequence arising from any form of exclusion or discrimination”, “to distinguish forms of violence, physical, sexual, psychological, socioeconomic”) social identities/gender development (such as “recognizing factors that affect the development of social gender”). Additionally, the curriculum includes success indicators relating to respect for diversity (e.g. "To identify and judge the existence of stereotypes in the immediate and wider surroundings", "To engage in acts of respect for diversity", "To highlight the positive effects of diversity in the classroom, in the family and in their community”, “critically analyze diversity in sexual orientation”). The success indicators included in HEC relate to human rights and taking action for peaceful coexistence (e.g. "To suggest and to manifest behaviors that show respect for the rights of others at school", "To describe the rights of the child, such as those contained in the Convention on the rights of the child of the UN" and "To propose and implement actions that contribute to defending the rights of the child in school and community”, "To recommend and to engage in acts or actions that promote healthy coexistence/symbiosis of people at school and in the community»).

## **HUMAN RIGHTS EDUCATION IN SECONDARY EDUCATION**

The underlying philosophy of all subjects of the curriculum in secondary schools gives emphasis, amongst others, in raising awareness against racism and intolerance and in promoting the respect of human rights. More specifically, the Home Economics, Health Education curriculum has been established, taking into consideration, the development of healthy citizenship in a modern multicultural society, the raising awareness of racism and intolerance, the respect of human rights, the environmental protection and sustainable development. The content of Home Economics (Gymnasium and Lyceum) is analyzed in four fields, each one consists of different modules. Two of the four fields which analyze and emphasize the development of the above are:

- The creation and improvement of social self
- Creating an active citizen

Students taking the Home Economics course (obligatory module in Gymnasium, optional core module in Lyceum) have the opportunity not only to develop communication skills but also to emphasize in understanding the right to live in a multicultural society and to respect other people's boundaries. Through the modules of Healthy Relationships and Sexual and Reproductive Health, students have the ability to discuss about human rights in depth and to become familiar with all the aspects of a person's right in life.

The new regulations for the operation of public secondary schools that were issued in February 2017 strictly forbid any discriminatory attitudes against refugee and migrant children.

The creation of a sensitization culture against racism and intolerance and the promotion of equality and respect is also an integral part of the Curricula of various subjects in Secondary Education (e.g. History, Literature, Modern Greek Language, Religious Education).

## **HUMAN RIGHTS EDUCATION IN HIGHER EDUCATION**

Although the Department of Higher Education of MOECSY is not involved in the design of the curriculum of the programmes of studies offered by the IHE, a recent mapping of the courses on human rights offered and the available personnel with expertise in human rights education (undertaken by the Department of Higher Education in the context of the activities of the Anti-corruption Committee of MOECSY) shows that the Institutions of Higher Education offer specific courses/programmes for human rights. Also, they have personnel with expertise in related subjects.

## **GUIDE TO PREVENTING AND CONTROLLING HOMOPHOBIC AND TRANSPHOVIC BULLYING IN EDUCATION IN THE CONTEXT OF THE NETWORK FOR THE PREVENTION AND COMBATING OF HOMOPHOBIC AND TRANSPHOVIC BULLYING IN EDUCATION**

The CPI participates in the Network for the Prevention and Combating of Homophobic and Transphobic Bullying in Education, which is part of the activities of the HOMBAT Project mentioned above. In this context, the Teacher's Guide to Responding to Homophobia and Transphobia in Education was developed, which is posted on the website of the CPI. The Guide was published with the support of the "Network for the Prevention and Combating of Homophobic and Transphobic Bullying in Education", at the initiative of the European Program "HOMBAT: Combating HOMophoBic and Transphobic bullying in schools". The Network consists of the following bodies and organizations: Observatory for Violence at School, CPI, Counseling and Vocational Education Service and Home Economics Inspection Office of the MOECSY, Office of the Commissioner for Administration and Protection of Human Rights, Office of the Commissioner for the Protection of the Rights of the Child, Cyprus Youth Organization, Office of the Vice Chancellor for Research and Academic Staff of the University of Nicosia, Frederick University of Cyprus in Educational Technology and Research Center CARDET. The purpose of the Guide developed is to inform and sensitize the School

Administrations, the teachers of all levels and specialties, the Inspectors, the Educational Psychologists, the Social Welfare Services Officers who work with schools, health visitors and in general all individuals and organizations working with / for children in education, on the prevention and effective management of homophobia and transphobia in education.

### **SEXUALITY EDUCATION**

In terms of prevention of homophobia within the school, the MOECSY continues to implement sexuality education based on World Health Organisation guidelines<sup>4</sup>, through the implementation of the Health Education Curriculum. The topics that are related to sexuality education are mostly included in the thematic unit "*Family Planning, Sexual and Reproductive Health*". The unit includes topics that are related to a holistic understanding of sexual and reproductive health, such as the national and European legal framework, stereotypes, domestic and other forms of violence, risky sexual behaviour, homophobia, the role of religion and media etc. These topics are approached in relation to the role of peer pressure, life values, gender stereotypes, self-confidence, safety, human rights and responsibilities and substance abuse. This unit is not approached independently but is offered to draw links with other Health Education Curriculum thematic units as well as other subjects, in order to ensure the holistic negotiation of sexual health issues. Therefore, pupils have the opportunity to understand that sexuality and sexual behaviours are related to their lives in general, the lives of others and the so society as a whole<sup>5</sup>. The Health Education Curriculum does not agree or disagree with the ideas expressed in the media or by religion, as the aim is to enable pupils to critically discuss the potential roles of the media or religion in the way people think or behave. It therefore, provides a platform through which homophobia may be identified and prevented.

Sexuality education, as included in Health Education, may contribute to the prevention and dealing of social problems such as sexual violence, bullying, unwanted pregnancies in teenagers, homophobia, risky sexual behaviours, HIV/AIDS and other STDs, reproduction of gender stereotypes, violence against women, stigmatization and discrimination of marginalized groups such as LGBT students etc. Based on the methodological approach of Health Education, sexuality education is approached in a way that no students, from any background, will feel insulted, excluded or uncomfortable during the lesson. On the contrary, each student is empowered through their own cultural and ethical framework in order to acquire the skills and adopt the attitudes, values and behaviours which enhance their resistance to the early initiation of sexual activities and/or involvement in high risk sexual behaviours.

The learning objectives of sexuality education in the Health Education Curriculum aim to the promotion of critical analysis of the various perspectives on issues of sexuality and not to a moralistic position in favour of against any choice of sexual behaviour. Sexuality education, based on the Health Education Curriculum, does not aim to teach what is 'right' or 'wrong' in relation to family planning and sexual life<sup>6</sup> - always in the context of international, European and national legal framework and of the International Declaration of Human Rights. The learning objectives are based on the health promotion approach and aim to provide opportunities to students in order to critically explore the various social factors which determine issues of sexuality, and to understand the ways in which society may influence the attitudes, choices and behaviours of a person in relation to sexuality issues.

The CPI continues to support teachers with multiple types of teacher training on the Health Education Curriculum every year. For example, the CPI repeated a series of trainings for primary education teachers for the school year 2020-2021 on teaching sexuality education through the

---

<sup>4</sup> WHO-Europe and Federal Centre for Health Education BZgA, (2010). *Standards for sexuality in Europe. A framework for policy makers, educational and health authorities and specialists*. Cologne: WHO Europe and Federal Centre for Health Education BZgA

<sup>5</sup> Ioannou, Kouta, Constantinidou, Ellina, (2014), Sexuality Education as a Collective Responsibility: Health Education Curriculum in Cyprus, *Sex Education Journal*.

<sup>6</sup> Ioannou, Kouta, Andreou, (2015), "Cyprus Health Education Curriculum: from 'victim blaming to empowerment'", *Health Education*, Vol. 115 Iss ¾.

implementation of the Health Education curriculum. A total of 90 teachers participated in a total of three training seminars based on the sexuality education handbook for primary education “Life journey”. They were also informed of the policy regarding the prevention, recognition and dealing of child sexual abuse. The teachers were committed to implement the sexuality education activities in their classrooms and participated in a reflection process during the final meetings. Due to the pandemic restrictions, the trainings were conducted online.

## **MINORITY GROUPS OF CITIZENS OF THE REPUBLIC OF CYPRUS**

The term minority designates the following minority groups of citizens of the Republic of Cyprus, that is the Armenian, Maronite and Latin (Roman Catholic) religious groups composed of citizens of the Republic of Cyprus, who at the time of establishment of the Republic in 1960 opted in accordance with its Constitution to be part of the Greek Cypriot Community (Article 2, paragraph 3 of the Constitution) (hereinafter "*the religious groups*"). Children belonging to these religious groups can attend their respective minority schools.

The MOECSY, in close consultation with the Representatives of the recognized religious groups, the Armenians, the Maronites and the Latins, is promoting several measures to support an equal footing, of the pupils that belong in the religious groups in the school system.

The educational needs of the Armenians and the Maronites are supported mainly through the operation of the Armenian Nareg Schools and Agios Maronas Primary School that are fully subsidized by the MOEC. Furthermore, the Armenian and Maronite School Boards are also financed and the MOEC subsidizes the transportation of Maronite children to Agios Maronas Primary School.

The Armenian language, history, geography and religion are taught in all the Nareg Schools. Moreover, the Nareg schools promote the Armenian identity in extra-curricular activities such as the offering of Armenian dance and music lessons. The Armenian language is also taught in the University of Cyprus and the Adult Education Centres, on demand. Additionally, the MOEC is funding the operation of the NANOR Armenian Childcare Centre.

Agios Maronas Primary School operates as an optional all-day school. The curricula that are implemented in the school are enriched with issues associated with Maronites' history, religion and geography and the process to be further enriched is currently under way. Moreover, the teaching of Cypriot Maronite Arabic (CMA) is taught as an option during the afternoon timetable. CMA is also taught in the Adult Education Centres and the Annual Summer Language Camp for young Maronites in the village of Kormakitis. Additionally, with the initiative of the Maronites, CMA was taught to a group of children on a weekly basis, from 2017 until today.

The MOECSY supports the organization of training seminars for teachers of the Armenian language and CMA, as well as the rest of the staff of the Armenian and Maronite schools. Additionally, the MOECSY subsidizes the purchase and production of books and teaching material for the educational needs of the members belonging to the religious groups.

Regarding the children belonging to the religious groups that choose to attend private schools, the MOECSY subsidizes their tuition fees. The subsidization is significantly higher for Maronite and Latin children attending Terra Santa College and St Mary's School, the private schools that are particularly affiliated with these groups.

In addition to the above measures, it should be added that in the framework of the continuous educational reform the curricula for the subjects of History and Religious Education were enriched with units and success indicators regarding the history, culture, language, religion and identity of the religious groups. In the subject of History in particular, the curriculum contains proposed activities for the designing of projects by students and a list of monuments is included for the organization of planned visits by the teachers, thus promoting the better understanding of the history of the religious groups in Cyprus. Additionally, the curriculum specifically mentions

that through the teaching of history students are expected to develop respect for religious and cultural differences.

As far as the implementation of the Action Plan for the protection and revitalization of CMA is concerned, the scientific work carried out by the researchers, in accordance with the decisions of the relevant Committee of Experts, is now at its eighth phase. At this point the main focus of the researchers is the production of teaching material and the organization of training courses for teachers and speakers of the language. Thus, more emphasis is given at this point to the actual use of the language in everyday life, the production of written texts and the increase of its proficient speakers.

Children belonging to the religious groups also attend public schools, where awareness of the historical presence of religious groups in Cyprus is promoted. Thus, the MOECSY ensures that all children belonging to the religious groups are able to preserve their language, identity and culture.

### **TEACHER TRAININGS IN RELATION TO WORK IN A MULTICULTURAL ENVIRONMENT ON ISSUES OF HUMAN RIGHTS AND DISCRIMINATION**

Many measures have been taken in order to train teaching staff to work in a multicultural environment. More specifically, teacher training was provided in order to support and train educational staff in teaching Greek as a Second Language to children with a migrant background and to Turkish-Cypriot Roma Children.

Teacher training occurs:

- during specific seminars that take place at the beginning of the school year,
- during programmed school visits by supportive educational staff,
- during afternoon and/ or morning seminars,
- during conferences,
- during distance learning seminars.

All material from different trainings and guides is available on line at the website of CPI. In addition, a Moodle Learning Platform was set up at the CPI website since 2019, in order to support educators continuing training, facilitate networking among them, and help them better utilise existing teaching resources concerning the teaching of Greek as a second language.

The CPI organises more than one hundred seminars, conferences and workshops in collaboration with the other Departments of the Ministry and/or other partners yearly. All teacher professional activities are uploaded on the websites of the MOECSY as well as the CPI Facebook page. The CPI offers teacher trainings for the support of teachers in terms of working in a multicultural environment in the context of professional learning (school-based seminars, the yearly two-day teacher training for primary and secondary school teachers one-day trainings, afternoon seminars, professional learning scheme, newly appointed school leaders trainings). Indicative titles for the period in question are seen below:

- "I do not forget" and Critical Education for peace: New openings;
- Bullying;
- Conflict resolution;
- Cultivating empathy;
- Developing positive home-school relations;
- Empowering new generations: Encouraging and cultivating creativity and critical thinking;

- Human relations and crisis management in the school community: From conflict to respect of diversity;
- Implementing the antiracist policy at our school: Challenges in the management of racist incidents;
- Integration of pupils with migrant biography into the mainstream classroom;
- Management of pupils' problematic behaviors - Preventing and dealing with offensive behavior;
- Overcoming prejudice and racism;
- Promoting gender equality in children of 5th and 6th grade;
- Sexuality education and prevention of abuse incidents;
- Stereotypes, prejudices, racism: Towards an education on the basis of human rights;
- Teaching Greek as a second language;
- What if it was you? An approach for human rights and peace education.

A new continuous teacher professional learning system was approved by the Council of Ministers in 2015. The system, based on teachers' individual needs and the requirements of their schools, was set to better provide for the professional development of teachers leading to a positive impact on pupils' learning outcomes and quality in education. This was followed by assessment by the European Commission's Committee of Experts. The report submitted by the Committee recommended the continuation of the application of teachers' professional learning in schools, which was characterized as a policy of "developmental nature" (IPA/ SRSS (EC), 2017, p. 3)<sup>7</sup>. Based on this, a new decision by the Council of Ministers was adopted in July 2017. The new decision of the Council of Ministers, asserted that in order to improve teacher education, as well as pupils' learning outcomes, all schools at all levels would be required to prepare and implement an Action Plan for teachers' professional learning, as this constitutes an integral part of the wider School Unit Improvement Plan. Finally, it was argued that the aim of the teachers' professional learning policy is to create professional learning communities within the school. The professional learning policy was evaluated as dynamic and developmental, focusing on activities that not only have a practical application but also take into consideration the need for time and support in order to implement and to familiarize with the methodologies, so as to instigate a change in the learning process. Furthermore, a new framework for teachers' evaluation and the evaluation of the school work is currently in progress by the Ministry.

## **PARTICIPATION IN EUROPEAN PROJECTS**

- The MOECSY and the CPI promote participation of students in a project co-funded by Asylum, Immigration and Integration Fund and Cyprus government (in cooperation with CARDET and Innovade) that offers Greek language lessons for non-EU country minors as part of the measures to integrate asylum-seeking, refugee and women and girls from migrant background into the education system. The project is titled "Geia Xara" (<https://www.geiaxara.eu/en/>).
- The CPI also participated in the European project BODI<sup>8</sup>. BODI aimed to: 1) Contribute to the development of education policies and practices on intercultural education, gender education and inclusion of children / parents of minority cultural backgrounds – through our analysis of existing practices and the assessment of the method we develop. 2) Contribute to the development of teachers' competences through new methods for teacher training and new practical tools ready to adapt, concretely:
  - Develop an understanding of cultural differences having an impact on early childhood education, develop tools to solve possible tensions and conflicts
  - Develop skills and creative tools to address issues

<sup>7</sup> IPA/SRSS (EC) (2017). *A Study of the Teachers' Professional Learning Initiative (TPL): Cyprus Pedagogical Institute (CPI), a Directorate of the Ministry of Education and Culture Final Report*. IPA/SRSS (EC).

<sup>8</sup> <http://bodi-project.eu/>

of cultural diversity, gender, and health with the children • Offer tools to involve parents (of migrant and non-migrant origin) and engage them in dialogue about sensitive issues such as cultural differences, gender, body, health 3) Contribute to the development of school's capacity to address cultural diversity, to ensure that children of different cultural backgrounds and their parents are not excluded and equip children for participation in an intercultural society tolerant towards gender diversity. Offer tools and strategies to address sensitive issues such as gender.

- The CPI and the Directorate of Primary Education co-organized a training workshop/experiential workshop in collaboration with the European transnational project SAFER: Systematic Approaches for Equality of Gender<sup>9</sup>, funded by the European Commission under the Rights, Equality and Citizenship (REC) program (Nicosia 17 and 21/9/19 and Limassol 24 and 28/9/19). The purpose of the training was to present practices for the prevention of gender and all forms of violence in schools, as well as to inform teachers of their own contribution to the prevention and management of such phenomena. The training focused on the following topics: (a) Gender stereotypes and violence, (b) Character Education, (c) Resilience, and (d) Life Skills. At the end of the training, the participants were expected to be able to implement a variety of classroom techniques and activities to eliminate attitudes and behaviors that stem from gender stereotypes and may turn into incidents of gender-based violence. An important part of the curriculum material focused on techniques derived from the field of Positive Psychology.
- The CPI, under the guidelines of the Council of Europe (CoE), conducted one of the European workshops on piloting the Council of Europe's Descriptors of Competences for Democratic Culture (CDC)<sup>10</sup> on 13<sup>th</sup> February 2017. The training was conducted based on and adapted for the needs of the Cypriot context, from a training guide provided by the CoE, which gives advice to education professionals on how to organize training for the piloting of the descriptors in the CDC framework. The Council of Europe has been actively promoting human rights and citizenship education for many years, providing comprehensive training programmes, manuals and educational materials both in schools and universities and through youth work and non-formal education. The methods are active and participative. The CDC model is based on four main categories of competence: values; knowledge and critical understanding; attitudes; and skills. Random examples would be valuing other human beings, human dignity and human rights; civic-mindedness; analytical and critical thinking skills; and knowledge and critical understanding of politics, law and human rights.
- The Erasmus + Program, EACEA 33/2014 - Key action 3: Support for policy reform - Initiatives for policy innovation "An innovative toolkit for inclusive decision making policies - iDecide" (2017-2018, <https://www.idecide-project.eu/>) aimed to support policy makers, school principals and teachers in developing inclusive policies and practices in schools. In the application developed in the context of this project, special references are made to people with disabilities or belonging to minorities (eg people with mobility, visual, auditory or other disabilities, people with learning or other difficulties, etc.).

---

<sup>9</sup> <http://gendersafer.eu/>

<sup>10</sup> <https://www.coe.int/en/web/education/competences-for-democratic-culture>

## COLLABORATION WITH OTHER ORGANIZATIONS ON ISSUES OF HUMAN RIGHTS EDUCATION

- In terms of antisemitism, the MOECSY organizes educational visits in collaboration with the Vad Yashem International School of Holocaust Studies for teachers and students once a year. For the purposes of the programme, the MOECSY also organizes in Cyprus a special conference for teachers on the pedagogical practices of the Holocaust and a specialized educator gives in-service seminars on the subject both for students and teachers.
- The CPI, in collaboration with the UNHCR Cyprus Office, organised two conference on issues of migration and asylum in education: a) on 25<sup>th</sup> November 2017, at the University of Nicosia, titled “People on the move: pedagogical tools for cultivating empathy for refugee and migrant children”, and b) on 3<sup>rd</sup> November 2018, at the CPI, in Nicosia, titled “Refugees and Migrants: Pedagogical Approaches”.
- Since 2017, the CPI and MOECSY have been supporting, under the guidelines of the Bicomunal Technical Committee of Education, the IMAGINE programme<sup>11</sup>, in collaboration with the Association for Historical Dialogue and Research<sup>12</sup> at the *"Home for Cooperation"*<sup>13</sup>. The programme includes experiential activities related to human rights and anti-racism within the education for a culture of peace. It is under the auspices of the Technical Committee on Education and has been approved by the negotiators of the two communities. Following the successful completion of the activities of the Imagine Education Programme (2017-2019) and the participation of approximately 5000 pupils and 600 teachers from all the communities in Cyprus, the programme team has announced its continuation for the school year 2019-2020 and has enriched it with more activities and meetings between children. During the programme, pupils engage in pedagogical activities in which Greek-Cypriot pupils will come into contact with Turkish-Cypriot pupils of the same age, accompanied by their teachers. Activities are held in the UN controlled area of Ledra Palace during school time. The programme pillars include an anti-racist workshop in schools and contact preparation (before the meeting with pupils from the Turkish Cypriot/Greek Cypriot community). Imagine trainers visit classrooms and engage children in experiential activities discussing issues of stereotyping, discrimination and racism as components of the culture of violence and preparing the conditions for a bi-communal meeting in the *"Home for Cooperation"*. Then the pupils participate in bi-communal activities that take place in three languages (Greek, Turkish, English), with the option of repetition.

### EUROPEAN PROGRAM "HOMBAT: COMBATING HOMOPHOBIC AND TRANSPHOBIC BULLYING IN SCHOOLS"

CPI supported the implementation of the European Project "HOMBAT: Combating homophobic and transphobic bullying in schools - Combating homophobic and transphobic bullying in schools"<sup>14</sup>. The HOMBAT project aimed to raise awareness about homophobic and transphobic bullying in the school environment and to strengthen the prevention and fight against homophobic and transphobic behaviors, as well as discrimination based on gender and sexual orientation. The program was completed in September 2019, implemented by the Non-Governmental Organization Accept LGBT Cyprus in collaboration with the CARDET Research and Training Center and other partners in Europe (namely the Family and Child Care Center in Greece, the Global Alliance for LGBT Education in the Netherlands and the Diversity Development Group

---

<sup>11</sup> <https://www.ahdr.info/peace-education/58-education-for-a-culture-of-peace-imagine>

<sup>12</sup> <https://www.ahdr.info/>

<sup>13</sup> <https://www.ahdr.info/project-and-research/45-home-for-cooperation-h4c>

<sup>14</sup> [www.hombat.eu](http://www.hombat.eu)



in Lithuania). In support of the program, the CPI supported and participated in the organization of a series of training activities. Specifically, the following actions were carried out:

- A series of workshops for teachers of all levels to combat homophobic and transphobic bullying at school (1-2 March 2019 in Nicosia for 20 people, 6 April 2019 in Larnaca for 16 people)
- Conference at the University of Nicosia (25/5/2019 for 34 people).

## **POLICY FOR THE SMOOTH INTEGRATION OF PUPILS WITH MIGRANT BACKGROUND AND PEER COUNSELLING BY THE EUROPEAN COMMISSION**

Pupils with migrant and refugee background residing in the Republic of Cyprus have the right to enrol and receive free education in public schools in Cyprus, at all levels, from pre-school to higher education. Our education system makes no distinction as to race, community, language, colour, religion, political or other beliefs, sexual orientation, or ethnic origin of the pupils. This is safeguarded by Article 20 of the Constitution of Cyprus. All minors entering the country are obliged to register in primary or secondary schools, within three months of their arrival. The school also respects the right of freedom of thought, political or other beliefs and religion.

The MOECSY has developed and implemented an upgraded educational policy aiming at the smooth integration of pupils with migrant background into the educational system of Cyprus, based on the Peer Counselling Report submitted by the EU in 2019. The policy document had been approved by the Minister of Education and Culture in 2016 and the departments of the MOECSY developed a two-year action plan with a variety of targeted actions, through the prism of an intercultural approach, anti-racist education and the methodology of teaching Greek as a second language. The action plan 2016-18 was evaluated and based on this evaluation and the Peer Counselling results and recommendations, the action plan 2020-22 has been submitted to the Minister. The policy focuses on the revision of terms and definitions, mapping-out of the migrant population, combating racist incidents, preparatory, transition and induction-support phases, utilizing and teaching mother tongues, teaching Greek as a second language, teacher and school leaders training, and cooperation of schools with local authorities to open the school to the community.

The general aim of the policy of integrating pupils with migrant and refugee background into the educational system and consequently to Cypriot society, is to create the conditions which will ensure that all pupils have equal opportunities to access and success in education. Based on the above, the right to education is guaranteed for all without exception.

The Interdepartmental Committee of the MOECSY has published a [Policy Paper](#) on the Integration of pupils with migrant background to the Cyprus Educational System in 2016. Based on this the Committee develops adequate action plans for its implementation (Action Plan 2016-2018, Action Plan 2019-2022).

The CPI has published Reception and Integration Guidelines for [Primary](#) and [Secondary](#) Education. They have been distributed to all public schools and are being implemented by teachers wherever necessary.

## **INTEGRATION AND INCLUSION IN SENCONDARY AND TECHNICAL EDUCATION**

Integration or inclusion strategies exist regarding pupils with special educational and other difficulties enrolled in Secondary and Technical Schools that get special support and provision, based on their individual special needs. The Special Needs programmes running in Secondary and Technical Education are the following:

- Educational Difficulties Programmes
- Special Units for pupils with mental disabilities.
- Programme for pupils with Vision Problem.
- Programme for pupils with Deficit Problem.
- Home schooling Programme.

These programmes are designed to help pupils advance and reinforce their educational and social skills and boost their self-confidence. Pupils are enrolled in these programmes either individually or in groups according to their needs. The educational support provided is based on curriculum subjects that pupils are expected to be examined in at the end of the school year. In order to be able to attend the supporting classes, pupils are exempted from some lessons, such as Ancient Greek or/and a second Foreign Language.

Special Units' pupils cannot be involved in the exam procedures and, therefore, they move to the next class without exams, being awarded only with a Certificate of Attendance. School assistants are employed for pupils with severe educational and other difficulties.

Integration or inclusion strategies exist regarding the integration of children with migrant background. In order to identify student's background knowledge placement tests are given in order to examine the level of knowledge in the Greek language, on Maths, Biology and Physics. Currently, five different "Programmes for the teaching of Greek as a second language" are running in secondary education schools.

### **1. The intensive programme in transitional classes:**

As far as the operation of the intensive programme in transitional classes is concerned, children with a migrant background have the opportunity to attend Greek as a second language courses with elements of History and Culture 14 periods per week. They also attend mathematics, chemistry, physics' and biology for terminology and core knowledge for 5 periods per week. At the same time, they are enrolled in the general classes and attend lessons for 20 periods per week (compulsory attendance of Mathematics, Physics, Chemistry, Biology, English, Music, Art, Computer Science and Physical Education). Towards this end, the timetable of the school units was modified and these children were exempted from evaluation in Modern Greek, History, Ancient Greek, Religious Studies and French.

### **2. The programme for the teaching of Greek as a second language:**

As far as the operation of the programme for the teaching of Greek as a second language is concerned children with migrant background have the opportunity to attend Greek as a second language for five to eight periods in gymnasia and 4 periods in lyceums and technical schools. The children that participate in this programme have the opportunity to be exempted from Ancient Greek, Religious Studies, French and Core Course History in the lyceums.

### **3. The Educational Programme for Unaccompanied Minors / Applicants of International Protection in lyceums and technical schools:**

As far as the operation of the Educational Programme for Unaccompanied Minors / Applicants of International Protection in lyceums and technical schools is concerned, Unaccompanied Minors or Applicants of International Protection have to the opportunity to attend lessons of Greek as a second language (14 periods per week in the technical schools and 16 in the lyceums), as well as core courses and workshops. These children stay in guesthouses under the protection and guardianship of the Social Welfare Services.

#### 4. The programme for the intensive teaching of Greek as a second language in lyceums:

CITY	TRANSITIONAL CLASSES A1	TRANSITIONAL CLASSES A2	Greek as a second language A1+A2	Unaccompanied Minors / Applicants of International Protection in lyceums and technical schools	intensive teaching of Greek as a second language in lyceums A1+A2	OVERALL
NICOSIA	29	49	29	23	15	145
LIMASOL	50	56	-	30	19	155
LARNAKA / AMMOCHOSTOS	52	44	24	28	12	160
PAFOS	76	57	5	-	8	146
<b>OVERALL</b>	<b>207</b>	<b>206</b>	<b>58</b>	<b>81</b>	<b>54</b>	<b>606</b>

As far as the programme for the intensive teaching of Greek as a second language in lyceums, children with a migrant background that are enrolled in the first grade of upper secondary education have the opportunity to attend intensive lessons of Greek as a second language with elements of history and culture for 15 periods per week, as well as other lessons of general education for the acquisition of core knowledge.

that many schools with children with migrant background participate in the project “School and Social Inclusion Actions”.

#### 5. The programme at the State Institutes for Further Education for Unaccompanied Minors / Applicants of International Protection:

As far as the programme at the State Institutes for Further Education for Unaccompanied Minors / Applicants of International Protection is concerned, unaccompanied Minors/ Applicants of International protection, attend lessons of Greek as a second language and Mathematics to unaccompanied minors in afternoon hours, four times per week. These children stay in guesthouses under the protection and guardianship of the Social Welfare Services.

Integration or inclusion strategies also exist regarding the integration of Turkish-Cypriot Roma Children that are enrolled in Saint Antonios Secondary School: Turkish Cypriot teachers are employed to teach Turkish language 6 periods per week, History and Muslim religion and other social issues and to facilitate the communication between teachers, pupils and parents (explaining official procedures, translating formal papers etc.). The MOECSY employed a bilingual teacher in order to overcome the linguistic barrier arising from the low proficiency of Roma Students in the Greek language. Turkish Cypriot/Roma children attend Greek language lessons 6 periods per week. It is important to stress that Greek is taught as a second language and following the different level of attainment in Greek (Ellinomatheia) a differentiated instruction is employed during the lessons. The teacher also helps students improve academic achievement in other lessons of the curriculum.

#### LANGUAGE LEARNING LESSONS FOR MIGRANTS

In recent years, various models have been adopted in the Cypriot education system for the linguistic support of pupils with migrant and refugee background:

- Lessons of Greek as a Second Language in Primary Education Schools: Students with migrant background attend lessons of Greek as a Second Language, following official and formative evaluation for a period of two years in specialised classes. Beginning from the current school year 2021-2022 major changes have been implemented aiming an

increased number of hours offered to all students. There are two major schemes applied in Primary Education:

- Schools under the DRASE+ programme: 92 primary schools offer a minimum of 10 hours per week to each group of students
- Other schools: offer a minimum of 5 hours per week to each group of students
- Intensive Learning Programme of Greek as a Second Language in Secondary Education Schools are offered under various schemes:
  - Transitional Classes: In the 24 Gymnasiums and 8 Lyceums with a large number of students with migrant and refugee background, students receive Language instruction for 14 hours per week, plus 5 hours for support in Mathematics and Science for a period of two years.
  - For schools with a small number of migrant students, fewer hours are provided: students receive language instruction for 5-8 hours per week for two years.
  - For unaccompanied minors/applicants for international protection a special programme is implemented in five schools (six lyceums and two technical schools) that includes intensive teaching of the Greek language (14-16 periods per week), as well as other core course subjects and workshops.
  - In the 26 secondary and technical schools participating in the DRASE+ programme, students are supported by the presence of a teacher assistant during regular/common core classes.

*★The above mentioned programs are obligatory to all students registered in public schools. Attendance problems are reported in higher education, especially for unaccompanied minors.*

In addition to the above, in September 2020, the “Syllabus for Greek as a second language (Pre-primary, Primary, Secondary, Technical and Vocational Education of Cyprus)” has been published and notified to all schools. It is a unified curriculum for all levels of education including indicators for language and academic skills, through a cross-cultural perspective.

- Offering Greek language courses - in the afternoon - from the Adult Education Centres (A.E.C.) and the State Institutes of Further Education (S.I.F.E.) of the MoEC for both minor and adult students
- Offering free Greek language courses through the “Greek Language Program and Mediation Services for Minor Third-Country Nationals” (TCNs) («Μαθαίνω ελληνικά!»). Through this program, primary school students receive after class lessons thought the school year, while secondary education students during the summer.

In primary education around 16% of the pupil population speak Greek as their second language. As of September 2021, the support teaching of the Greek language has been redesigned, following one of the recommendations of the European Commission’s (2019) peer counselling activity. The number of teaching periods for learning the Greek language has considerably been increased in all primary schools, so that pupils learn the language for free at an adequate level and the programme becomes more effective. Before the pandemic, the Adult Education Centres also provided lessons free of charge to pupils with a migrant background for learning the Greek language, during after school hours. The Centers also offer courses to migrant adults to learn the Greek language, as well as courses to Greek and Turkish Cypriot adults to learn the Turkish and Greek languages, respectively.

Regarding school education (primary, secondary, vocational), it should be stressed that second language teaching for migrants is part of a whole-school approach as promoted in the Action Plan of Interdepartmental Committee for the integration of pupils with a migrant background in the Cyprus Educational System.

Some of the IHE offer free language courses for learning Greek to migrants. For example, the School of Modern Greek of the University of Cyprus offers Greek language courses to immigrants residing in Cyprus, Turkish Cypriots, non-Greek speaking residents of Cyprus, and asylum seekers. Civil Refugees / Political Refugees in a Complementary Protection Scheme and Turkish Cypriots are exempted from paying fees. Also, the Examination Service of the Department of Higher Education conducts the Examination for the Certification of Greek Language (Basic Level) for Immigrants. The aim of this examination is the provision of the “Certificate of Success in Basic Knowledge of Greek Language” for immigrants living in Cyprus, according to the Law Amendment for Immigrants and Aliens [N143(I)/2009]. These examinations are conducted twice a year.

The needs of students attending pre-primary schools are addressed through differentiated instruction within the curriculum. In the 52 pre-primary schools participating in the DRASE+ program, this effort is reinforced by the presence of a teacher assistant for 10 hours per week. As part of the “Syllabus for Greek as a second language”, the “Supplementary Progression Framework for Pre-Primary Education” is applied complementing the official syllabus. Kindergarten classrooms are ideal learning environments for pupils with a migrant background at an age when the innate language acquisition mechanism is fully activated. Children learn and socialize not only in interaction with their teachers, but mainly with their peers through play which is the basic method of building their knowledge, spiritual and emotional development. As a result, the language of instruction is sufficiently mastered before entering primary school.

### **EDUCATIONAL ATTAINMENT OF STUDENTS**

In pre-primary and primary education, all pupils are promoted from one class to the other and no grades are given to pupils, therefore there is no data as to their educational attainment.

Education is compulsory in Cyprus till the age of fifteen, for natives as well as immigrants, even not escorted migrant youths. In this sense, all school-age residents are obliged to be registered at public or private schools.

The data of registered immigrant students is as follows:

Upper secondary schools: Registered Male foreign students 14%

Registered Female foreign students 13%

Dropout foreign students: 1 student

Lower secondary schools: Registered Male foreign students 18%

Registered Female foreign students 18%

Dropout foreign students: 14 students

Each Institution of Higher Education keeps data on the number of migrant students enrolled in their programmes of studies. Recently, the Department of Higher Education of MOECSY has extended the administration data collected from the IHE to include variables related to disadvantaged groups. Such data will be available next year.

### **SUPPORT FOR MIGRANT CHILDREN**

All provisions provided to students in all levels of education (e.g. Special Education Needs, Career Counseling and Education Service, Educational Psychology Services) are equally accessible to migrant children.

In all levers of pre-primary and compulsory education, schools in the DRASE+ program (usually with significant number of migrant and refugee students), the teaching process is supported by teacher assistants during common core lessons.

Moreover, the following measures are implemented to further support children:

1. *Interdepartmental Committee for the integration of pupils with a migrant background in the Cyprus Educational System:* After the introduction and the implementation of the new policy for the integration of pupils with a migrant background and for teaching Greek as a second language, an Interdepartmental Committee was established and an action plan is being implemented, in order to achieve the Committee's goals for the integration of pupils.
2. *System for mapping the migrant pupil population:* The Centre of Educational Research and Evaluation (CERE) is operating a common data entry and data processing platform, to create a flexible and easy-to-use system for mapping the pupil population. The data collected for migrant pupils are: parent's country of origin, year of entry in Cyprus, whether pupils speak Greek at an adequate level and whether pupils currently participate in remedial classes (and if yes for how many years) or need to participate in the following school year.
3. *Educational material for teaching Greek as a second language:* Appropriate educational material has been prepared and was sent to schools to help teachers in their teaching.
4. *Teacher trainings:*
  - On intercultural education and teaching Greek as a second language (2019-today): School Support Networks for pre-primary and primary education teachers for the teaching of Greek as a second language.
  - On the implementation of the anti-racist policy (2018-today): School Support Networks (primary and secondary education) for the implementation of the policy.
5. *Curriculum and syllabus for teaching Greek as a second language (2020):* Introduction of a new unified curriculum and syllabus for teaching Greek as a second language, covering all levels of education (pre-primary, primary and secondary).
6. *Validation and distribution of diagnostic tests (2016-today):* A central assessment programme is implemented by the CERE in order to identify Greek language level of pupils with a migrant background for primary education. The CERE distributes Greek language competence tests for the classification of pupils of primary education at levels, based on the Common European Framework of Reference for Languages. Pupils are then placed in small groups to attend a specific number of lessons per week.
7. *Tools for continuous assessment in language and other subject skills:* Implementation of tools for continuous assessment of children's with a migrant background Greek language learning (initial, intermediate and final assessment), as well as translated tools for assessing skills in Mathematics.
8. *Programme for migrant parents working in schools as cultural and language mediators (2017-today):* In 2021 the MOECSY continued the implementation of the programme for migrant parents working in schools as cultural and language mediators, funded by the Asylum, Migration and Integration Fund and the Cyprus Government.

Apart from the measures mentioned above, which also apply for secondary education, it should also be stressed that many schools where migrant children are enrolled, participate in the project "School and Social Inclusion Actions" since 2015. The implementation of this project aims to support the population living below the poverty line or being at risk of poverty and social exclusion. It also aims at ensuring social welfare and supporting financially the weaker groups of the population that are particularly affected by the economic crisis, reducing early school leaving, improving learning outcomes and reducing school failure and delinquency. Various measures are implemented which include, among others, the employment of a second/ assistant teacher in order to overcome difficulties during the lesson. Moreover, programmes for reinforcing learning and creativity for pupils (during the morning, afternoon and summer months). In this framework theatre, dance, graffiti, poetry recital, athletic events and other activities are offered to students

both in morning and afternoon hours. One major objective of the project is that participating schools could open their doors to their local communities, in order to develop cooperation and synergy with all stakeholders. In this context, Greek is taught as a second language in afternoon classes for both parents and students. Moreover, experts offered psychological support for both students and parents and training programmes for the staff involved. The project is co-funded by the European Social Fund.

Civil Refugees / Political Refugees in a Complementary Protection Scheme and members of the family of an EU citizen do not pay tuition fees during their undergraduate studies if they study at the Public Universities and Institutions of Higher Education of Cyprus. The tuition fees are covered by the Cyprus Government.

Migrant candidates from disadvantaged socio-economic backgrounds can apply for admission to Public IHE through the scheme of Admission to Public IHE based on Special Criteria. More specifically, a number of candidates from vulnerable groups (including that of disadvantaged socio-economic background) who pass the Pancyprian Examinations can be admitted to Public IHE, provided that they satisfy the minimum entry requirements already set in the relevant law.

At an institutional level, several IHE provide their migrant students with financial support and scholarships. For example, students with financial difficulties at the University of Cyprus can apply for guidance and assistance at the Social Support Office. Each year a number of migrant students with financial difficulties are financially supported by the Fund of the Student Welfare Association of the University of Cyprus and by other external funds upon the recommendation of the Association. Other provisions include accommodation in the Halls of Residence of the University, as well as free meals.

#### **SUPPORT FOR ROMA CHILDREN**

According to the constitution of Cyprus, the Roma community belongs to the Turkish Cypriots community. The total of Turkish Cypriot students registered in the public schools in Cyprus is 19 in Lower secondary schools and 2 in upper secondary schools. No Roma students are registered. No dropouts were registered.

The MOECSY implements various measures to cater for the particular needs of Turkish Cypriot/Roma pupils enrolled in public schools. Among others, the following measures are implemented in Agios Antonios Primary School:

- The school continues the implementation of the programme "*School and Social Inclusion Actions*" that includes the following additional measures: (a) Extra support provided to pupils in language and mathematics; (b) Teacher assistants in all classes; (c) Additional extra-curricular activities (such as sports and dancing) during school hours as well as after school hours.
- Provision of teachers who teach Turkish language and Maths to pupils and facilitate the communication between teachers, pupils and parents (explaining official procedures, translating formal papers etc.).
- The Adult Education Centers continue the provision of the course titled "*History-language-culture*", especially designed for Roma children, where their history and other elements of their cultural heritage are taught free of charge.
- Children are offered free meals, when attending the voluntary all-day school.
- A special project which focused on working with Roma families was implemented. In particular, the seminars were designed to convince parents to enrol their children/daughters in school. The benefits of schooling were emphasised along with the lifelong consequences of not attending school.

- Through the subject of Life and Social skills, which is taught in the 5<sup>th</sup> and 6<sup>th</sup> grades, pupils are involved in targeted activities that concern fighting discrimination based on sexual orientation and coping with social stereotypes and racism.
- The school, in cooperation with other schools, has participated in composing/ creating a song about racial discrimination. The song was presented at the High-Level conference on Protection from Racial Discrimination and Related Intolerance which was held on 20 April 2021, in the framework of the Portuguese Presidency of the European Union.
- An in-service programme for the school staff, which concerned training on how to embrace diversity and promote tolerance in their school, was implemented.

Agios Antonios Secondary School in Limassol, a school that has high attendance of Turkish Cypriot/Roma students, took the following actions for their integration during the school years 2016-2020:

- Employment of a Turkish Cypriot teacher who taught Turkish language 6 periods per week, History, Muslim religion and other social issues.
- Employment of a bilingual teacher in order to overcome the linguistic barrier arising from the low proficiency in the Greek language. Turkish Cypriot/Roma children attended Greek language lessons 6 periods per week. It is important to stress that Greek was taught as a second language and following the different level of attainment in Greek (Ellinomatheia) a differentiated instruction was employed during the lessons. The teacher also helped students improve academic achievement in other lessons of the curriculum.
- Active participation of Turkish Cypriot/Roma pupils in various school events (anti-racist events, school conferences, extra curriculum activities).
- Cooking, graffiti, athletic events and other activities, both in morning and afternoon hours, in the framework of the implementation of the programme "School and Social Inclusion Actions".
- Visit to the mosque of the region.
- Provision of access to a computer/ a tablet and internet at home, where storages in personal equipment and internet at home was reported and identified during Covid-19 pandemic.
- Provision of teaching of Greek as a second language, free of charge, in state institute for further education to Parents and Guardians of Roma Children, in order to encourage participation of Cyprus Roma parents and guardians to education.
- Provision of homeschool program to Turkish-Cypriot/ Roma students at a high risk for school failure.
- The MOEC has participated in the National Platform for Roma, coordinated by the Social Welfare Services of the Ministry of Labour, Welfare and Social Insurance. As far as the promotion of respect and openness towards diversity is concerned, the creation of a sensitization culture against racism and intolerance and the promotion of equality and respect is an integral part of the Curricula of various subjects (e.g. History, Literature, Modern Greek Language, Religious Education).
- Each school formulates an Action Plan in the beginning of the school year and several of the activities and measures that are included promote inclusion and respect of diversity. Furthermore, schools are encouraged to use the "Code of Conduct Against Racism & Guide for Managing and Reporting Racist Incidents". The Code discusses research and policy which identifies the need for a whole-school 10 antiracist policy, with a broad conceptualization of racism in all forms, in order to include all sorts of discrimination.

There are no "Roma-only" schools and classes in the Cyprus Educational System.



## MINISTRY OF JUSTICE AND PUBLIC ORDER

The bill regarding the Legal Gender Recognition was submitted to Cyprus Parliament in September 2022. The bill, which comes as a result of a wide consultation with all governmental and civil society actors, is based on the principles of the Council of Europe mainly a) self-determination b) lack of medical intervention and full depathologisation of transgender person and c) quick, low-cost and transparent process, accessible to all persons. A preliminary discussion of the bill was held in November 2022 at the Parliamentary Committee on Law Affairs and will continue shortly until the discussion of all Articles and the submission of the bill to the plenary of the House.

## POLICE

- **As regards recommendation in paragraph 49, concerning the establishment of a comprehensive monitoring system, please be informed of the following:**
  - The Police **collects data** on hate crime incidents and cases investigated by the Police and they are analysed and published annually, upon the end of March (for the previous years). The data are available at the official website of the Cyprus Police. For this purpose, the Police has prepared the Form entitled "**Report of a racist offense or incident with racist motive or other related hate offenses**", which must be completed by the member of the Police receiving the complaint, which concerns any offense / incident with a racist motive. Subsequently, the form is sent to the Liaison Officer of the District Department, in the context of monitoring anti-discrimination issues in the relevant District, who forwards it to the Human Rights and Combating Discrimination Office, for statistical purposes.
  - As regards the collection of data, it is worth noting that a workshop entitled "**Improving the efficiency of the National Mechanisms for collecting and processing data on hate crimes**", took place on 24/02/2022, co-organized by the European Organization FRA (Fundamental Rights Agency), the Office for Democratic Institutions and Human Rights (ODIHR) and the Human Rights and Combating Discrimination Office of the Cyprus Police. The aim of the workshop was to identify the gaps in data collection and to improve the procedures / practices followed in Cyprus. It should be noted that the two European Organizations prepared a Report with suggestions / recommendations, which is under study by the Police, in order to take the necessary actions to implement them, leading to structural changes in the collection of data, aiming to the creation of an automated mechanism.
  - The Police participates in the meetings of the **Working Group for Dealing with Hate Crimes** and assists in the initiative undertaken by the Office of the Commissioner for Administration and Protection of Human Rights with the Office for Democratic Institutions and Human Rights. The active participation of the Police in this Working Group will provide the opportunity to disseminate knowledge and further train / raise awareness of police members in this area. It is worth noting that, the relevant Authorities, participating in the Working Group will sign a Memorandum of Understanding to enhance the inter-agency cooperation on addressing hate crime in Cyprus, with the purpose of establishing and strengthening cooperation in this field.
  - The Police has appointed two (2) members of each District Department, with experience in investigative duties, **as liaison officers** with the Legal Department and the Human Rights and Combating Discrimination Office of the Police. In particular, there are twelve (12) liaison officers, responsible for: coordinating and supervising the investigation of complaints concerning incidents / cases of discrimination, racism and / or racist motives or other related hate crimes, ensuring that the Human Rights and Combating Discrimination Office of the Police is immediately informed about incidents or offenses related to discrimination, collaborating with officials of other relevant Government Services or Non-Governmental Organizations, both to report / record racist incidents and to support victims of such crimes, etc.

- **As regards recommendation in paragraph 65, concerning training of police officer,** please be informed that the Police pays extra attention in the training of police officers on thematics related to Human Rights / Combating Discrimination and developing a culture in line with the respect of human rights. Additionally, police training focuses on harmonizing police culture mentality with the new multicultural environment of the Cyprus society. In this respect, emphasis is given on building and maintaining a positive approach by Police members towards all individuals, regardless of their culture, customs, religion, sexual orientation and place of origin. In particular, on 19/07/2022, a one-day training programme was organized at the Cyprus Police Academy entitled "Professional Approach of Cases of Racism and Discrimination". The training was attended by approximately 18 members of the Police, who investigate cases of a racist nature. The aim of the program was to inform and raise awareness among the participants in handling and investigating racist offenses and hate crimes. In addition, the Cyprus Police is organizing a Conference on 11/10/2022, entitled "The role of members of the Police in a society with respect to diversity". The Conference will be attended by approximately 40 members of the Police, who come into direct contact with citizens / investigate cases. The aim of the Conference is to raise awareness among the participants and to strengthen a culture of respect for equality and diversity. All the Programmes offered during the years 2021-2022 and the scheduled programmes for the year 2023 are attached **as Annex A.**
- **As regards lack of information on victims' rights mentioned in page 15 (paragraph 44),** please be informed of the following:
  - The Police, has prepared a document with **the Rights of Victims of Crime and a Victim Complaint Certificate**, which were distributed to all members of the Police. The document entitled "Rights of Victims of Crime" has been translated into nine (9) languages (Greek, English, Turkish, Arabic, French, Russian Chinese, Bulgarian and Romanian) and has been uploaded on both the official website of the Police, as well as in the internal portal. Furthermore, the document has been translated into "Braille" and has been distributed to the District Departments. Additionally, the document was designed and printed in booklet form, and is given to all victims coming into contact with the Police.
  - The Police has prepared and distributed an additional information booklet entitled **"Rights, Support and Protection of Victims of Gender-Based Violence"**, which was translated into nine (9) languages (Greek, English, Turkish, French, Arabic, Russian, Italian, Czech and Bulgarian). The said material was distributed to all the competent Departments / Offices of the Police. At the same time, it has been uploaded on the internal portal of the Police.
  - The Police has prepared a **"Code of Conduct for the Handling of Victims of Crime"**, which aims in creating a framework within members of the Police will act, when handling victims of crime and guiding them, for the proper performance of their duties.
  - The Police in 2023, is **planning to issue an informational leaflet**, translated in several languages on issues related to hate crime, which will be addressed to persons and groups targeted by hate crime.
- **As regards efforts to tackle the underreporting problem mentioned in page 15 (paragraph 44),** please be informed that further to measures mentioned above the Police has taken the following actions to fight racism / xenophobia:
  - A **questionnaire** was prepared and disseminated, as a useful tool for identifying incidents or offenses related to discrimination, racism or other related hate crimes. The questionnaire is intended to assist members of the Police investigating complaints related to discrimination, racism or other related hate crimes. In particular, members should seek information, through assistive questions to the victim, in order to determine whether the incident or offense had a racist background / motive, so that it can be managed accordingly.

- A **file entitled "Racism / Discrimination"** is uploaded in the internal portal of the Police, which includes all the relevant circular letters of the Chief of Police, as well as the Police Standing Orders on issues related to effective prevention and combating discrimination, racism and xenophobia. The relevant information and guidance material is accessible to all members of the Police.
- Additionally, on the official website of the Police, a file was created entitled **"Racism / Diversity"** in the category Promotional Leaflets for the enlightenment of the public and especially of vulnerable groups.
- The **Police Code of Ethics** was revised taking into consideration, inter alia, the European Police Code of Conduct and the Guide of Conduct and Ethics for Public Servants, which was prepared with the assistance of the Ombudsman. The Police has included the principle of equal treatment, without discrimination in the Code of Police Ethics, in the articles concerning the behavior during the police action, investigation / interrogation, etc. In addition, a specific article was included entitled "Equal treatment" which stipulates that: "All human beings are born free and equal in dignity and rights. Every person should be treated equally, and any discrimination should be avoided. In particular, every member of the Police must refrain from any acts that may cause discrimination, hatred, or violence against persons or groups of persons because of their racial or ethnic origin or religion, as well as from acts that constitute racial discrimination based on community, language, religion, political or other beliefs, national or ethnic origin, color, special needs, age and sexual orientation ". It should be noted that the Code of Ethics was uploaded on the Police Portal and the official website of the Cyprus Police, in Greek and in English. Additionally, it was printed as a booklet and disseminated to all members of the Police. Lastly, the Police Standing Order 1/73 "Police Code of Ethics" has also been amended. It is worth noting that Police Standing Orders are binding for police members.
- **Circular letters** are sent to all the members of the Police concerning human rights and issues relating to discrimination, xenophobia and racism.
- The Cyprus Police has signed a **Memorandum of Cooperation with Non-Governmental Organizations (NGOs) for the Protection and Promotion of Human Rights**. The purpose of the Memorandum is to further improve and develop closer cooperation between the Contracting Parties in this broad field. The Memorandum regulates, among others, issues such as the training of members of the Police and NGOs, the co-organization of information / awareness programs, the management of European and / or other programs, etc.
- The Police has prepared a **handbook, entitled "Human Rights Handbook"**, which includes a separate chapter entitled "Fight against Racism, Xenophobia and Intolerance". The purpose of the manual is to inform and raise awareness of members of the Police in the respect of the human rights of all citizens. The mentioned manual is uploaded on the internal portal of the Police and is expected to be printed, until the end of February 2023.
- The Police established the celebration of **Human Rights Day**, with the organization of Conferences, which focus on thematic sections concerning human rights, fundamental rights and freedoms.

The **Community Police Officers** organize various multicultural events with the cooperation of the relevant Embassies, Non-Governmental Organizations, the Local Authorities, foreign liaison officers, representatives of minorities / communities.

**Annex A.**

**2021**

	<b>Programme</b>	<b>Date</b>	<b>Participants</b>
1.	<b>Training Programme for Recruit Special Constables Cohort No 19</b>	09/11/2020-08/01/2021	12
2.	<b>Training Programme for Recruit Police Constables Cohort No 150</b>	07/12/2020-12/02/2021	62
3.	<b>Training Programme for Recruit Police Constables Cohort No 151</b>	22/02-16/04/2021	54
4.	<b>Training Program for Police Officers serving at the detention facilities for prohibited immigrants (MOODLE)</b>	26/05/2021 & 27/05/2021	36 37
5.	<b>Training Program on Cognitive Objects of the New Policing Approach</b>	06-10/09/2021	14
6.	<b>Sergeants' Training Programme No. 113</b>	04/10/2021-26/11/2021	15
7.	<b>Training Programme for members of the Aliens and Immigration Service on border control issues</b>	22/11-10/12/2021	16
8.	<b>Training Program for Police Officers serving at the detention facilities for prohibited immigrants (MOODLE)</b>	16/12/2021	36
9.	<b>Training Program for Police Officers serving at the detention facilities for prohibited immigrants (MOODLE)</b>	17/12/2021	39

\*It is worth mentioning that due to the covid-19 pandemic, several training programs were postponed.

2022

	<b>Programme</b>	<b>Date</b>	<b>Participants</b>
10.	<b>Training Programme for Recruit Police Constables, Cohort 153 (University of Cyprus - Semester D)</b>	10/01/2022-22/05/2022	75
11.	<b>Sergeants' Training Programme</b>	24/01/2022-18/03/2022	15
12.	<b>Advanced Crime Investigation (CID) Training Programme</b>	31/01/2022-25/02/2022	17
13.	<b>Training Programme for Inspectors (No.1)</b>	14/02/2022-11/03/2022	58
14.	<b>Training Programme for members of the Aliens and Immigration Service on border control issues</b>	28/02/2022-18/03/2022	16
15.	<b>Antisemitism and Counteraction Seminar</b>	15/03/2022-16/03/2022	32
16.	<b>Training Programme for Chief Inspectors</b>	28/03/2022-22/04/2022	10
17.	<b>Basic Criminal Investigation Course</b>	02/05/2022-03/06/2022	16
18.	<b>Training Programme for Members of Community Policing</b>	10/05/2022-27/05/2022	21
19.	<b>Training Program for Police Officers serving at the detention facilities for prohibited immigrants</b>	06/07/2022-07/07/2022	65
20.	<b>Seminar on Combating Racism and Securing Human Rights</b>	19/07/2022	16
21.	<b>Training Programme for Recruit Police Constables, Cohort 152 (Semesters A, B)</b>	30/08/2021-13/05/2022	72
22.	<b>Training Programme for Recruit Police Constables, Cohort 152+155 (University of Cyprus - Semester D)</b>	02/09/2022-23/12/2022	131
23.	<b>Training Programme for Recruit Special Constables, Cohort 20+21(part)</b>	05/09/2022-11/11/2022	26

\*Cyprus Police Academy Training Programmes, that took place in 2022(till September

**2022-2023**

	<b>Programmes</b>
24	<b>Seminar on Combating Xenophobia and Racism and Securing Human Rights</b>
25	<b>Advanced Crime Investigation (CID) Training Programme</b>
26	<b>Training Programme for Chief Inspectors</b>
27	<b>Training Programme for Inspectors</b>
28	<b>Training Programme for members of the Aliens and Immigration Service on border control issues</b>
29	<b>Sergeants' Training Programmes(3)</b>
30	<b>Training Programmes for Police Officers serving at the detention facilities for prohibited immigrants</b>
31	<b>Basic Criminal Investigation Course</b>
32	<b>Training Programmes for Recruit Police Constables(2)</b>

\*Cyprus Police Academy Training Programmes, scheduled to take place in 2022(from September and on) and in 2023

## **MINISTRY OF HEALTH**

- Par.96 – Third country nationals employed in Cyprus are covered by the General Health System ([ΓεΣΥ \(gesy.org.cy\)](http://ΓεΣΥ (gesy.org.cy)))
- Par. 97-98 - All Asylum Seekers, including those staying in Pournara reception center are entitled to free medical care. Asylum Seekers, during the first year from the date of submission of the application for international protection, will be accepted in the Public Hospitals, upon presentation of the document "Confirmation of Submission of an Application for International Protection", issued by the Asylum Service. After that a medical card is issued. The procedure is described in the attached document of the Ministry dated 2/5/2022 ([MINISTRY OF HEALTH - Announcements \(moh.gov.cy\)](#))

## DEPUTY MINISTRY OF SOCIAL WELFARE

**74. The Cypriot Social Welfare Office as an institution serves as guardian for all children likely to need international protection.<sup>126</sup> ECRI was told at the time of its visit that there were only two persons serving as guardians from the Cypriot Social Welfare Office for a population of about 250 unaccompanied children.<sup>127</sup> In June 2022, the number of guardians was increased to four. Children have reportedly had to stay at the Pournara reception centre for up to eight months due to the requirement for an age assessment of older children and because their appointed guardian must be present at all stages of the asylum application procedure. From the time of ECRI's visit onwards, attempts were made to transfer the children in the Pournara camp to more appropriate accommodation, including hotels. However, for various reasons, these attempts failed. ECRI strongly encourages the Cypriot authorities to intensify their efforts to find appropriate accommodation in particular for unaccompanied children and to in any event shorten their stay in the Pournara reception centre to the strictest minimum.**

It should be mentioned that the above numbers concern the guardians and unaccompanied minors at the Pournara Center. Currently the total number of unaccompanied minors in the Republic of Cyprus, due to the increasing numbers arriving, is about 1200 unaccompanied minors and the Social Welfare Services are employing 16 Social Services Officers, as guardians. Out of the 1200 unaccompanied minors 900 are placed in a one of the programmes of the Social Welfare Services (i.e. Homes, Foster Care, Semi-Independent Living Programme and Hotel accommodation).

**75. While there is no reason to doubt that the staff of the Social Welfare Office does its best to address the challenges faced by asylum seekers, including especially unaccompanied children, the service appears to have a serious lack of sufficient human and other resources to deal with the situation. For that reason, the efforts by civil society actors in support of asylum seekers and other migrants have become all the more indispensable. The orientation and practical services offered to them by, for instance, the MiHub migrant information centres,<sup>124</sup> which are run by the University of Nicosia and NGOs, with some 90 % of funding from the European Union, have become crucial for migrants, as have those offered by Caritas Cyprus.<sup>125</sup> ECRI visited one such MiHub centre in Paphos. Orientation services typically concern registration with the Labour Office, access to a health insurance card and accommodation, as well as preparing CVs for the local labour market, all of which, apart from knowledge of procedures, require linguistic skills not possessed by most asylum seekers. Furthermore, ECRI learned from several civil society sources that the information about such services provided by the authorities often contains errors, e.g. phone numbers and opening hours of public services. One further difficulty is that most public services needed by migrants are increasingly only available online and then usually in Greek only, or at best, in English as well.**

Since October 2020, through a European co-funded project, the Social Welfare Services have employed forty-two (42) Social Welfare Officers for the handling of asylum seekers, including unaccompanied minors. A number of them have been placed at the Receptions Centers ('Pournara' and 'Kofinou') to cover asylum seekers needs, including identification and monitoring vulnerable people. In May 2021 through the same program, nine (9) Institutional Officers have been placed at the Reception Centre 'Pournara' and are working on 24hours basis, in order to meet the needs of unaccompanied minors.

The SWS re-evaluated staff needs and have already proposed and approved a new project under the Asylum, Migration and Integration Fund (AMIF) for the employment of additional fifty (50) Social Welfare Officers for the handling of asylum seekers, unaccompanied minors, vulnerable people including potential and identified victims of trafficking and twenty six (26) Institutional Officers. On 1st of June 2022 the staff has been employed and the newly appointed Social Welfare Officers have been trained on issues related to Applicants of International Protection and unaccompanied minors, including training in the Refuges Law 2000-2020 and the procedures of covering Material Reception Conditions and assessment of vulnerable people.

Since 1st of August the first EUAA (European Union Agency for Asylum) team is working at the District Welfare Services in Lakatamia. The team is composed of one (1) information provider



and three (3) interpreters (covering Somali, French/Lingala, French/Arabic) and it provides i) administrative support to the provision of information to applicants of international protection regarding the procedures for Material Reception Conditions, as well as their rights and obligations ii) administrative support to the collection, processing and archiving documents submitted by the applicants, iii) assist with managing arriving groups of applicants contributing to a smooth functioning of the arrival in-processing.

Applications for Material Reception Conditions have been revised and translated into six languages. In addition the SWS have prepared a general information form regarding the Material Reception Conditions, the rights and obligations of the applicants and has been translated into six languages. Interest parties can find all the necessary information about services provided by the SWS at their website and at the District Welfare Offices.

## **Housing**

**87. Housing of asylum-seekers is a major problem in Cyprus, 133 where reception centres have been overcrowded, there is a shortage of accommodation for rent, and the rental support for asylum-seekers trying to find accommodation in the private market has not increased since 2013 and is insufficient in relation to current rent levels.<sup>134</sup> The rental support is much lower than the amounts paid to recipients of the Guaranteed Minimum Income. ECRI encourages the authorities to increase rental support for asylum-seekers.**

The Social Welfare Services provide Material Reception Conditions (monthly allowances for their basic needs, for electricity, water supply, petty cash expenses and rent) to asylum seekers who cannot be accommodated at a Reception Centre. High priority is given to vulnerable people and families with children at risk, including arrangements for housing and accommodation.

With effect from June 1st 2019, the Council of Ministers decided to increase the monthly allowance for the material conditions of asylum seekers. Specific criteria for the rent establishments have been introduced, regarding how many people can reside in an establishment, based on the number of rooms. A rent deposit is also provided to asylum seekers.

At the same time, the SWS respond immediately to cases of asylum seekers who are unable to find accommodation and face issues of homelessness. With a Decision dated 7/10/2020, the Council of Ministers approved to cover the living expenses of families of Applicants for International Protection with minor children (regardless of vulnerability) and vulnerable persons, as defined in article 9KG of the Refugee Laws 2000-2020 (e.g. pregnant women, people with disabilities, former children in the care of the Director of SWS), in temporary accommodation (hotels and / or other accommodation) for a period of (1) one to (3) three months, in order to help them, as soon as possible, to find a permanent place of residence in the community.

Secrétariat de l'ECRI  
Direction générale de la Démocratie  
Conseil de l'Europe  
Tel.: +33 (0) 3 90 21 46 62  
E-mail: [ecri@coe.int](mailto:ecri@coe.int)

[www.coe.int/ecri](http://www.coe.int/ecri)

 [@ECRI\\_CoE](https://twitter.com/ECRI_CoE)

[www.coe.int](http://www.coe.int)

La Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) est une instance unique de suivi dans le domaine des droits de l'homme, spécialisée dans les questions de lutte contre le racisme, la discrimination (au motif de la « race », de l'origine ethnique/nationale, de la couleur, de la nationalité, de la religion, de la langue, de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre), la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance en Europe; elle élabore des rapports et formule des recommandations aux Etats membres.